



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13855 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 15 AOUT 1989

Offensive terrestre au Liban après de violents bombardements

Opiniâtreté française

Quels que puissent être les résultats des nouvelles initiatives lancées à propos du Liban, il faudra reconnaître à la France une certaine opiniâtreté, une belle constance dans le refus de se résigner à l'impasse. Echaudée par de précédentes démarches, elle n'a pas, comme beaucoup de ses partenaires, été tentée de baisser les bras.

Paris avait pu mesurer, en effet, en avril dernier, les risques de toute intervention sur le terrain, fut-elle d'ordre strictement humanitaire. Tandis qu'elle était accusée par certains d'avoir été à l'origine d'une recrudescence des attaques des Syriens et de leurs alliés contre le Liban chrétien, les autorités françaises s'étaient alors vu reprocher par d'autres une certaine incohérence politique.

Elles avaient pu constater aussi la faiblesse du soutien de la part de leurs alliés, qu'ils aient été désireux de manager la Syrie, peu confiants dans le général Aoun, ou tout simplement soucieux de ne pas mettre un pied dans le bourbier libanais. Les appels français au cessez-le-feu étaient restés vains, et on s'en était remis au comité tripartite de la Ligue arabe, qui n'obtient guère de succès.

La France ne s'est cependant pas découragée. Des contacts furent pris à plusieurs reprises avec ses principaux partenaires, souvent directement par le président de la République ou le ministre des affaires étrangères. Lors de la visite à Paris de M. Gorbatchev, une déclaration franco-soviétique fut publiée qui appelait au cessez-le-feu et à l'arrêt des livraisons d'armes aux différentes factions libanaises. Pas une occasion diplomatique ne fut négligée, et, fin juillet encore, M. Roland Dumas, profitant de la présence à Paris de ses collègues américain et soviétique, tenta même d'organiser une rencontre de haut niveau sur le Liban.

Les nouvelles démarches françaises ont pour premier objectif d'obtenir un cessez-le-feu et d'inciter le comité tripartite de la Ligue arabe à reprendre ses efforts. Ce comité avait dû conclure, il y a quelques semaines, à l'échec de sa mission de paix au Liban. Il en avait cependant attribué très clairement la responsabilité à la Syrie. Tout récemment, les Etats-Unis, qui, jusqu'à présent, menageaient Damas et ne semblaient pas faire de la paix au Liban leur priorité dans la région, ont fermement mis en cause les Syriens et appelé à ce que cesse le « carnage aveugle ».

La situation au plan diplomatique n'est donc plus la même qu'au printemps. M. Dumas s'est entretenu à trois reprises au cours des dernières quarante-huit heures avec M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU. La France souhaiterait « qu'il y ait une saine du Conseil de sécurité ». Même si, dans l'attente des résultats des contacts tous azimuts qui ont été lancés, on observait encore, lundi, une très grande prudence au Quai d'Orsay, il semble que la France cherche cette fois à l'ONU le relais à ses efforts diplomatiques.

M 0147 - 0815 0 - 4,50 F



Le général Aoun tient en échec les forces druzes et syriennes

Le front de Souk-el-Gharb était relativement calme lundi matin 14 août après l'échec de l'offensive des milices druzes de M. Walid Joumblatt, épaulées par l'armée syrienne, en vue de faire sauter ce verrou stratégique. Le pilonnage - sans précédent durant quatorze ans de guerre - de l'enclave chrétienne et la riposte du général

Aoun sur la banlieue sud de Beyrouth et la montagne druze ont forcé dans la journée de dimanche plus d'un million de Libanais à gagner des abris. La France, qui compte sur les interventions internationales pour obtenir un cessez-le-feu, a dès dimanche envoyé des messages dans la plupart des capitales concernées par le conflit.

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Jusqu'à quand ? Effondrés, sans ressources, les tympans déchirés par les déflagrations, la tête brûlée des roulements ininterrompus des batteries de roquettes, les Libanais terrés dans leurs abris pendant quatre jours ne veulent plus qu'une seule chose : le silence des armes. Pour la première fois depuis cinq mois, la « guerre de libération » déclenchée le 14 mars par le général Michel Aoun contre l'« occupant syrien » est peut-être à un tournant puisque, au delà d'obus de gros calibre qu'échangeaient l'artillerie syrienne et ses alliés et celle du général Aoun, a succédé dimanche matin 13 août la première offensive sur le terrain.

C'est en début de matinée, après un matraquage inouï par l'artillerie syrienne de toute la région de Baabda, où siège le général Aoun, et de Metn, où sont installées les principales casernes de l'armée, que la milice druze du Parti socialiste progressiste (PSP) de M. Walid Joumblatt, aidée par les combattants palestiniens pro-syriens du colonel Abou Moussa et épaulée par l'armée syrienne, a lancé son offensive sur trois axes contre le village en ruine de Souk-el-Gharb, verrou stratégique qui commande l'accès sud au cœur du « pays chrétien ».

A moins de 10 kilomètres de Beyrouth et à quelque 5 kilomètres du palais présidentiel de Baabda et du ministère de la défense à Yarzé, Souk-el-Gharb constitue, depuis la guerre de la

montagne entre les milices druzes et chrétiennes en 1983, un verrou indispensable à la protection du pays chrétien face à la montagne druze. En 1983, la flotte américaine avait bombardé la région pour aider, déjà, le général Aoun, alors commandant de la huitième brigade, à garder cette position, et des experts américains avaient discrètement participé aux combats.

Tout d'abord incertaine (le PSP annonçant même en fin de matinée avoir pris Souk-el-Gharb), la bataille, d'une extrême violence, « féroce », selon l'armée libanaise, s'est déroulée jusqu'à environ 15 heures, le commandement de l'armée libanaise relevant du général Aoun annonçant alors avoir repris totalement la place.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 3.)

Le 20^e anniversaire de l'intervention britannique

Vive tension en Irlande du Nord

Vingt ans après l'intervention des militaires britanniques en Irlande du Nord, protestants et catholiques ont manifesté dans les rues de Belfast, où avait été déployé un important dispositif de sécurité. Ce face-à-face tendu a été marqué par quelques incidents, qui n'ont toutefois pas fait de victimes. Une nouvelle manifestation du Sinn Féin, branche politique de l'IRA, était prévue lundi après-midi dans la ville de Londonderry.



Lire l'article de notre envoyé spécial à Belfast, LAURENT GREILSAMER, page 5

La concurrence entre constructeurs automobiles

Les japonaises plus fortes que jamais

Les constructeurs japonais d'automobiles, après avoir digéré quatre ans de montée du yen, semblent plus forts que jamais. Cette hausse, « l'endaka », a certes ralenti leurs exportations directes, mais leur a permis de multiplier l'implantation d'usines à l'étranger. Ils sont prêts pour une nouvelle phase de conquête qui débute aux Etats-Unis et s'ouvrira en Europe après 1992.

TOKYO
de notre envoyé spécial

Sont-ils invincibles ? Partis de rien, les Japonais sont devenus, après trois décennies d'efforts, les premiers fabricants d'automobiles dans le monde en 1980, dépassant les Américains. Le marché intérieur a été hermétiquement protégé grâce, notamment, à une taxe à l'importation de 40 % -

aujourd'hui disparue. Inversement, et malgré de sérieux revers au début (1), la croissance s'est rapidement nourrie de l'exportation. En 1975, les constructeurs japonais exportaient 1,8 million de voitures particulières, soit 40 % de leur production. Dix ans plus tard, le record de 4,5 millions était atteint : 60 % de ce qui sortait des chaînes.

Importations quasi nulles et exportations volumineuses, l'automobile est le meilleur exemple du « modèle » japonais accumulant excédents commerciaux et... griefs de ses partenaires américains et européens.

Les Etats-Unis décident, en 1984, de fermer leurs frontières au-delà de 2,3 millions de voitures japonaises importées par an. Une politique de quotas que plusieurs pays européens (France, Italie, Espagne, Grande-Bretagne) avaient adoptée dès les années 70. De ces mesures protectionnistes les groupes japonais tirent des

leçons de prudence. Dans l'électronique (TV, magnétoscope), ils ont acquis une suprématie mondiale en quinze ans, allant jusqu'à éliminer les concurrents américains. Seuls les européens Philips et Thomson ont résisté. Dans les semi-conducteurs, ils ont pris 90 % du marché mondial des mémoires à l'issue d'un véritable Blitzkrieg de moins de dix ans. L'automobile est une industrie trop importante pour n'être pas surveillée de près par les gouvernements. La période doit être plus lente. Elle n'en est pas moins méticuleuse, obstinée. Toyota ne cache d'ailleurs pas son objectif d'obtenir « 10 % du marché mondial », puis de dépasser General Motors.

ERIC LE BOUCHER.
(Lire la suite page 14.)

(1) Lancée en 1958 aux Etats-Unis, les Toyota Crown ne supportent pas les autoroutes. En 1968, après un début d'engouement en Europe, les petites Honda échouent faute d'un réseau de réparateurs.

Peu d'espoir pour Hipparcos
Trois tentatives infructueuses d'allumer le moteur du satellite scientifique
PAGE 16

La pollution de l'étang de Berre
Dix maires contre EDF
PAGE 6

1930-1940, l'année terrible
XXI - Pierre Laval, l'Auvergnat
PAGE 2

Le Monde
ÉCONOMIE
Mutation malaisée à l'Est : refus du changement en RDA ;
La peur du choix en Tchecoslovaquie.
La chronique de Paul Fabra
Pages 9 et 10

SPORTS
Le Grand Prix de formule 1 de Hongrie
Les championnats de France d'athlétisme
Page 8

Le sommaire complet se trouve page 16

Concert hard-rock à Moscou et rassemblement à Bethel (Etats-Unis)

Woodstock, vingt ans après

Vingt ans après, il faut bien en convenir : Woodstock n'était pas dans Woodstock, musicalement, le concert était raté. Mais le mythe demeure, plus fort que l'exploitation commerciale et, aujourd'hui, c'est à Moscou que tout recommence. (Lire l'article de notre correspondant page 7.)

BETHEL
(Etat de New-York)
de notre envoyée spéciale

La première tente, une sorte de yourte mongole, plantée par deux anciens hippies de l'Arizona, est apparue tout au début du mois. Dans la semaine qui a suivi, il y en avait déjà une dizaine alignées au bord du petit monument commémoratif - presque une stèle funé-

raire - où la guitare surmontée d'une colombe, qui fut l'emblème du festival, se dessine, muette, sur le ciment peint, dans un accord parfait avec les champs désormais vides et tout le temps passé. Vingt ans déjà depuis ces fameux 15, 16 et 17 août 1969, où, dans l'ancienne ferme de Max Yasgur, à Bethel, dans l'Etat de New-York, c'est-à-dire nulle part, se sont tenues ces trois journées glorieuses de la contre-culture américaine, dédiées à la « drogue, au sexe et au rock and roll », plus connues sous le nom de Woodstock.

Le « happening » par excellence, la parenthèse rafraîchissante dans l'Amérique pesante de Richard Nixon entre la guerre du Vietnam, la révolte des campus et les tracasseries de la CIA. Quatre cent cinquante mille personnes

d'avant le crack, cette cocotte infumable, fléau des Etats-Unis modernes, dopés « gentiment » à l'« acide » et à la marijuana, vautre dans l'herbe et, bientôt, dans la boue d'orages diluviens, et répétant avec le chanteur Country Joe, encore revêtu de sa vareuse de soldat, « Fuck » (« Allez vous faire f... ») à leurs soucis de l'époque. Trois jours un peu magiques de « peace and friendship » (de paix et d'amitié) où les hélicoptères de l'armée lançaient des fleurs et des vêtements secs sur la foule.

Vingt ans après, que reste-t-il de ces amours ? Une grande curiosité dans la presse, qui a harcelé les anciens enfants-fleurs devenus bien souvent des requins de Wall Street ou de l'immobilier.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

(Lire la suite page 7.)

GUY BEART
CHANSON CRÉÉE A BEYROUTH LE 13 MAI 1989

LIBAN LIBRE
GUY BEART ET LES ENFANTS LIBRES

Liban Libre... Liban Libre... Liban Libre...

UN DISQUE DE LIBERTÉ ET D'ESPÉRANCE • UN DOCUMENT ÉMOUVANT

DISQUES TEMPOREL POCHETTE DOUBLE PHOTOS, TEXTES ET TÉMOIGNAGES

45 T CHEZ VOTRE DISQUAIRE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 190 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

لبنان من أجل

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

Avisé, intelligent, ambitieux, Pierre Laval avait commencé sa carrière politique à gauche avant de passer à droite, avec une réputation d'homme de compromis sinon de compromission. 1940 est pour lui l'occasion de revenir au pouvoir malgré le mépris que lui portait Pétain. Avec cette conviction que l'Europe serait allemande et qu'il fallait négocier avec Hitler.

« Je ne suis ni sidi, ni juif, ni franco-maçon. [...] Je vous dois un aveu : j'ai une tare : je suis auvergnat. » Le candidat député Pierre Laval obtenait un succès assuré à Rosny-sous-Bois, en avril 1924, auprès d'un auditoire qu'encadraient des ferrailleurs et des limonadiers. Il était bien né en 1883 à Châteldon, à une vingtaine de kilomètres de Vichy, à la limite du Bourbonnais et de l'Auvergne. Il retrouvait Vichy, en juin 1940, au sortir d'un purgatoire de cinquante-trois mois. Artisan déclassé du bara-kiri parlementaire, il était désormais lié à Pétain pour une série de brouilles et de retrouvailles, avant de devenir, à compter de 1943, l'un des hommes les plus haïs de France.

Faire son portrait n'est pas facile : il donnait l'impression d'un assemblage de personnages divers, ambigus. De surcroît, sa famille et ses proches se sont beaucoup dépensés pour contrer sa légende noire par une autre image, celle d'un enfant du peuple qui aurait conquis sa place par un travail acharné, répétant : « J'ai le bon sens du paysan de chez nous » ; celle d'un bon gestionnaire, dénué de sectarisme, menant ses affaires en bon père de famille. Pour eux, il fut un « criminel de paix », qui sut se sacrifier pour la France, éviter la dictature des collaborationnistes, des Doriot et des Déat, négocier inlassablement, en se chargeant de tous les risques.

La légende noire, elle, tient en deux surnoms : « le Louis XI de grande banlieue », « le maquignon de Châteldon ». Le premier est d'Anatole de Monzie, caricaturant l'homme à l'influence souterraine, voire le comploteur, l'enrichi des caisses noires. Quant au maquignon, le mot est de Léon Blum, très sévère au moment de la question éthiopienne, en 1935 : « Vous avez procédé dans les grandes affaires du monde comme nous vous avons vu dans vos petites affaires. [...] Vous avez tout altéré par la combinaison, l'intrigue et l'entregent. » Il est exact que cet homme, à la fois boucher, roulier et transporteur de poste, ce qui donnait une certaine aisance à sa famille. Trois facteurs permettront à Pierre de sortir de Châteldon : l'école, d'abord, où l'on remarque son intelligence. Il s'entête et veut continuer ses études : à quinze ans, il rattrape le lycée et obtient son baccalauréat ; pour vivre, il est « pion », et décroche une licence de sciences naturelles et une autre de droit. Cette dernière lui permet, en 1908, d'entrer au barreau, la deuxième voie de l'ascension sociale ; il réussit assez bien, plaçant d'abord pour les syndicalistes, le peuple, puis élargissant sa clientèle. Enfin, il épouse la fille d'un médecin, maire de Châteldon, et son beau-frère va le pousser vers la politique. Car Laval appartient à cette cohorte assez nombreuse des hommes de la Troisième qui débutent à l'extrême gauche, se replient sur le centre gauche et terminent à droite.

Le jeune Laval était blanquiste en 1903, il devient membre de la SFIO en 1905, lors du congrès de réunification, et il demeurera dix-sept ans socialiste, avec des professions de foi rétrospectivement savoureuses : « La bourgeoisie n'a plus d'hommes, elle va les chercher dans les poubelles où le mouvement ouvrier jette ses renégats. » Il avait tellement plaidé pour les antimilitaristes de gauche — exempté lui-même de service militaire — qu'il figurait sur la liste de ceux qu'il fallait arrêter dès la mobilisation, au moment de la Grande Guerre.

Son militantisme fut récompensé ; après avoir échoué à une élection partielle en 1911, il était triomphalement élu en mai 1914 et devenait le benjamin du groupe socialiste. Pendant la guerre, il défendit le principe d'une paix négociée, sans défaitisme. Battu aux élections de 1919, c'est au congrès de Tours qu'il prit ses distances et avec les communistes, qui ne lui disaient rien qui vaille, et avec la « vieille maison » de la SFIO, qu'il quitta discrètement en 1922. Élu en 1924 sur une liste du « Cartel des gauches et des intérêts de la banlieue », il devint ministre. Mais après le renversement d'un gouvernement Briand il se séparait définitivement de la gauche et préférait se faire élire sénateur en 1927 sur une liste d'union nationale républicaine, donc à droite.

Cet homme de droite, soulignons-le bien, ne fut pas à proprement parler un factieux : il ne participa pas au 6 février 1934 et ne fut jamais un homme lige des Ligues. Il passait pour républicain. Ses adversaires lui reprochaient plutôt son enrichissement rapide. Sans nul doute, ce fut un homme d'affaires avisé, veillant à faire tourner son argent, qui bénéficia de prêts opportuns consentis par de nouveaux amis. Il acheta en 1925 un bel appartement parisien, villa Saïd, de la terre dans le Perche, puis le château de Châteldon. Il acquit aussi des journaux et une imprimerie à Clermont-Ferrand. Pour devenir un homme politique de premier plan, il fallait encore disposer d'un fief local et de l'appui de quelques journaux « amis ». Le fief, ce sera la mairie d'Aubervilliers, en pleine banlieue rouge ; élu en mars 1923, sur une liste où coexistent anciens communistes, anciens socialistes et nouveaux amis, il gardera jusqu'au bout ce mandat, en s'en occupant très sérieusement. Quant à la presse, il acheta en 1927 le *Moniteur du Puy-de-Dôme, Lyon républicain* et la station de radio Paris-Lyon ; surtout, il disposa de l'appui bienveillant, au moins jusqu'en 1935, de Raymond Patenôtre, qui contrôla pendant longtemps le *Petit Journal*.

Il lui fallait, lui qui n'était encore qu'un second rôle, quelques locomotives pour le hisser au premier rang. Il usa avec efficacité du soutien de Caillaux, qui le fit nommer, en 1925, ministre des travaux publics, son premier poste ministériel. Il fut ensuite l'un des disciples de Briand, qui le fit notamment garde des sceaux dans trois de ses ministères. Il en vint à l'imiter, traquant les pieds, des courbés, s'entourant d'un nuage de fumée. Il sut ensuite séduire Tardieu, qui le fit ministre du travail en mars 1930. On ne s'étonnera pas qu'il ait pu chercher à utiliser Philippe Pétain. C'était donc une carrière prometteuse : à quarante-huit ans, il est président du conseil pendant près de treize mois, en 1931-1932, et, à défaut de régler les problèmes des réparations, il fait un voyage aux États-Unis qui est un succès personnel. Il entre encore dans le ministère Doumergue, chargé des colonies. Sur tout, il devient le maître des affaires étrangères en octobre 1934, après l'assassinat de Barthou, en même temps qu'il redevient président du conseil en juin 1935 ; dans ce qu'il a toujours considéré comme son « grand ministère », il entendait sortir la France de la crise qu'il atteignait tardivement et sauver la paix.

Reste qu'il continuait de détonner parmi les grands de la Troisième. Il demeurait l'homme mal dégrossi de Châteldon, lui-même jouant volontiers au paysan-châtelain, entre son donjon et demeure de maître côté jardin, avec une scierie, un moulin à papier et sa production d'eau de Sargantale, qu'il prétendait vendre à la France entière. Son physique surprenait. On le dépeignait au mieux



Pierre Laval.

XXI - Pierre Laval l'Auvergnat

comme un gitan, au pis comme un Mongol ; l'un de ses proches le décrit ainsi : « [...] solide, massif même. Ses cheveux grisonnants, séparés par une raie, coupés court, lui faisaient sur le front une mèche de garçonnnet. Des yeux vifs, cachés par des paupières lourdes, ne laissaient voir d'eux-mêmes qu'une mince fente brillante. Un nez quelconque. Une moustache taillée en brosse dont les poils étaient grillés à leur bout, des lèvres épaisses, un teint jaune, d'étranges pommettes. »

HENRY TORRES, l'avocat, lui reproche « ses mains mal tenues, sa moustache mal coupée, ses cheveux mal peignés, la mèche tombant sur le front, le négli de sa mise, ses épaules de roulier ». Le port d'une éternelle écharpe blanche ne fera jamais oublier qu'il n'était pas fils d'archevêque. Et il apparaîtra toujours comme un homme sans culture. Il est vrai qu'il lisait fort peu. Ce n'était pas au profit des dossiers, que, si l'on en croit Barthélemy, il lui arrivait d'égarer ou de perdre.

C'était un homme de contact, privilégié le tête-à-tête et se fiant alors à ses dons d'improvisation. On ne s'étonnera pas qu'il ait gardé la réputation d'être un maquignon en politique, d'être non seulement un homme de compromis mais un homme de compromission, sans fond, naviguant à vue. Il s'en tenait à quelques idées simples, défendant toujours le pacifisme : « J'ai toujours eu une horreur profonde de la guerre. J'ai toujours eu la certitude qu'elle ne payait jamais pour la France, même quand elle était victorieuse. Je n'ai jamais changé d'avis. » Mais, pour le reste, il était imprévisible.

L'homme qui allait peser, dans les années noires, sur les destinées de la France n'avait que fort rarement fait les bons choix, notamment lors de son « grand ministère ». Sa politique de déflation tient peu compte de la dévaluation sauvage des monnaies anglosaxonnes, la cherté des produits français provoquant un déficit du budget et une sortie accélérée des capitaux. Les contemporains, et encore plus la posté-

réfuite l'avait à la fois aigri et rendu encore plus sûr de lui. Mais il s'enfermait de plus en plus en lui-même, n'ayant confiance que dans le jugement de quelques proches, peu nombreux, et surtout de sa femme et de sa fille unique, Joséa.

Il se surestimait facilement. Ainsi pensait-il avoir gardé de bonnes relations avec Mussolini, qui le refusa pourtant, plusieurs fois, comme intermédiaire entre l'Italie fasciste et la France. Il pense, de même, avoir mis Hitler dans sa poche, alors que le Führer, après Montoire, déclara à Mussolini que ce Laval était « un politicien malpropre, un marchand de tapis ». Cet homme allait mener la politique de collaboration d'État au long de l'année 1940 et redevenir le chef du gouvernement de la France d'avril 1942 à août 1944.

L'AVAIL chercha tout de suite à utiliser Pétain ; sans sympathiser, les deux hommes s'étaient au moins connus dans le ministère Doumergue. En 1939, on le sait, Pétain avait presque posé comme condition à son entrée dans le gouvernement la nomination de Laval comme ministre des affaires étrangères, parce qu'il serait à même de nouer de bonnes relations avec l'Italie. Le 17 juin, sans l'opposition de Weygand, Pétain l'aurait chargé de ce ministère. A la tête de la « Commune de Bordeaux », Laval avait joué un rôle décisif pour éviter le transfert du gouvernement en Afrique du Nord ; il finit par entrer comme ministre d'État, le 23 juin, dans le gouvernement Pétain, et deviendra en juillet vice-président du conseil et surtout « dauphin » désigné.

Mais, même s'ils étaient tous deux des terribles secrets, tenaces et rancuniers, Pétain et Laval n'avaient entre eux guère d'affinités, ayant de la vie des jugements et des pratiques bien différents. Du coup, après la guerre, les pétainistes de stricte obédience opposeront de façon systématique un bon Vichy, celui de Pétain, à un mauvais Vichy, celui de Laval, qui aurait manipulé un vieillard. Parcellaire thèse est tout à fait contestable, tout particulièrement pour l'année 1940. Pétain méprisait Laval, détestait sa fumée perpétuelle, lui reprochait de ne pas l'informer suffisamment. Mais ils avaient besoin l'un de l'autre. Dans ce nouveau gouvernement, Laval était un des rares hommes qui ait déjà l'expérience du pouvoir ; Pétain le savait utile, même s'il ne l'a jamais jugé indispensable.

Le premier mouvement de Laval avait été de traiter Pétain comme une potiche, car il était convaincu que c'était lui qui disposait des bonnes cartes. Face à un entourage et à des ministres qui ou le détestaient ou le méprisaient, lui reprochant d'être ancien parlementaire et de détonner dans cet entourage bon genre, il pensait être en mesure de s'imposer. Ce qu'il voulait, c'était avoir les coudées franches à l'égard du Reich. Pétain pouvait l'admettre, lui qui n'était pas obsédé par les relations franco-allemandes et s'occupait surtout de sa Révolution nationale. Laval, persuadé que la paix serait allemande, voulait la signer le plus vite possible, et avant que la Grande-Bretagne ne dépose les armes. Pour y parvenir, il lui fallait rencontrer Hitler, qu'il espérait « rouler » dans une négociation en tête à tête. Il était prêt à donner le maximum de gages pour retirer, malgré la défaite de la France, le maximum d'avantages de l'Europe allemande. De ce schéma, il ne démordra pas. Au point que ceux qui ne l'aimaient pas lui accordaient, pour une fois, un brevet de sincérité, tel Bouthillier, qui écrira : « Il ne se comporte pas en homme d'État, mais en inspiré. Soulevé par une vision, il agitait en prophète, assuré de sauver sa patrie et de lui préparer un avenir... »

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Fred Kupferman, *Pierre Laval, Paris, Messon, 1976.*
Geoffrey Warner, *Pierre Laval and the Eclipse of France*, Londres, Eyre and Spottiswoode, 1968.

Demain : **Philippe Pétain, le plus illustre des « grands chefs »**

Etranger

L'aggravation du conflit libanais et les initiatives diplomatiques de la France

Le pape Jean-Paul II a annoncé dimanche 13 août à Castelgandolfo, sa résidence d'été au sud de Rome, qu'il consacrerait le 15 août, fête de l'Assomption, à la situation tragique du Liban. « Nous avons devant les yeux de l'âme, a-t-il dit aux pèlerins rassemblés sous le hâle du palais pontifical, le peuple libanais, qui souffre énormément ».

A Tunis, l'OLP a condamné le « bombardement destructeur de Beyrouth par l'armée syrienne » et a appelé à la réunion d'un sommet arabe extraordinaire « pour sauver ce qui reste du Liban ».

M. Bassam Abou Charif, conseiller du chef de l'OLP, Yasser Arafat, a également déploré « le silence face au crime du siècle, commis, selon lui, par les forces syriennes contre les populations civiles à l'est comme à l'ouest de Beyrouth ».

Même son de cloche à Jérusalem, où le premier ministre israélien Itzhak Shamir a affirmé distancé qu'« il est triste d'assister à la destruction d'une capitale (Beyrouth) face au silence du monde entier ». M. Moshe Arens, ministre israélien des affaires étrangères, a déclaré pour sa part que « le pilonnage de la population de Bey-

routh par l'artillerie syrienne constitue un danger pour le Liban ». Les Syriens bombardent en se moquant des normes en vigueur dans le monde civilisé et personne ne fait rien pour les arrêter ».

Au Caire, le chef de la diplomatie égyptienne, M. Essam Abdel Meguid, se montre plus nuancé et ne met pas immédiatement en cause la Syrie, se bornant à demander le retrait de toutes les troupes étrangères du pays afin que « les Libanais, quelles que soient leurs tendances politiques ou leurs croyances, puissent régler eux-mêmes leurs problèmes ».

Cinq émissaires français pour « sensibiliser » la communauté internationale

Le président de la République s'est entretenu dimanche 13 août avec le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, de la situation au Liban. Deux des cinq émissaires français dépêchés à la veille dans différentes capitales afin de « sensibiliser » la communauté internationale et de tenter d'obtenir un cessez-le-feu se sont déjà acquittés de leur mission.

M. François Scheer, secrétaire général du Quai d'Orsay, arrivé samedi soir à Damas à bord d'un avion spécial, s'est entretenu dimanche pendant quatre heures avec le ministre syrien des affaires étrangères, M. Parouk Al-Charrach, avant de repartir Paris dans la nuit. M. Scheer devait rendre compte de sa mission au ministre lundi en fin de matinée.

Vendredi, M. Roland Dumas avait fait parvenir à son homologue syrien un message dans lequel il demandait aux autorités de Damas d'intervenir pour « faire cesser de toute urgence » les bombardements au Liban. Recevant le diplomate français porteur de ce message, M. Al-Charrach avait mis en cause le général Aoun, l'accusant d'être

« responsable de la récente escalade militaire » pour avoir choisi l'option militaire et refusé de respecter le cessez-le-feu annoncé début juillet par les « forces nationales » libanaises.

Après les entretiens de M. Scheer avec le ministre syrien des affaires étrangères puis avec le vice-président, M. Abdel Halim Khaddam, on indiquait seulement dimanche soir de source officielle syrienne qu'il avait été « convenu de poursuivre le dialogue » entre les deux gouvernements.

De son côté M. Thierry de Beaucourt, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères chargé des relations culturelles internationales, s'est entretenu samedi à Rabat avec le ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdelatif Filali, et, dimanche, à Alger, avec le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Abdelaziz Khalil, en l'absence du ministre des affaires étrangères, M. Boualem Bessahel.

Il est parti ensuite pour Ryad, où il devait rencontrer lundi le prince Saoud al-Fayçal, ministre saoudien des affaires étrangères. Mardi,

M. de Beaucourt doit retourner à Rabat pour y être reçu par le roi Hassan II.

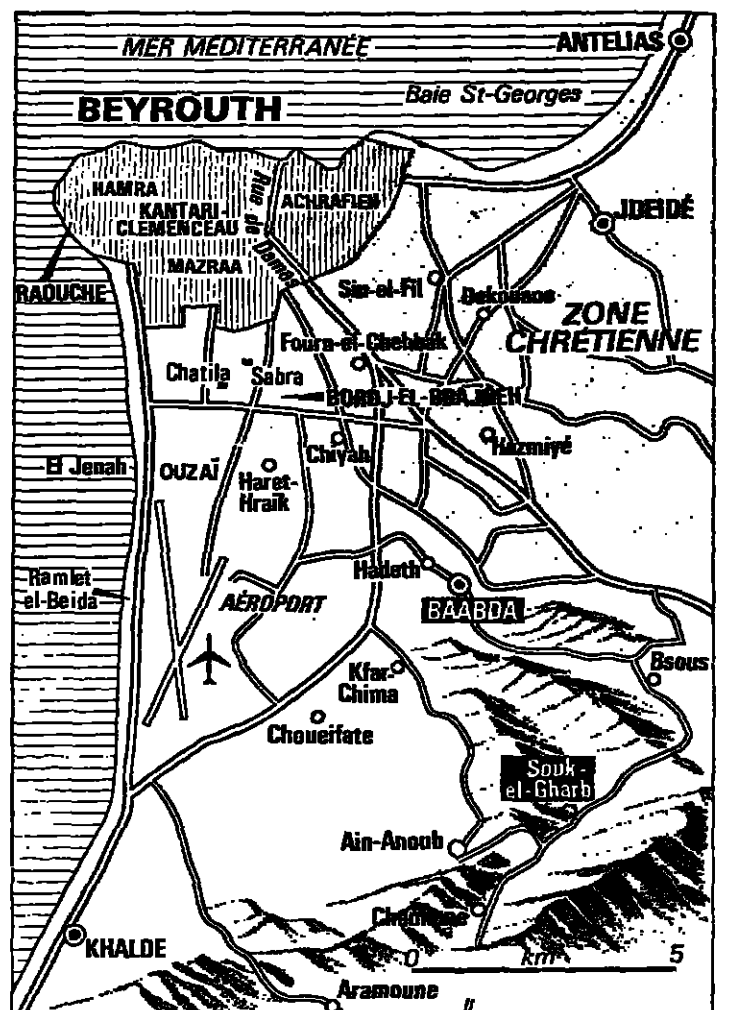
En envoyant ainsi un membre du gouvernement auprès des trois pays membres du comité tripartite arabe (les rois Hassan II du Maroc et Fahd d'Arabie saoudite et le président algérien Chadli Bendjedid), chargé en mai dernier par le sommet de la Ligue arabe à Casablanca d'une mission de paix au Liban, la France entend marquer qu'elle ne considère pas cette initiative arabe comme terminée, malgré le constat d'échec formulé par le triumvirat. Elle attache, a dit M. de Beaucourt avant de quitter Alger, « une grande importance à la poursuite de la tâche » du comité. Le 31 juillet, les ministres des affaires étrangères du triumvirat avaient publié un communiqué constatant « l'impasse » à laquelle leur mission avait abouti, notamment en raison du refus de la Syrie d'accepter un calendrier de retrait de ses troupes du Liban.

M. Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie, devait s'entretenir lundi à Rome avec un haut responsable du Vatican avant de se rendre au Proche-Orient.

Pour sa part, M. Patrick Leclercq, directeur de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient au ministère des affaires étrangères, a été dépêché à Tunis où il rencontrera lundi le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Khilif.

Enfin, le directeur du cabinet de M. Dumas, M. Jacques Andréani, devait se rendre à Moscou lundi, tandis qu'à Washington et aux Nations unies les chefs de mission français étaient chargés de démarches analogues.

C'est à la demande de M. François Mitterrand que ces démarches diplomatiques ont été entreprises, en liaison avec les autres pays de la CEE. « Le président de la République », devant l'intensification des bombardements et très préoccupé du sort de tous les Libanais, en raison de l'aggravation de la situation à Beyrouth qui en résulte, a demandé au gouvernement de prendre toutes les initiatives de nature à sensibiliser une nouvelle fois la communauté internationale et les pays concernés par le problème du Liban », avait précisé samedi le Quai d'Orsay. (Le Monde daté 13-14 août.)



La colline stratégique de Souk-el-Gharb, à dix kilomètres au sud-est de Beyrouth, commande l'accès au cœur du « pays chrétien » tenu par l'armée du général Michel Aoun. L'armée libanaise a transformé cette localité de plusieurs centaines d'habitants et les villages voisins, autrefois lieux de villégiature, en un vaste camp retranché sur un front en demi-cercle long de deux kilomètres. Considérée depuis la bataille du Chouf de 1983 comme un élément des « lignes rouges » qui dessinent sur le terrain la division militaire et politique du Liban, la colline surplombe, à cinq kilomètres, le palais présidentiel de Baabda, siège du gouvernement militaire du général Aoun.

La crise des otages Israël entend garder un profil bas tant qu'une véritable négociation n'est pas amorcée

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Devant le flot quotidien de rumeurs, informations, démentis et déclarations aussi diverses que souvent contradictoires dans l'affaire des otages, Israël entend s'en tenir à la ligne qu'il s'est officiellement fixée : garder un profil relativement bas tant qu'une véritable négociation n'est pas amorcée. On considère à Jérusalem que tel n'est toujours pas le cas et que les « révélations » ou allégations que l'on peut entendre, ici ou là, font partie d'une sorte de « guerre psychologique » précédant d'éventuelles pourparlers.

Ainsi, les dirigeants israéliens ont-ils accueilli sans commentaires les récentes déclarations des responsables du Hezbollah, le groupe de chériffes libanais pro-iraniens qui détient plusieurs otages occidentaux au Liban. Depuis la fin de la semaine passée, les chefs du Hezbollah ont soufflé le chaud et le froid. Ils ont tout à tour laissé penser qu'ils étaient disposés à une négociation sur les otages ou, au contraire, qu'ils s'y refusent tant que ne seront pas libérés le cheikh Obeid, enlevé le 28 juillet au sud du Liban par un commando de l'Eilat hébreu.

Guerre psychologique

Les informations de l'hebdomadaire britannique Sunday Times, selon lesquelles deux des trois soldats israéliens capturés il y a plusieurs années au sud du Liban et dont l'Eilat hébreu réclame la libération, seraient morts au tout début de leur captivité, n'ont pas été accueillies avec la même sérénité. Elles touchent au cœur des raisons invoquées par le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, pour justifier « l'opération Obeid » : obtenir une « monnaie d'échange » afin de récupérer les soldats israéliens. Vérifiées, elles seraient susceptibles de changer « l'équilibre » d'une éventuelle négociation. L'article du Sunday Times faisait, dimanche 13 août, une de la presse israélienne et a suscité une mobilisation active des porte-parole officiels qui, sans cacher une certaine irritation, ont répliqué que le sort des soldats israéliens disparus au sud du Liban restait une incertitude.

Le général Ephraïm Lapid, porte-parole de l'armée, a déclaré : « Nous considérons que les soldats, prisonniers ou disparus, sont vivants tant que nous n'aurons pas de réelle preuve du contraire. Et quand nous

parlons de preuve réelle, il ne s'agit pas d'informations diffusées par la presse britannique mais d'informations qui le seraient par la Croix-Rouge ». Il s'est refusé à confirmer ou démentir le contenu de l'article et particulièrement que le cheikh Obeid lui-même aurait confirmé le mort des deux soldats au cours de son interrogatoire : « Je ne veux pas répondre (...), tout ce qui est rapporté sur cet interrogatoire en dehors des déclarations des porte-parole de l'armée n'est pas crédible ».

Il a estimé que de telles allégations de presse pouvaient faire partie de cette « guerre psychologique » précédant une négociation dans laquelle chacune des parties essaie d'affaiblir l'autre de toutes les façons possibles. Dans cette bataille-là, il reste aux autorités israéliennes à « gérer » au mieux les informations qu'elles distillent sur l'interrogatoire du cheikh Obeid. Il s'agit d'essayer de maintenir la pression sur le Hezbollah en soulignant le danger que les révélations du prisonnier peuvent représenter pour le groupe.

An terme du week-end, les autorités ont réaffirmé leur proposition initiale : négocier la libération du cheikh Obeid, de deux de ses compagnons enlevés en même temps que lui et de « plusieurs » chériffes détenus dans les prisons israéliennes contre celle des otages occidentaux et des soldats israéliens capturés au Liban. Le ministre de la défense avait précisé la semaine dernière qu'il « n'entrerait dans aucune négociation détalée » avant d'être fixé sur le sort de ses soldats.

Les familles des deux soldats mentionnés par l'hebdomadaire britannique — Joseph Fink et Rahamin Alshech, capturés après un accrochage avec le Hezbollah au sud du Liban, le 17 février 1986 (1) — ont catégoriquement démenti avoir « officiellement été informées » de leur mort, comme l'affirme le Sunday Times. Les pères des deux soldats ont déclaré : « Nous ne savons rien, ni s'ils sont vivants, ni s'ils sont morts ». La presse n'en rappelle pas moins que, dès le début, des doutes ont été émis sur le sort des deux soldats et que des tâches de sang avaient été trouvées sur le lieu de l'accrochage, laissant supposer qu'au moins l'un d'eux avait été grièvement blessé.

ALAIN FRACHON.

(1) Le troisième soldat est le navigateur Ron Arad dont l'appareil avait été abattu au-dessus du sud du Liban le 16 octobre 1986.

(Suite de la première page.)

Peu après 15 heures, dans un message radiodiffusé aux Libanais, le chef du gouvernement militaire chrétien annonçait : « C'est le jour de la victoire des Libanais ; l'armée syrienne et ses alliés n'ont pas réussi à remporter la bataille qu'ils préparaient depuis cinq mois à Souk-el-Gharb. Le Syrien a été défait, et le Liban sera victorieux. Je tiens à en féliciter les Libanais, puis à me féliciter, puisque j'en assume la responsabilité au nom du peuple ». Pourrait-il l'avoir dit d'ajouter : « Après cette victoire, je m'attends à de nouvelles positions arabes et internationales, mais je m'attends des Syriens que plus d'obstination et de barbarie. Le régime alaouite s'écroule en Syrie — affirmait enfin le général Aoun — tente de faire de la surchaleur sur les musulmans libanais pour justifier son usurpation du pouvoir ».

Vers la fin de la guerre de positions ?

Revenant dans la soirée sur son communiqué de victoire prématurnement diffusé, le PSP déclarait pour sa part que « l'action lancée dimanche à Souk-el-Gharb n'était qu'une série d'opérations de commando et de raids ». Le PSP affirmait d'autre part avoir « réussi à pénétrer en profondeur dans trois positions et détruit un grand nombre de fortifications, de chars et de blindés, faisant trente-cinq tués et plus de cent blessés dans les rangs ennemis ». Ce communiqué tardif n'explique cependant pas l'annulation subite de la conférence de presse que devait tenir dimanche en début d'après-midi le chef druze M. Walid Joumblatt, de toute évidence pour annoncer la chute de Souk-el-Gharb. Les alliés de la Syrie et M. Joumblatt en particulier ne cachaient d'ailleurs pas leur volonté d'agir sur le terrain pour « briser enfin la résistance du général Aoun ».

De son côté, le commandement syrien en Liban démentait toute participation de ses hommes à cette opération, soulignant : « Lorsque les forces nationales considèrent notre participation nécessaire dans une action quelconque à leurs côtés, nous n'hésiterons pas et, que personne n'en doute, les résultats d'une telle opération seront décisifs ». Si l'armée syrienne n'a pas participé

avec son infanterie à cette bataille, ce qui paraît probable — l'armée libanaise affirme toutefois avoir relevé des corps de soldats syriens, — elle a, en tout cas, par ses bombardements massifs sur ce secteur, préparé pour ses alliés le déclenchement de cette opération.

Tout le long de celle-ci, dont les échos étaient entendus jusqu'à Salda, à 40 kilomètres au sud de Beyrouth, la capitale libanaise pétrifiée, assommée d'obus, tremblait sous les ondes de choc des mortiers de 180 et de 240 mm. Des avions non identifiés survolaient même Beyrouth à moyenne altitude. On affirme à ce sujet de bonne source qu'il ne s'agirait pas d'avions syriens, ce qui fait évoquer à Beyrouth deux éventualités : soit des avions américains engagés sur les deux ports-aéromarins de JUS Navy qui croisent en Méditerranée, soit, probablement des avions israéliens. Ce serait pas la première fois que l'aviation israélienne se montre lors de combats entre l'armée syrienne et le camp chrétien.

Pendant l'offensive contre Souk-el-Gharb, d'autre part, de très violents affrontements, notamment aux chars, visibles dans la rue, se déroulaient sur les lignes de démarcation, ce qui ébranla depuis plusieurs jours les deux secteurs chrétiens et à majorité musulmane de Beyrouth. De nombreux incendies éclatèrent, dans la nuit de dimanche, la capitale libanaise plongée dans une obscurité totale alors que les rues désertes étaient jonchées de débris et de carcasses de voitures fumantes.

La bataille de Souk-el-Gharb, qui ne fait peut-être que commencer, comme les affrontements sur les lignes de démarcation, laisse toutefois penser à Beyrouth que le temps de la guerre de positions a vécu et que l'on s'achemine aujourd'hui vers des actions militaires limitées, mais capables de modifier la donne politique pour sortir du cycle infernal et sans issue des bombardements.

En l'absence, dimanche soir, d'informations de sources indépendantes sur ce qui s'est réellement passé à Souk-el-Gharb, il est difficile de mesurer exactement la portée de cette bataille. Déjà, toutefois, en tenant bon et en reprenant le terrain perdu aux premières heures des combats, des brigades de l'armée libanaise fidèles au général Aoun ont prouvé non seulement leurs capacités militaires mais leur détermination à combattre. La leçon à

tirer pour le commandement syrien est sans doute, en revanche, qu'il veut réellement modifier la situation, il devra engager non seulement son artillerie mais aussi ses hommes.

Quoi qu'il en soit, les démarches diplomatiques entreprises notamment par la France et les appels au cessez-le-feu — le silence de Washington et de Moscou a été particulièrement remarqué ici — sont restés lettre morte tout le week-end au Liban. Le général Aoun a d'ailleurs estimé dimanche que « les mots ou les considérations politiques ne suffisent pas et qu'il fallait prendre des décisions d'actions » contre la Syrie. Les « nouvelles positions arabes et internationales » attendues par le chef du gouvernement militaire chrétien, après sa victoire du Souk-el-Gharb, n'avaient pas en tout cas été formulées dimanche soir, où seul l'Irak, son principal allié, avait réagi. M. Tarek Aziz a souligné « la nécessité d'une position arabe ferme pour contrer le complot syrien ». Évoquant l'opération de Souk-el-Gharb, le chef de la diplomatie irakienne a affirmé que celle-ci « constituait un défi à la volonté de la nation arabe qui avait appelé à régler la crise au Liban par un dialogue fraternel ».

« Ils sont tous fous »

La bataille de Souk-el-Gharb aura-t-elle des prolongements politiques internationaux immédiats à ce stade, dans un sens ou dans un autre ? Il est trop tôt pour le dire, tant il est clair que rien n'a été tranché. Pour les Libanais toutefois, soumis pendant quatre jours aux plus violents bombardements depuis le début de la guerre en 1975, une très lourde attente commence. Le « pire », prédit par tout le monde avant ce week-end de terreur, est venu et rien ni personne n'a pu y échapper. Hôpitaux, dispensaires, orphelinats, hôtels, immeubles d'habitation, tout était une cible dans ces deux jours et sans limites. Atteint de plein fouet samedi par un obus, le grand hôpital Barbir, dans le secteur à majorité musulmane de Beyrouth, a dû suspendre ses activités alors qu'à l'hôtel-Dieu, au cœur du Beyrouth chrétien, les malades et leurs familles, entassés dans les couloirs, attendaient à chaque instant la fin, tant la violence des déflagrations toutes proches semblait capable de les anéantir.

Toute la journée, samedi puis dimanche, les sirènes des ambulances ont résonné dans la capitale libanaise. Partout, c'est le même refrain d'une population terrorisée et soumise, en plus de la peur et de l'angoisse de la mort, au manque d'eau, d'électricité et maintenant de ravitaillement. Depuis jeudi, en effet, beaucoup d'habitants du pays chrétien en particulier n'ont pu quitter leurs abris et la soudaineté de cette interruption des bombardements diurnes a empêché la plupart d'entre eux de faire des provisions, de toute façon impossibles à conserver en raison du manque de réfrigérateurs et de la chaleur étouffante et humide qui règne à Beyrouth. Le pain était introuvable dimanche dans la capitale libanaise où la quasi-totalité des magasins sont fermés depuis vendredi.

C'est l'hallali, nous affirmait, affolée et presque sans voix, une mère de cinq enfants, bloquée dans les sous-sols de sa maison depuis quatre jours dans le pays chrétien, « les obus tombent partout dans le jardin, nous ne pouvons mettre le nez dehors ». « Que font les Arabes, les grandes puissances ! Arrêtez le feu ! » hurlait au téléphone un homme à bout de nerf, « ils sont tous fous ».

Lundi matin, après une nuit de relative accalmie, Beyrouth et le pays chrétien rejetaient leur souffle, s'interrogeant sur ce que leur réservait cette nouvelle journée.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

● Une fillette palestinienne tuée par balles. — Une fillette palestinienne âgée de trois ans a été tuée, samedi 12 août, par balles, à Khan Younés, dans la bande de Gaza occupée, au cours de violentes heurts entre manifestants palestiniens et militaires israéliens. Bousaina Adib Hijo, atteinte de trois balles, deux à la poitrine et une à la tête, est morte sur le coup. Treize autres Palestiniens ont été blessés par balles, samedi, en différents points de la bande de Gaza.

Par ailleurs, Mostapha Darwish Abou Haysa, âgé de trente-deux ans, du camp de réfugiés de Nusseirat, un chauffeur de taxi connu selon ses mêmes sources pour avoir « collaboré » avec l'armée israélienne, a été abattu samedi à coups de revolver dans la ville de Gaza. Deux autres Palestiniens ont été assassinés pour les mêmes motifs au cours de la matinée en Cisjordanie, l'un dans le village de Bidya et l'autre à Naplouse. — (AFP.)

ملكو من الامل

Amériques

ARGENTINE

« La rural », événement de la saison

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Trois heures pour une coupe-brûlant et un pompage en règle, c'est un peu long... et payer l'équivalent de 1 200 F, c'est cher ! Mais Pat, le coiffeur, est venu spécialement des Etats-Unis. Et Don Cain, l'objet de cette attention princière, est bien une vedette. Mais c'est dans la catégorie du jeune veau Hereford ! Sa présentation en société a été un franc succès. Il a remporté le titre de champion lors de la 103^e Exposition rurale de Buenos-Aires, « la rural », tout simplement, comme on désigne l'événement de la « saison » dans la capitale argentine.

Il est vrai que Pat a du savoir-faire. « Le poil doit être très court sur les flancs ; il ne faut pas qu'on nous soupçonne de vouloir cacher de la viande grasse sur l'estomac. Sur les fesses, en revanche, beaucoup de volume : les jurés y évaluent la masse musculaire, ils cherchent la viande », explique le « coiffeur » tout en fignolant son

œuvre — Argentine de légende oblige ! — par un spray de gomme. Conçu dans une épreuve, Don Cain, âgé de tout juste un an, a son avenir tout tracé : il concourra dans quelques années pour le titre de champion des taureaux.

« La rural » a pour fonction essentielle de présenter les animaux reproducteurs de ce pays dont la fortune, jadis, était fondée sur son cheptel à peu près sans limites. Mais les bovins sont sans conteste les vedettes. Plus de douze races sont exposées à « la rural », et chaque nouveau prix est l'occasion d'une ruée de paparazzi. En rang serré, ces photographes cherchent à immortaliser les héros à quatre pattes dans une posture parfaite : la tête légèrement penchée, le jarret bien tendu. « Por alla ! Hola, lindo ! Mouh ! » (Le Un par ici, mon beau !) s'époumonent donc les photographes à l'adresse de Don Cain. Et celui-ci, comme il sied à une diva, se fait prior

admiré. Mais il ne faut pas rater non plus les chinchillas ou les castors, voire les canaris ou les lapins, aussi hauts, quant à eux, que des agneaux. « Il s'agit de montrer jusqu'où peut aller la race », explique M. Sporn, le directeur de moutons en Terre de feu.

Dans un pays qui demeure le plus grand consommateur de bœuf par tête au monde (en moyenne, si l'on en juge par les récentes « émeutes de la faim »), les bovins sont sans conteste les vedettes. Plus de douze races sont exposées à « la rural », et chaque nouveau prix est l'occasion d'une ruée de paparazzi. En rang serré, ces photographes cherchent à immortaliser les héros à quatre pattes dans une posture parfaite : la tête légèrement penchée, le jarret bien tendu. « Por alla ! Hola, lindo ! Mouh ! » (Le Un par ici, mon beau !) s'époumonent donc les photographes à l'adresse de Don Cain. Et celui-ci, comme il sied à une diva, se fait prior

E. C.

Asie

CORÉE DU SUD

Le chef des forces américaines estime possible leur retrait dans six ans

Le commandant des forces américaines en Corée du Sud, le général Louis Menzies, a déclaré, dans une interview diffusée le lundi 14 août par l'International Herald Tribune, qu'il ne serait pas nécessaire de maintenir des troupes américaines en Corée du Sud au-delà du milieu des années 90 « si la tendance actuelle se maintient ». Estimant que l'expansion économique de la Corée du Sud devrait se poursuivre, le général a cependant ajouté qu'à cette date une présence militaire américaine limitée pourrait être

maintenue comme élément de « dissuasion ». 43 000 militaires américains sont, aujourd'hui, stationnés sur le sol sud-coréen.

Cette déclaration intervient alors que le Congrès exerce des pressions pour obtenir une réduction des forces américaines en Corée. Récemment, le secrétaire à la Défense, M. Richard Cheney, a déclaré que la proposition du président Bush de retirer trente mille soldats d'Europe pourrait s'accompagner d'un geste du même genre en Corée du Sud.

EN BREF

● CHINE : défection d'un diplomate. — Le représentant de la Chine au conseil exécutif de l'Unesco, M. Zhao Fusan, disparu depuis juin, a fait part, samedi 12 août, dans une interview au Figaro, de son intention de rester en France. De source officielle française, on indique cependant qu'aucune demande d'asile politique n'a été pour l'instant formulée par le diplomate chinois.

Par ailleurs, une explosion due à la foudre s'est produite samedi dans un dépôt de pétrole de Gindgo, sur la côte est du pays, faisant cinq morts et soixante-quatre blessés, tandis que seize personnes étaient disparues, a annoncé dimanche l'agence Chine Nouvelle. Le premier ministre Li Peng s'est rendu dimanche matin sur les lieux de l'accident.

● BIRMANIE : M^{me} Suu Kyi cesse sa grève de la faim. — Assignée à résidence depuis le 22 juillet, la Aung San Suu Kyi, dirigeante du principal parti d'opposition, a mis fin à sa grève de la faim (Le Monde du 9 août) après avoir reçu l'assurance solennelle des autorités que les membres de son parti ne seraient pas maltraités, a indiqué, samedi 12 août, son mari à des membres des services consulaires britanniques qui ont pu la rencontrer à Rangoun. — (AFP, Reuters.)

● MALDIVES : dix-sept condamnations à mort. — Cinq ressortissants des îles Maldives et douze Tamouls sri-lankais ont été condamnés à mort pour avoir tenté, en novembre 1988, un coup d'Etat contre le gouvernement des Maldives, a-t-on appris samedi 12 août de sources officielles à Male, capitale de l'archipel. Cinq autres Tamouls sri-lankais ont été condamnés à des peines allant de dix-sept à trente-huit ans de prison. — (AFP, Reuters.)

● INDE : 150 morts en Assam. — Au moins 150 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants de la tribu des Bodos, ont été tués depuis vendredi en Assam, a-t-on appris dimanche 13 août, de source officielle. Les Bodos, qui militent pour la création d'un Etat autonome, sont en lutte depuis février contre les autorités de l'Assam. Les derniers affrontements ont éclaté après l'assassinat, vendredi, d'un dirigeant du parti au pouvoir et l'explosion, samedi, d'une mine posée par des maquisards bodos, qui a tué 11 policiers. Trente-huit villages de la région ont été détruits et environ 80 000 Bodos se sont réfugiés dans l'Etat voisin de l'Assam-Franchise. Un couvre-feu a été imposé, dès vendredi, et l'armée déployée sur les lieux. Le premier ministre de l'Assam a annoncé que son gouvernement avait accepté de négocier avec les Bodos et les autorités de New-Delhi. — (Reuters.)

● Arrivée de 137 « boat people » au Japon. — Cent trente-sept réfugiés vietnamiens sont arrivés, lundi 14 août, à bord d'une embarcation de fortune dans l'archipel de Goto, dans l'ouest du Japon, ont annoncé des responsables de l'Agence japonaise de sécurité maritime. D'autre part, des gardes-côtes sud-coréens ont empêché, dimanche, quelque 150 « boat people » vietnamiens de s'approcher de la côte, les obligant à poursuivre leur errance en haute mer à bord de leur embarcation en bois, a rapporté la presse sud-coréenne. — (AFP.)

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Le gouvernement soutient M. De Klerk dans son conflit avec le président Botha

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le président Pieter Botha devait se retrouver, lundi 14 août, seul contre tous dans une grande salle du palais de Teyateyan, sa résidence officielle au Cap. Seul contre ses ministres, mais comme jamais il ne l'a été face à un homme qui, à leurs yeux, est devenu un danger pour le Parti national (NP, gouvernemental) et pour le pays tout entier. Mais aussi contre ce parti qu'il a servi pendant plus d'un demi-siècle et dirigé pendant plus de dix ans.

Réuni, samedi, à la résidence officielle à Pretoria du ministre de l'Éducation et chef du NP, M. Frederik De Klerk, les membres du gouvernement — parmi lesquels les chefs des quatre fédérations provinciales du parti — ont apporté leur appui total à ce dernier dans la crise déclenchée par le chef de l'Etat. M. Pieter Botha avait accusé, vendredi, le ministre des affaires étrangères, M. Pik Botha, invité avec M. De Klerk par le président Kenneth Kaunda à se rendre en Zambie à la fin du mois, d'avoir annoncé cette visite sans même le consulter (Le Monde daté 13-14 août).

Après trois heures de discussions, M. De Klerk a pu lire un communiqué affirmant que les ministres avaient été « surpris » à propos de la manière dont doit être réglée, avec M. Botha, une situation dont il soulignait la « gravité ». Le ministre de l'Éducation n'en a pas dit beaucoup plus, mais la signification est claire : il n'a pas l'intention de céder.

Le sentiment qui prévaut dans les milieux du NP est, en effet, que M. De Klerk, choisi par le parti pour succéder à M. Botha à la présidence après les élections législatives du 6 septembre, joue

gros dans l'affaire. Qu'il s'avoue vaincu face à l'intransigeant M. Botha, et sa crédibilité en souffrira de manière probablement irréversible. Cela se répercuterait inévitablement sur la fortune électorale du NP, qui était déjà en proie en doute avant cette nouvelle crise.

M. De Klerk ayant indiqué que le NP agirait « de manière responsable », il est clair qu'il souhaite éviter les éclats. Sans doute serait-il satisfait s'il obtenait de M. Botha qu'il achève son mandat (un nouveau chef de l'Etat, très probablement M. De Klerk, sera élu avant la fin du mois de septembre) dans la discrétion la plus totale, sans mettre des bâtons dans les roues de son successeur.

Impasse

Mais le président a beau être totalement isolé, il n'en reste pas moins chef de l'Etat et doté d'immenses pouvoirs. A moins d'une incapacité physique ou mentale l'empêchant d'exercer ses fonctions, rien ni personne ne peut l'obliger à quitter son poste.

M. De Klerk n'a aucun recours si le président refuse d'entendre raison et décide de poursuivre ce qui ressemble à s'y méprendre à une action de démolition de son successeur désigné, qu'il n'appartient ni personnellement ni politiquement.

L'impasse est due, en grande partie, à la constitution de 1983, dont l'une des innovations principales — outre la création de deux chambres pour les métis et les Indiens — a été la suppression du poste de premier ministre et le renforcement concomitant des pouvoirs du président, qui cumule désormais les fonctions de chef de gouvernement. Le chef de l'Etat n'avait jusqu'alors, dans la tradition anglo-saxonne, qu'une fonc-

tion purement honorifique, pour ne pas dire décorative, le chef de l'exécutif étant le premier ministre et chef du parti gouvernemental.

Certains font maintenant le procès de cette Constitution, même si, en son temps, ils l'avaient chaudement approuvée. A commencer par M. De Klerk qui, parlant vendredi soir à Bothaville (la bien nommée...), s'est prononcé pour une réduction des pouvoirs de la fonction présidentielle.

Quant à sa visite en Zambie, prévue pour le 28 août, elle n'est pas annulée, mais elle n'est pas non plus confirmée. A ce propos, le mot de la fin revient à l'hebdomadaire noir City Press, qui affirmait dimanche dans son éditorial : « Nous sommes heureux qu'il ait fallu un chef d'Etat noir, M. Kaunda, pour soulever le couvercle du mécontentement au sein du NP. »

(Interim.)

● M. Olivier Tambo, chef de l'ANC, hospitalisé à Londres. — Le président du Congrès national africain (ANC), M. Olivier Tambo, a été victime d'une attaque cardiaque en Zambie et transféré en Grande-Bretagne pour y être soigné, a-t-on appris samedi 12 août de sources proches de l'organisation. Un porte-parole de la compagnie aérienne britannique Lomé a déclaré que M. Tambo, qui est âgé de soixante et onze ans, avait été transféré à Londres dans un appareil de cette compagnie. M. Tambo se trouvait en Zambie pour assister à un sommet régional regroupant les présidents de l'Angola, du Mozambique, du Botswana, du Zimbabwe, de Tanzanie et de Zambie, les pays de la « ligne de front » ainsi que des dirigeants de l'ANC, principale organisation d'opposition au gouvernement blanc de Pretoria. Le chef de l'ANC vit en exil depuis que l'organisation a été interdite en 1960. — (AFP.)

ETHIOPIE

Le parlementaire américain Mickey Leland a été tué dans un accident d'avion

Quatorze corps ont été retrouvés dimanche 13 août à l'intérieur et autour de l'épave de l'avion, disparu depuis le 7 août en Ethiopie, dans lequel voyageait le parlementaire américain Mickey Leland et quinze autres personnes, a annoncé un représentant de l'ambassade américaine à Addis-Abeba.

Les autorités américaines avaient engagé depuis mercredi d'importants moyens aux côtés des dix appareils éthiopiens qui avaient entamé dès mardi les recherches aériennes : quatre avions et quatre hélicoptères. Un avion de reconnaissance à haute altitude américain U-2 avait également été utilisé pour photographier les zones de recherche. Au total, près de trois cents personnes ont participé à cette opération. Un saut de météorologie américain, qui avait capté deux signaux de détresse au-dessus de l'Ethiopie, avait orienté les recherches vers de nouvelles zones,

éloignées du chemin de l'avion. Finalement, le Twin Otter a bien été retrouvé à proximité de sa destination.

Dans un communiqué, le président George Bush a rendu hommage à Mickey Leland, quarante-quatre ans, et à ceux qui « sont morts avec lui pour une noble cause ». Depuis son entrée au Congrès, le représentant démocrate avait été réélu à six reprises, il avait fini par réussir à obtenir la création d'une commission spéciale sur la faim qu'il dirigeait. Président à deux reprises du Black Caucus au Congrès, groupe de parlementaires noirs pour la défense des droits de cette minorité, il avait évolué, selon ses propres termes, du « militant noir » au « militant au service de l'humanité ».

Tout en luttant contre la faim en Afrique, il s'était également battu pour les sans-abri aux Etats-Unis. Il s'était aussi rendu au Vietnam pour ramener trois enfants à leurs familles installées aux Etats-Unis. En octobre dernier, il avait participé à Cuba à des négociations pour la remise en liberté de trois détenus des droits de l'homme et de leur famille. Mickey Leland, qui était le parlementaire américain le plus proche du numéro un cubain Fidel Castro, avait aussi à son actif d'avoir rapproché les deux communautés noire et juive dans son pays. Durant dix ans, il avait été le coordinateur d'un programme d'envoi de jeunes Noirs de Houston en Israël pour leur initiation à la culture hébraïque. — (AFP.)

● TCHAD : arrestation de fonctionnaires. — Une quarantaine de fonctionnaires ont été arrêtés et d'autres pourraient l'être bientôt, après la découverte d'un scandale portant sur le détournement depuis novembre 1986 de plusieurs centaines de millions de francs CFA, a-t-on appris officiellement, samedi 12 août, à N'Djamena.

Chaque mois, 30 à 40 millions de francs CFA étaient détournés, selon la version officielle rendue publique à N'Djamena, qui précise que les montants exacts sont impossibles à établir, en l'absence de toute pièce. Des fonctionnaires du ministère des finances et de l'inspection générale du contrôle d'Etat (IGCE) sont impliqués dans ces malversations. Pour sa part, le procureur général a déclaré que les enquêteurs avaient également recruté des membres...

M. D.

SOUDAN

Premier procès d'une personnalité de l'ancien régime

Khartoum (AFP). — M. Idriss El Banna, ancien membre du Conseil de souveraineté (présidence collégiale de la République soudanaise), renversé par un coup d'Etat militaire le 30 juin, a comparu, samedi 12 août, devant une cour militaire d'exception pour répondre des chefs d'accusation de « malhonnêteté et d'irrégularités financières ».

Retransmise dimanche à la télévision soudanaise, l'ouverture du premier procès d'une personnalité de l'ancien régime — M. Banna était affilié au parti Al Oumma du premier ministre déchu, Sadek El Mahdi — n'avait pas été annoncée à l'avance et s'est déroulée en l'absence des correspondants de presse.

Le chef de la justice, le général Omar Hassan Ahmed El Bechir, avait déclaré, après avoir pris le pouvoir, que les personnalités de l'ancien régime seraient traduites en justice, s'il était prouvé qu'elles s'étaient rendues coupables de corruption.

Dans l'acte d'accusation, il est reproché à M. El Banna d'avoir détourné pour son usage personnel une des deux foraines offertes en 1983 par la Libye au gouvernement soudanais. Il est également accusé de n'avoir pas rendu la somme de 100 000 livres soudanaises (7 850 dollars) qui lui avait été payée pour entreprendre le forage de puits dans le centre du Soudan. M. El Banna, selon le texte, n'avait pas honoré les engagements contractés.

M. El Banna a, pour sa part, protesté contre la « campagne de dénigrement » lancée contre lui par les moyens d'information de la justice. La télévision avait, avant l'ouverture du procès, montré la foraine ainsi que des camions et d'autres équipements que M. El Banna s'était, selon elle, illégalement appropriés.

L'ancien membre de la présidence collégiale a, en outre, réclamé un avocat et un délai d'au moins une semaine pour le désigner. La cour a donné suite à sa requête et le procès a été ajourné à samedi prochain.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publicationAnciens directeurs :
Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)
Jacques Pauvert (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 FPrincipaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.Administrateur général :
Bernard WozniakRédacteur en chef :
Daniel VernetCorrespondant en chef :
Claude SalasLe Monde
PUBLICITE5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-01-71
Tél. MONDIPUB 206 136 FLe Monde
TELEMATIQUEComposé 35-15 - Tapis LEMONDE
ou 35-15 - Tapis LMReproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
Reproduction sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS vols normaux
3 mois	345 F	399 F	504 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABOPORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance. PORT PAYE : PARIS BP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Société

Woodstock, vingt ans après

(Suite de la première page.)

Et d'aligner la galerie des anciens combattants, de Ken X... le vendeur de drogues aux cheveux longs, actuellement, après un passage en prison, policier privé à San Francisco, à Andy Harris, le rêveur indécorable, qui vit en tondant des pelouses dans le Vermont, toujours heureux d'être hippie, en passant par Nick et Bobbie Erodine, les anciens amoureux transis, serrés dans une couverture rose, dont la photo a fait le tour du monde et qui, légèrement éméphés, sont des parents exemplaires. Tous ont le même mot à la bouche : nostalgie ! Oui, mais de quoi ? De leur jeunesse, d'une apparente facilité de l'époque, à moins que ce ne soit d'un mythe. Celui de Woodstock, festival de rock raté devenu l'« accident » de société le plus réussi des sixties.

Car Woodstock n'est qu'un immense malentendu. A commencer par son nom, celui de la ville dans laquelle il aurait dû avoir lieu et qui refusa ce redoutable honneur. La prestation des rock stars, de l'avis de beaucoup d'entre eux, fut musicalement des plus médiocres. Janis Joplin, minée par la drogue, chancelait sur scène, et quand, à l'aube du troisième jour, Jimmy Hendrix, l'autre grande vedette du festival, entama sa version à la guitare de la « *Bannière étoilée* » (l'hymne national), ce fut devant un champ de boue, garni de détritus et à demi désert.

Aujourd'hui, Richie Havens, qui — les autres n'ont pas arrivés — chantait en premier, reconnaît même qu'il s'attendait ce que « les gens, fariés, lui lancent des bouteilles de bière ». De même, si le concert fut gratuit, c'est que le service d'ordre, débordé, ne put collecter les tickets. Et les seuls à en tirer vraiment profit furent les dirigeants de la Warner Bros, qui achetèrent les droits du film.

Woodstock doit beaucoup à ce film, qui perpétue les scènes idylliques de couples nus couronnés de fleurs, se baignant dans les étangs sous l'œil bon enfant des gardes nationaux. Mais le rêve existe. Celui du « *phénomène d'innocence* » dont parle le *New-York Times*, et qui était, nous dit-on, à l'apogée du vingtième anniversaire, à être venu chercher. En plus des campeurs du souvenir, une bonne quinzaine de touristes sont venus se recueillir autour de la stèle. Parmi eux, un seul « ancien », cadre chez IBM, qui avait, par l'occasion, enfourché sa vieille Harley-Davidson, et parlait d'autorité. Racontant la saga depuis le début, comment sur ce champ un bébé est né et un homme, mort, dévoré par un tracteur dans son sillon, couchage, etc. En voyant l'affluence, le premier marchand de pizzas en tranches ambulante a fait son apparition.

Et Bethel ? Depuis les « trois glorieuses » d'août 1969, la petite localité, qui se veut « station familiale », vit une nouvelle version de la querelle des anciens et des modernes. A l'origine, la Chambre des communes, voyant le pays en pleine récession, avait approuvé la venue du festival, se disant que, psychédélisme ou pas, un dollar restait un dollar. C'était compter sans le choc

culturel en pourboires ! Blanche, qui tient le restaurant auquel elle a donné son nom, se souvient de l'après-festival : « *C'était comme s'il y avait eu la guerre, mais que l'on nous ait bombardés avec des sacs d'ordures* ! »

Quant à John Pepper, le promo-

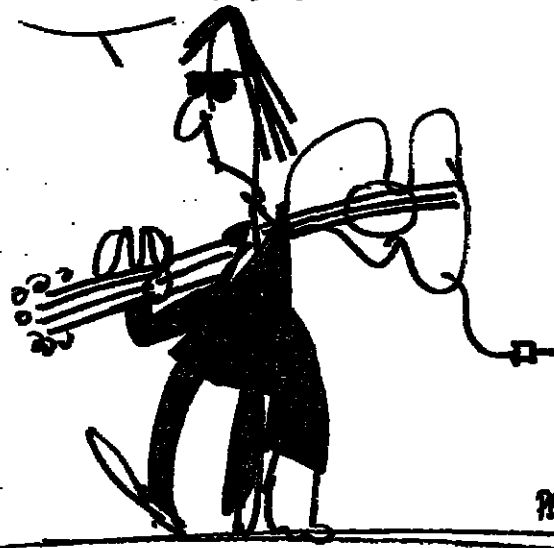
teur immobilier, collectionneur d'antiquités indiennes, il ne comprend absolument rien : « *Mais pourquoi donc revendre ici ? Quand vous avez vu un champ, vous les avez tous vus...* » Reste le dernier carré des « *woodstockers* ». Ceux-là, comme Duker, l'ancien hippie resté

sur place et devenu cultivateur de choux organiques, ont tous gardé chez eux, religieusement, l'affiche du festival. Ce qui leur manque, dans le fond, ce sont les feux de l'actualité : on ne sent pas souvent le vent de l'Histoire à Bethel ! Hector, le patron du Bar des chasseurs, qui affiche, en lieu et place de « *ladies* » et « *gentlemen* », sur ses toilettes, « *pointers* » et « *setters* », espère beaucoup de ce vingtième anniversaire : « *Rendez-vous compte, soupirs-ils, les gosses fumulent tellement de marijuana qu'il suffirait de respirer dans les rues pour être « stoned ».* » Art Vassmer, l'épicier, a ressorti, pour sa part, sa vieille chemise à fleurs, et entasse fébrilement les stocks en rêvant : « *A l'époque, ils ont tout dévoré, il fallait livrer à toute heure du jour ou de la nuit...* »

Encore fallait-il un concert pour que l'illusion du souvenir soit parfaite. Là, il faut bien dire que, si la chambre de commerce espère prendre sa revanche, le rêve d'« *innocence* » en prend un coup. En association avec un night-club et une maison de promotion locale, c'est un hôtel, l'Imperial Resort, spécialisé dans le séjour avec animation et très fréquenté par les Japonais, qui s'est chargé d'organiser, à une quinzaine de miles du site initial, un concert commémoratif. Avec trois jours de retard sur la date, les 17, 18 et 19 août. On y propose des forfaits « *Souvenez-vous de Woodstock* », avec une version hôtelière à 69 dollars, chambre double et repas, et une version « *contre-culture* » à 75 dollars.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

GEANT, LE CONCERT CONTRE L'ALCOOLISME, LA DROGUE ET LES DÉFICIENCES DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION AGRO-ALIMENTAIRE !



Hard-rock à Moscou

« Metal » sous haute surveillance

MOSCOU
de notre correspondant

Près de deux cent mille Soviétiques ont assisté, samedi 12 et dimanche 13 août, à un gigantesque concert de hard-rock au stade Lénine à Moscou, un spectacle sans précédent en URSS pour lequel des forces de l'ordre très importantes avaient été mobilisées. Vingt ans après Woodstock, les jeunes Soviétiques ont vibré au son de leur musique favorite, le « *Metal* », l'appellation donnée en URSS au hard-rock.

Les organisateurs américains et soviétiques de cette manifestation — dont tous les bénéfices sont allés à la lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie — avaient vu grand et les formations internationales les plus prestigieuses étaient là : Bonjovi, Ozzy Osbourne, Cinderella. Quelques groupes soviétiques, moins connus en Occident, mais extrêmement populaires dans leur pays, comme Gorby Park ou Brigade S, ont défendu avec brio les couleurs du rock en URSS, une musique encore très controversée dans le pays et qui suscite des prises de position enflammées semblables à celles que l'on pouvait entendre à ce sujet dans les

pays occidentaux il y a trente ans. Alors que certains voient dans le rock une influence malsaine venue de l'Occident qui corrompt la jeunesse, d'autres considèrent qu'il est inutile d'empêcher les jeunes Soviétiques d'aimer une musique dans laquelle ils se retrouvent et qui exprime leur inquiétude de vivre.

Beaucoup de jeunes spectateurs, au stade Lénine ce week-end, ressemblaient d'ailleurs à s'y méprendre à leurs camarades des bandes perdues en Occident : mêmes jeans délavés et déchirés, mêmes cheveux longs ou rasés. Les réflexions entendues rappelaient également beaucoup celles des jeunes chômeurs de Sarcelles ou de Liverpool. Sochi, un adolescent, explique qu'il vit au jour le jour et qu'il préfère ne pas trop penser à l'avenir. Le seul élément sûr est le service militaire. Mais après...

D'autre fêtes...

Il a fallu une année pour organiser le concert. Certains responsables de la manifestation ont insisté sur le fait que, pour l'instant, les notaires parviennent à leur souhait, de réaliser des participations croisées et de se constituer en réseaux.

Tout montre d'ailleurs que ce concert inquiétait beaucoup les autorités. Des forces de l'ordre en nombre impressionnant avaient été mobilisées pour la manifestation. Il y avait là, non seulement des milliers, mais aussi des soldats du contingent, des forces spéciales du ministère de l'intérieur et même des membres du comité d'Etat à la sécurité (FGB). L'intérieur du stade avait été fermé à tous les accès par les forces de l'ordre.

Un responsable de la milice a confié lui-même à un journaliste qu'il appréhendait beaucoup ce concert. Le jeune public s'est néanmoins montré exemplaire et même réservé, si l'on compare son comportement à celui des publics occidentaux lors de manifestations similaires.

Tous cependant déclarent leur joie d'assister à un tel concert, inconcevable il y a encore peu de temps. Ils ne souhaitent plus qu'une chose : d'autres « *fêtes* » de ce type. Anastase Mikoyan, l'un des responsables du concert, ne cachait pas, pour sa part, sa satisfaction et envisageait déjà différents projets comme celui d'inviter le chanteur Peter Gabriel : « *La perspective du rock a commencé.* » (Indéfini.)

FAITS DIVERS

A Roubaix

Poursuite automobile sans merci

Fernand Addouche, vingt-cinq ans, est mort, jeudi 10 août, délibérément écrasé par un conducteur qui l'a poursuivi dans les rues de Roubaix (Nord), avant de s'acharner sur lui. Des témoins ont aperçu le jeune homme zigzaguer sur la chaussée et les trottoirs pour tenter d'échapper à une voiture qui le suivait à quelques mètres, avant de se réfugier dans les jardins d'un petit immeuble. Effectuant de nombreuses embardées, la voiture a, elle aussi, traversé la résidence, défonçant une petite clôture pour continuer à traquer sa victime : « *J'ai entendu de mon appartement la voiture qui s'y prenait à plusieurs fois pour franchir le grillage et la hache de petits arbres* », raconte un témoin.

Les nombreuses marques de pneus laissées sur la pelouse du jardin et sur le parking indiquent que le conducteur manœuvrait à manoeuvre plusieurs fois, moteur à plein régime, pour s'acharner sur sa victime. Le crime français, Fernand Addouche est décédé des suites de ses multiples blessures.

L'enquête sur cette poursuite sans merci a permis d'écarter définitivement la thèse d'un crime raciste. La mort du jeune homme d'origine algérienne, domicilié dans le quartier du Sentier à Paris et connu des services de police pour des « *délits mineurs* », serait liée à un règlement de comptes entre petits malfaiteurs ou dealers.

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. Stéphane VIELJEUX et M^{me}, née Marie-Aude Desforges, sont heureux d'annoncer la naissance de

Romane-Herbert,

petit frère de Valentine,

à Paris, le 5 août 1989.

1 bis, boulevard Richard-Wallace, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Décès

— M^{me} Henri Forestier, née Gaston, ses enfants, Christiane et Mongi Ben Hamida, Monique et Bernard Jolly, Françoise et Michel Rumeau, Dominique et Catherine Forestier, Eric et Jo Forestier, ses petits-enfants, Parents et alliés, ont la douleur d'annoncer le décès accidentel, le 10 août 1989, dans sa soixante-dixième année, de

Henri FORESTIER, directeur adjoint du laboratoire central de la préfecture de police de Paris, en retraite, médaillé vermeille pour actes de courage et de dévouement, chevalier de la Légion d'honneur, dans l'ordre des Palmes académiques.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le lundi 14 août 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue de Castillon, 34000 Montpellier.

— M. et M^{me} Marcel Junkiewicz et leurs enfants, M^{me} veuve Jean Lalloum et son fils, M. Jean-Pierre Lalloum, Le docteur et M^{me} Claude Lalloum et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Armand Bajer et leurs enfants, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Eugène LALLOUM, née Lala Sarraf, survenu le 11 août 1989, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le lundi 14 août.

— M^{me} Hughes de Montgolfier, née Jacqueline d'Hérouville, son épouse,

M. et M^{me} Marc de Montgolfier, M. et M^{me} Olivier Fagard, ses enfants, Anne et Émile de Montgolfier, ses petits-enfants, Ses frères et sœurs, ont la tristesse de faire part du décès de

Englebert de MONTGOLFIER,

survenu le 12 août 1989.

Les obsèques ont lieu le lundi 14 août, à 15 h 30, en l'église d'Ainhoa (Pyrénées-Atlantiques).

Malda 64250 Ainhoa, 13, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, 38, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris.

— M^{me} Rachel Podrozniak, son épouse, M. et M^{me} Michel Chapuis et leur fille Anne, M. et M^{me} Jean-Dominique de La Rochefoucauld et leurs filles, Sophie et Claire, ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles PODROZNIK,

survenu le jeudi 10 août 1989, à Brice-Coste-Robert.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Lorraine Meunier-Revillon, M. et M^{me} Bertrand Blanquet du Chayla, ses enfants, Emmanuel, Isabelle, Frédéric et Benoît, ses petits-enfants, M^{me} Hélène Balin, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M^{me} Suzanne REVILLON,

survenue le 11 août 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 août, à 11 heures, en l'église Saint-Vigor de Marly-le-Roi (Yvelines), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

166, avenue de Suffren, 75015 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-85-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires ... 73 F

Communicat. diverses ... 86 F

— M^{me} Marcel Thinet,

son épouse, M. André Thinet, M. et M^{me} Alain Pincas, M^{me} Françoise Thinet, ses enfants,

Ses petits-enfants,

Se famille

Et sa belle-famille,

La famille Marcel Pires,

La famille Serge Richard,

La famille Albert Badolo,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Marcel THINET, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national de la Côte d'Ivoire, maire honoraire de La Talandière (Loire), président honoraire de Thinet et Cie, président de l'Entreprise Marcel Thinet,

survenu à Neuilly, le 10 août 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 16 août à 15 h 30, en l'église Saint-Louis de Garches (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation au cimetière de Garches.

Une messe de requiem sera célébrée fin septembre en l'église Saint-Pierre de Chailly. La date en sera annoncée dans la presse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue du Docteur-Gilles, 92380 Garches, 1, rue Auguste-Vaquerie, 75116 Paris.

— Paris. Lyon. Saint-Etienne. Cannes.

Les associés de la société Entreprise Marcel Thinet,

ont la grande douleur de faire part du décès de leur président

M. Marcel THINET, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national de la Côte d'Ivoire, maire honoraire de La Talandière (Loire), président depuis 1936 de l'Entreprise Marcel Thinet, fondée par son père en 1905, président-fondateur de l'Association générale du bâtiment et des travaux publics de la Loire,

le 10 août 1989.

— Paris. La Défense.

Le conseil d'administration Et le personnel de la société Thinet et Cie,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Marcel THINET, officier de la Légion d'honneur, PDG de 1965 à 1980, président-fondateur, président d'honneur,

le 10 août 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Anniversaires

— Casablanca. Larba. Nath. Iratou. Alger. Constantine.

Une pensée est demandée à tous ceux qui ont aimé et apprécié

maître Mohammed ACHOUR,

avocat à Casablanca, décédé le 15 novembre 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « *Carnet du Monde* », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 12 août 1989 :

UN DÉCRET

— N° 89-560 du 11 août 1989 modifiant le décret 72-200 du 13 mars 1972 réglementant le commerce et l'importation des seringues et des aiguilles destinées aux injections parentérales, en vue de lutter contre l'extension de la toxicomanie.

UN ARRÊTÉ

— Du 18 juillet 1989 relatif à l'enrichissement du vocabulaire des transports.

DÉS LISTES

— Des élèves de l'École nationale supérieure d'électrochimie et d'électrometallurgie de Grenoble ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1987.

— De sortie des élèves diplômés de l'École polytechnique en 1989.

Est publié au Journal officiel du dimanche 13 août :

UN AVIS

— Relatif à l'index national Bâtiment « tous corps d'état » (symbole BT 01) qui s'établit à 441,4 en mars 1989.

JUSTICE

Selon le délégué interministériel aux professions libérales

Les notaires pourraient fusionner avec les conseils juridiques

M. Pierre Castagnou, délégué interministériel aux professions libérales, n'exclut pas un rapprochement entre les professions de notaire et de conseil juridique. Au cours d'une conférence de presse, mardi 8 août, la Chambre des notaires de Paris s'était inquiétée d'un projet de loi en préparation au ministère de la justice, projet établi sur la base d'un rapport demandé à M^{me} Dominique Saint-Pierre, avocat à Lyon, et prévoyant une fusion entre les professions d'avocat et de conseil juridique. Les notaires parisiens seraient prêts, avait déclaré leur président, M^{me} Bernard Monastier, à se rapprocher eux aussi des conseils juridiques (le Monde du 10 août).

Dans une lettre qu'il nous a adressée, M. Castagnou indique qu'« aucune proposition » émanant des notaires « n'a été soumise à la commission Saint-Pierre, qui a largement débattu de la [la] nouvelle profession d'avocat-conseil juridique, et où, pourtant, les notaires étaient représentés au plus haut niveau ».

« Cela ne saurait être cependant une réponse suffisante pour écarter a priori une telle proposition », déclare M. Castagnou, surtout si elle émane des organisations représentatives du notariat (1) et s'inscrit dans un mouvement profond d'évolution et d'ouverture de la profession. Qui peut être contre la concurrence, à condition qu'elle respecte la trans-

parence et l'égalité des conditions d'exercice ? »

En outre, M. Castagnou indique que, « contrairement à ce que peut laisser penser la Chambre des notaires de Paris, le futur projet de loi sur l'exercice sous forme de sociétés de capitaux des professions libérales (2), projet préparé par [sa] délégation, et qui doit être déposé au Parlement d'ici à la fin de l'année,

pourrait également s'appliquer aux notaires, leur permettant ainsi, conformément à leur souhait, de réaliser des participations croisées et de se constituer en réseaux ».

(1) M. Castagnou fait ici allusion au fait que, seuls, pour l'instant, les notaires parisiens se sont alignés du projet de loi en préparation à la chancellerie, et non leur Chambre nationale.

(2) Sociétés anonymes, à responsabilité limitée, etc.

Un arrêt de la cour d'appel de Riom

Les pompes funèbres restent un monopole

La société des pompes funèbres de Montluçon (Allier) affiliée aux établissements qui dirige M. Michel Leclerc a été condamnée en appel par la cour de Riom (Puy-de-Dôme) pour avoir disputé aux Pompes funèbres générales le monopole dont elles bénéficient dans certaines communes.

Les pompes funèbres générales avaient fait constater, dans le département de l'Allier, soixante-sept infractions à la loi qui institue ce monopole et avaient obtenu une condamnation en première instance des

Pompes funèbres Leclerc. La cour a confirmé ce jugement et accordé 284 051 francs de dommages et intérêts aux Pompes funèbres générales.

C'est une nouvelle bataille perdue pour M. Michel Leclerc qui s'efforce, depuis plusieurs années, de brèche le monopole des Pompes funèbres générales, monopole que la cour de Luxembourg n'a pas jugé contraire au traité de Rome. Les Pompes funèbres Leclerc de Montluçon ont décidé de se pourvoir en cassation.

لبنان من الجدل

Sports

FORMULE 1 : Grand Prix de Hongrie

Nigel Mansell et sa boîte magique

Le Britannique Nigel Mansell sur Ferrari a remporté, dimanche 13 août, le Grand Prix de Hongrie de formule 1. Alain Prost, quatrième, reste en tête du championnat du monde, quatre points devant son coéquipier brésilien Ayrton Senna, deuxième du Grand Prix. Pour la première fois depuis longtemps, les McLaren des deux hommes ont été dominés.

En débarquant en Hongrie, en fin de semaine dernière, Nigel Mansell avait senti qu'il y avait là un bon coup à jouer. « Le Hungaroring est un circuit difficile et poussiéreux, très éprouvant pour les pilotes », avait affirmé le Britannique. Un circuit qui favorise a priori le Ferrari et sur lequel les McLaren ne devraient pas être tout à fait à leur aise.

Bien vu : pour une fois, lors de ce Grand Prix de Hongrie, les McLaren d'Alain Prost et Ayrton Senna n'ont jamais semblé pouvoir maîtriser la course. Le Britannique Mansell, lui, a été très efficace. Après avoir mené l'essentiel de la course, jusqu'à ce que son moteur le trahisse, le Français et le Brésilien ont vécu perpétuellement sous la menace de Ferrari retrouvé.

« Ce fut une course très difficile, une victoire superbe », lançait un Mansell tout à la joie de sa deuxième victoire de la saison. Mais cinq mois séparent son succès au Grand Prix du Brésil, l'épreuve d'ouverture de la saison, du triomphe hongrois. Cinq mois au cours desquels les mécaniciens rouges ont traversé une crise de croissance.

L'écurie italienne avait, il est vrai, deux nouveautés à assimiler : l'une d'ordre structurel, l'autre purement technique. La première était l'arrivée à la tête de Cesare Fiorio, l'homme qui a amené Lancia au sommet de la hiérarchie des rallyes automobiles. Fiorio a ouvert sur l'extérieur une écurie renforcée sur elle-même et sur son prestige. La seconde innovation est l'installation d'une boîte de vitesses automatique.

Celle-ci n'a rien à voir avec celle, dont sont habituellement équipés les véhicules de tourisme. Le pilote de

formule 1 doit en effet impérativement être en mesure de changer de vitesse quand il le désire, ce que ne permettent pas les boîtes automatiques de série, qui gèrent elles-mêmes les changements de vitesse. La boîte qu'utilisent Mansell et Berger, et qui commence seulement à être au point, permet aux pilotes de sélectionner leurs vitesses par la simple pression du doigt sur la commande. Le changement de régime est alors géré électroniquement, et la manœuvre de débrayage, qui implique une perte de temps, est supprimée.

Sur le tracé relativement sinueux et lent du Hungaroring, ce procédé a fait merveille. Deuxième des Grands Prix de France et de Grande-Bretagne et premier en Hongrie, le tout en un peu plus d'un mois, Mansell est en passe de prouver sa fiabilité. D'autant que, dans la région de Budapest, les conditions de départ étaient exécrables pour lui : ne partait-il pas de la sixième ligne de la grille de départ, sur un circuit où les dépassements sont réputés difficiles ?

Mansell passait pourtant en huitième position dès le premier tour de course, Patrese — meilleur temps des essais — et Senna étant partis pour faire la course en tête, suivis de Prost et de Berger. Après s'être frayé un passage entre les voitures qui le séparaient des meilleurs, Mansell revenait sur les hommes de tête, à mi-course. Le Britannique doublait Prost, en butte à des problèmes de moteur, et se retrouvait dans les roues d'Ayrton Senna, devenu leader après l'abandon de Patrese. Une faute du Brésilien, au moment de doubler une voiture stationnée, a permis à Mansell de passer à la tête.

Le Britannique a ainsi remporté la quinzième victoire au Grand Prix de sa carrière, entrant du même coup dans le cercle des neuf pilotes — parmi lesquels Juan Manuel Fangio, Jim Clark, Jackie Stewart et Alain Prost — ayant atteint un tel total. Surtout, le succès de la Ferrari laisse penser que l'écart entre les McLaren et leurs rivaux se réduit peu à peu.

GILLES VAN KOTE.

FOOTBALL : championnat de France

La nouvelle école stéphanoise

L'AS Saint-Etienne a été battu par le Paris-SG (1-2), samedi 12 août au stade Geoffroy-Guichard. Le club stéphanois n'est peut-être plus aussi brillant que dans les années 70, mais il reste en pointe en matière de formation des jeunes joueurs. Dans ce domaine, les « verts » vont à contre-courant de ce qui se pratique dans les autres clubs. Les stagiaires du centre de formation sont de plus en plus livrés à eux-mêmes.

SAINT-ETIENNE
De notre envoyé spécial

Michel Platini l'a dit et répété tout au long de la saison passée : il faut revoir la politique de formation des jeunes joueurs. Il y va du salut d'un football français bien malmené ces derniers mois. Le sélectionneur national estime que les jeunes sont enrôlés trop tôt dans les centres de formation, qu'ils s'usent avant l'âge, perdent le plaisir de jouer et deviennent vite des assistés coupés des réalités du monde extérieur. Le message est clair. Restait à enclencher le processus du changement. Un

Au moins huit morts
dans un stade
au Nigéria

Le match Nigéria-Angola comptant pour les éliminatoires de la coupe du monde et disputé samedi 12 août à Lagos a été marqué par la mort d'au moins huit personnes. Sur le terrain, l'un des meilleurs joueurs du pays, Sam Okwaraji, qui venait de signer un contrat dans le club belge Berchout Anvers, s'est écroulé dix minutes avant la fin de la partie, victime, semble-t-il, d'une crise cardiaque. Dans les tribunes, au moins sept personnes sont mortes étouffées, sans doute victimes du trop grand nombre de spectateurs. Les deux incidents ne sont pas isolés. Selon la radio nigérienne, près de cent mille personnes avaient pris place dans des tribunes qui ne peuvent en accueillir que quatre-vingt mille.

club, l'AS Saint-Etienne, s'est décidé à mettre la main à la pâte, en mettant à disposition de leur club des joueurs expérimentés.

L'idée de départ des dirigeants stéphanois est simple : certes, les quarante-cinq centres de formation des clubs français de première et de deuxième division ont permis d'obtenir d'excellents résultats, en particulier à Nantes, à Sochaux et, plus récemment, à Auxerre. Mais, appliquée à l'exco, cette stratégie de « laboratoire » du ballon rond est dépassée.

Sur le plan technique, bien des joueurs semblent sortis du même moule, celui qui façonne des jeunes joueurs entreprenants, dévoués de tout esprit d'initiative. A trop vouloir maîtriser l'éclat des talents, à insister sur les vertus de la tactique, à multiplier les matches contre des adversaires adultes, certains formateurs brident leurs réelles possibilités.

Maïs la formation a également des conséquences néfastes sur leur personnalité. Loin de leurs familles, plongés, parfois dès l'âge de quatorze ans, dans un milieu qui les force sans cesse à penser au sport (des espaces sont ménagés pour l'enseignement, mais la priorité reste le football), ils finissent parfois par ressentir leur apprentissage comme une corvée et perdent ainsi l'essentiel : le plaisir de pratiquer le sport.

Le centre de formation devient alors une sorte de pensionnat avec un surveillant général, des chouchous et des cancanes, un réfectoire, une cachette pour les cigarettes fumées en douce. De ce point de vue, une formation intensive ne sert donc à rien, si ce n'est à engendrer de pseudo-vérités immatures et souvent complètement indifférentes à tout ce qui pourrait enrichir leur bagage culturel. Les déplacements d'équipes françaises à l'étranger le prouvent régulièrement : rares sont les joueurs à chercher à s'adapter au pays en question. Ils préfèrent rester dans leur chambre à disputer d'interminables parties de cartes.

L'échec de ce que les dirigeants français appellent la « génération perdue » (Stopyra, Ferrier, Vercautse, Anziani, Ayache, Touré...),

Alors qu'une performance supérieure à 8500 points a été vainement attendue de Christian Plaziat (8375 points) dans le décathlon des championnats de France d'athlétisme disputés jusqu'au lundi 14 août à Tours, deux jeunes femmes ont eu la vedette samedi et dimanche : Odile Lesage du CSM Chamart a amélioré de huit points son record espoirs (moins de vingt-deux ans) de l'heptathlon en réalisant un total de 6019 points ; Laurence Bily du Racing-Club de France a abaissé de 10 centièmes de seconde son record de France du 100 mètres en couvrant la distance en 11 secondes et 4 centièmes « chrono », ce qui constitue la troisième meilleure performance mondiale de la saison.

TOURS
de notre envoyé spécial

L'après-midi tire à sa fin. Le public du stade de Grandmont n'a plus beaucoup de voix. Il a énormément crié, trop sans doute, pour encourager Christian Plaziat dont il attendait sinon un record du moins une performance de calibre mondial. Hélas ! le Tarzan du décathlon français avait sans doute pressenti de ses forces en annonçant qu'il pouvait réaliser le meilleur total de la saison. A moins qu'il ne les ait dilapidées, ses forces, au cours de ses récentes vacances dans le Périgord.

Bref, les championnats d'athlétisme languissent un tantinet. Il est 17 heures. L'heure de la finale féminine du 100 mètres. Huit jeunes femmes sont en train de prendre place dans les blocs de départ en observant chacune un rituel qui leur est propre, comme la liste de contrôle d'un commandant de bord avant le décollage.

Au couloir numéro quatre, Laurence Bily ajuste son collant bleu ciel. Elle est à genoux, comme pour une prière. En pensée elle est déjà à

l'autre bout de la piste, 100 mètres plus loin. On plutôt elle répète mentalement les moindres gestes qui la propulseront de l'autre côté de la ligne d'arrivée, position du bassin, ouverture des genoux, décontraction des bras...

Bang ! Le starter libère les postulantes au titre 1989 du sprint court. Et aussitôt une clameur puissante s'élève. L'œil de chacun peut-il ainsi percevoir une accélération exceptionnelle, pressentir la performance ? En tout cas, Laurence Bily a déjà franchi 30 mètres, elle est complètement relevée. Et elle montre la piste d'une foule simple, synchrone de souplesse et de puissance. Elle est en tête. Quelques centimètres qui vont se transformer en près de 3 mètres d'avance, 70 mètres plus loin.

Car la ligne d'arrivée est maintenant derrière elle. Et elle se retourne pour donner un coup d'œil au chronomètre électronique planté au bord de la piste : « 11 05 », affiche la machine. Laurence Bily lance ses deux poings au ciel. Elle vient de réaliser ce que les athlètes nomment dans leur jargon une « perf ».

Moment
d'extase

La photo-finish révélera que le chrono est encore meilleur que cela : 11 secondes 4 centièmes. Nouveau record de France ! « Troisième meilleure performance mondiale de l'année », annonce le speaker officiel en s'égosillant dans le micro.

Le stade tient son moment d'extase. Laurence Bily tourne un tour d'honneur. Elle trotte, saluant la foule, serrant des mains, embrassant des amis. Encore à la recherche de son souffle, elle explique sa course au micro de l'animateur : « Patricia Girard a pris un très bon rythme. Elle était au couloir cinq. Avec elle en point de mire j'ai pu me mettre en action plus rapidement. » Et elle rit, encore et encore. Comme d'une bonne farce.

C'est, en effet, un beau pied de nez qu'elle vient de faire au destin,

devenir, dans le sport comme en dehors, dans la vie quotidienne.

Dispositions
novatrices

Et Bernard Bosquier d'ajouter, conscient qu'il risque de choquer en avançant ainsi à contre-courant des idées reçues en matière de formation : « Sur le plan technique, on est allé trop loin. Diverses études médicales démontrent que de nombreux gamins sont dans un état désastreux dès l'âge de quatorze ans, car ils disputent trop de matches. Il faut revenir à des conceptions plus simples et ne plus parler tactique à des jeunes de dix ans, ne plus signer des contrats de non-sollicitation qui leur tournent la tête. »

Les succès stéphanois des années 70 ont marqué le début de l'essor du football français. André Laurent, cinquante ans, à la tête du club depuis 1983, est persuadé que ces nouvelles dispositions, résolument novatrices, porteront leurs fruits. Et tout est, son club, qui, avec 62 millions de francs de budget, ne peut rivaliser avec des concurrents tels que Marseille, Bordeaux ou Monaco, pourrait y trouver une seconde jeunesse : « Il devient indispensable de réagir. Depuis une quinzaine d'années, seuls 10 % des jeunes passés chez nous sont finalement devenus professionnels. C'est très peu pour un centre de formation qui nous coûte 5 millions de francs par an. Je suis persuadé que nous pouvons atteindre un taux de réussite de 25 %. Nous y arriverons. Pour la formation, le club a montré la voie à la fin des années 60. En 1989, il peut de nouveau donner l'exemple. »

PHILIPPE BROUSSARD.

« VOILE : traversée de l'Atlantique en solitaire. — La navigateur Américain Stefan Szwarczowski, soixante-trois ans, doyen des traversées de l'Atlantique en solitaire, s'est échoué, dimanche 13 août, sur les côtes anglaises après avoir réussi une nouvelle traversée. Parti le 2 juin de New-Jersey (Etats-Unis), il avait prévu d'arriver à Southampton mais de violents orages l'ont obligé à changer de cap. Son voilier de sept mètres a été sérieusement endommagé, lorsqu'il s'est échoué en Cornouailles, mais le navigateur est en bonne santé.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen... »
« Dunkerque b. Créteil... »
« Niort et Tours... »
« Quimper et Abbeville... »
« Guingamp b. La Roche-sur-Yon... »
Classement. — 1. Le Havre, 8 pts ; 2. Besançon, 3 ; 3. Valenciennes, 3.

« Le Havre b. Lens... »
« Valenciennes b. Lorient... »
« Besançon b. Laval... »
« Rennes b. Saint-Etienne... »
« Angers et Rouen...

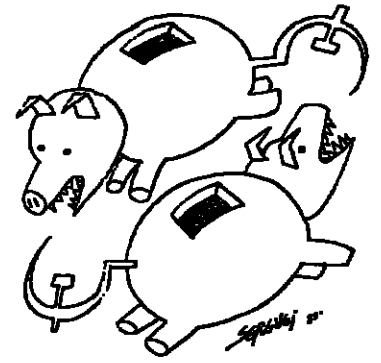
Le Monde

ECONOMIE

MUTATION MALAISEE A L'EST

III. - RDA : un refus du changement

Face à des difficultés d'approvisionnement le « modèle » est-allemand provoque une montée du mécontentement



S'il y a une chose qu'on ne peut reprocher aux dirigeants est-allemands, c'est bien un manque de suite dans les idées. Exposés en permanence au triomphe économique de l'autre Allemagne, soumis à la formidable pression que les réformes soviétiques exercent dans tous les pays de l'Est, ils sont bien les derniers à démontrer que le centralisme planificateur a encore de beaux jours devant soi.

Neues Deutschland, l'organe du parti communiste est-allemand, le SED (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands), dénonçait à nouveau le 3 août, avec sa virulence habituelle, les grands écarts qui, en RFA, sous prétexte de vouloir donner des conseils de réforme, ne souhaitent que la mort du modèle économique est-allemand. Réaffirmant sa foi dans un système qui a permis, disait-il, aux Allemands de l'Est de payer le pain et l'électricité le même prix depuis les années 50, ce journal soulignait que la RDA continuerait de garantir à ses citoyens leur sécurité de tous les jours.

Dans une attaque à peine voilée contre les réformes économiques actuellement appliquées en Pologne, Neues Deutschland ajoutait que jamais la RDA ne se laisserait avoir par le mirage de la libération des prix, comme il est également préconisé, écrivait-il, par le Fonds monétaire international.

Ce commentaire n'en suivait pas moins de quelques jours l'apparition dans la presse est-allemande elle-même de critiques visant les résultats de l'économie au cours des six premiers mois de l'année.

Le retard des livraisons

En effet, selon des chiffres fournis par l'Office central des statistiques, dans de nombreux secteurs, mais surtout dans celui des biens de consommation, les résultats sont inférieurs aux prescriptions du plan pour 1989. Dans son analyse, l'Office mettait directement en cause plusieurs combinats, de vêtements à Berlin et Löbnitz, de chaussures à Ribnitz-Damgarten et Dresde, de bicyclettes à Suhl, qui étaient appelés à renforcer leurs efforts pour remplir leurs contrats et à s'arranger pour rattraper rapidement les retards pris dans les livraisons.

Il faut parvenir à assurer l'exécution des objectifs prévus aussi bien pour les mille petites choses que pour les biens de haute valeur, y compris pour les pièces de rechange. Faisant preuve d'une transparence inhabituelle, la presse reconnaissait des problèmes d'approvisionnement dans les magasins et attirait l'attention sur le mauvais effet produit.

« Le socialisme en tant que tel ne peut fonctionner que si chacun à sa place remplit les objectifs et prend ses responsabilités », commentait ainsi l'organe de la jeunesse, Junge Welt. S'il n'est pas question de prétendre doubler la consommation en six mois, soulignait de son côté l'organe du parti chrétien-démocrate est-allemand, Neue Zeit, « à la longue, l'offre de marchandises et de services joue cependant toujours comme stimulant pour le rendement des ouvriers ».

Pendant longtemps, les responsables se sont vantés de ne pas avoir oublié le consommateur dans la planification économique et de faire en sorte que l'on puisse trouver raisonnablement de quoi vivre dans les magasins. Contrairement à l'Union soviétique ou à la Pologne, les queues avaient, au cours de cette décennie, quasiment disparu du paysage est-allemand, entraînant une certaine accoutumance.

Toutefois, cette réussite est allée de pair avec une baisse des moyens consacrés aux investissements dans d'autres domaines. Le logement continue d'être en crise permanente malgré la publicité tapageuse faite autour de la réalisation des objectifs du plan en matière de nouveaux programmes. L'argent et les moyens matériels engloutis dans la rénovation du centre historique de Berlin, ces dernières années, ne peuvent faire oublier l'état désastreux dans lequel se trouvent les quartiers anciens de Dresde ou de Leipzig.

Surtout, il a fallu rogner sur les investissements productifs. « Les industriels ont hurlé à la banque-roule », indique un économiste. On a donc été obligé de redonner la priorité à la modernisation du parc industriel, provoquant en retour des problèmes d'approvisionnement qui aggravent les tensions politiques.

Comparée à d'autres pays de l'Est, la situation de l'industrie est-allemande peut encore ne pas

paraître catastrophique. Dans certains secteurs de pointe, la RDA a même réussi à maintenir un très haut niveau de qualité. Mais l'environnement économique et politique, national et international, ne se prête guère cette fois à un simple calfeutrage.

Des mécanismes en crise

Selon l'Institut de Vienne pour les comparaisons économiques internationales, le décalage de l'Est, y compris la RDA, avec les pays occidentaux, dans le domaine des nouvelles technologies, ne fait que s'accroître. Il a pour conséquence une plus faible productivité et une diminution de

leur part dans les échanges mondiaux.

En outre, les bouleversements en cours dans les pays de l'Est, qui représentent 60 % des échanges de la RDA - 40 % pour l'URSS seule - ne permettent pas d'envisager, dans les années qui viennent bien au contraire de possibilités d'extension du commerce au sein du Comecon, le marché commun de l'Est, d'autant que ses mécanismes de coopération, en pleine crise, demanderaient à être revus de fond en comble.

Enfin, la RDA n'échappe pas, toujours selon l'Institut de Vienne, aux difficultés que connaissent la plupart de ses voisins dans le domaine agricole. Sa production a chuté en 1988 de

4 %, retombant au niveau de 1984 et, d'après l'Institut, le pays se trouve peut-être à la veille d'une grave crise dans ce domaine.

Sur le plan politique, la mobilisation des esprits, à laquelle les dirigeants tentent de parvenir, se heurte à leur refus absolu d'envisager la moindre réforme comme en Pologne ou en Hongrie. A un an du prochain congrès, prévu pour le printemps 1990, la direction n'a laissé transparaître aucune volonté de changement. Erich Honecker, âgé de soixante-seize ans, a eu récemment une petite alerte de santé qui a relancé un temps les spéculations sur son retrait possible. Rien n'est venu confirmer une telle hypothèse.

Lors de la dernière session du comité central, en juin, la violente attaque dont a été l'objet le chef du parti à Dresde, Hans Modrow, dirigeant potentiel d'un courant réformateur, de la part des tenants de la ligne dure traduit une volonté de verrouillage. Au moment où la Hongrie et la Pologne expérimentent des formes de transition vers la démocratie plu-

Tchécoslovaquie : la peur du choix

Malgré le vote de nombreuses lois, la libéralisation économique est bloquée par le manque de renouvellement politique

de s'engager résolument sur la voie réformatrice.

Critiquant l'affaiblissement du socialisme et la dégradation du niveau de vie, conséquences des réformes adoptées par la Pologne et la Hongrie, la Tchécoslovaquie voit son champ de manœuvre réduit par l'impossibilité d'une rupture avec l'Union soviétique. Car d'elle dépendent l'approvi-

Entamées à la fin de 1988, elles avaient pour but de concéder aux travailleurs de nouvelles responsabilités. Cependant, les conditions d'organisation de ces élections restent mystérieuses, et il semblerait que dans la plupart des cas, seuls deux candidats - dont un seul était acceptable par le parti - aient été présentés. Pendant les quelques mois qu'a duré le pro-



Porte-Queues-Choux (Kmen, 20 juillet 1989.)

sionnement en matières premières et les principaux débouchés commerciaux. Pas moins de 40 % de ses ventes à l'étranger sont réalisées avec l'URSS !

La solution, c'est le maintien de relations aussi bonnes que possible avec Moscou, et l'attente. Celle d'une avancée déterminante de la perestroïka, à laquelle il sera alors impossible de ne pas se joindre, ou celle d'un retour en force du système économique traditionnel de l'Europe de l'Est. Mais cette attente, concrétisée par nombre de réformes « cosmétiques », comme celle des prix, qui n'a pour l'instant eu aucun effet au niveau du détail, est malaisée.

Le meilleur symbole des contradictions actuelles de la Tchécoslovaquie est peut-être celui des élections à la tête des quelque mille grandes entreprises.

cessus, les dossiers urgents ont dû patienter.

Or une série de décisions économiques s'imposent, sur la restructuration et la modernisation de l'industrie en particulier. Déjà, de nombreux groupes industriels, dont le célèbre constructeur automobile, Skoda, sont en état de quasi-faillite. La croissance économique a reconnu qu'elle ne serait pas supérieure à 2,3 % en 1990.

Selon des spécialistes occidentaux, la moitié de ce taux de croissance doit être invalidée car il n'est constitué que par le gonflement des stocks inventaires. Le VIII^e plan (1986-1990), dont la plupart des objectifs n'ont pas été atteints, prévoyait une croissance de 3,5 % cette année et la suivante.

Les dirigeants tchécoslovaques peuvent se vanter d'être parvenus

à l'autosuffisance en matière agricole, ce qui leur permet d'éviter les pénuries importantes de produits alimentaires de base. Mais, pour autant, les magasins des grandes villes ne sont pas bien approvisionnés. Et, comme partout à l'Est, à part peut-être en Hongrie, le manque de biens de consommation est flagrant.

Pays traditionnellement riche du Comecon, la Tchécoslovaquie a tout à perdre de son démantèlement puisque la qualité médiocre de la plupart de ses produits ne lui permettra pas, à l'instar de la RDA, de conserver ses clients de l'Est. Pourtant, les dirigeants eux-mêmes savent que les chances de survie du Comecon sont extrêmement limitées.

Le premier ministre, Ladislav Adamec, déclarait il y a quelques mois : « nous ne pouvons pas continuer avec ce système, qui est devenu obsolète il y a longtemps déjà et qui, loin de nous servir, a conduit à une immense dépendance des pays socialistes envers les pays capitalistes ».

Une hostilité de la population

Pour rendre son industrie plus performante, la Tchécoslovaquie pourrait recourir aux emprunts à l'étranger, puisque le montant de sa dette en devises fortes vis-à-vis de l'Occident est pour l'instant négligeable, limitée à 5 milliards de dollars. Dans le milieu bancaire, ce ne sont pas les candidats aux crédits qui manquent, et la plupart des économistes sont confiants dans le potentiel économique du pays. Mais une fois de plus, c'est la méfiance à l'égard de l'Occident et l'hésitation politique - plus qu'une opposition de principe comme celle de la Roumanie - qui prévalent.

Les actuels dirigeants ont aujourd'hui en main toutes les cartes nécessaires à la mise en place d'une véritable réforme économique, grâce à des lois votées ou qui devraient l'être prochainement. Mais, même s'ils décidaient de se lancer à corps perdu dans les réformes, leur effort serait certainement freiné par l'hostilité de la population, qui n'est pas prête à contribuer à l'évolution des structures économiques aux côtés du pouvoir qui symbolise toujours pour elle l'humiliation de l'invasion soviétique de l'été 1968. Sans renouvellement des dirigeants, sans concessions politiques, le gouvernement tchécoslovaque n'a guère d'autre choix que de continuer à loucher.

FRANÇOISE LAZARE.

raliste la RDA à ouvertement apporté son appui à la répression du mouvement étudiant en Chine.

Toute la question est néanmoins de savoir combien de temps l'équipe en place va pouvoir tenir ainsi. L'exaspération devant l'absence d'évolution est en effet de plus en plus grande dans des couches toujours plus larges de la population. Les quelques tentatives du régime de jeter du lest en laissant plus de liberté dans le domaine culturel aux créateurs, en libérant les possibilités de voyage en Occident, n'ont fait que la rendre plus vive.

Le nombre des départs à l'Ouest, autorisés ou non, ne cesse de grossir, traduisant l'absence d'illusion de l'opinion. Quarante-quatre mille Allemands de l'Est ont quitté le pays au cours des six premiers mois de l'année, contre quarante mille en 1988. Des milliers d'entre eux ont même gagné la RFA, via la Hongrie et l'Autriche, grâce au démantèlement du « rideau de fer » entre ces deux pays.

Comme dans les autres pays de l'Est, sauf la Roumanie, les gens ont de moins en moins peur de dire tout haut ce qu'ils pensent et, dans les rangs du parti lui-même, les cadres se trouvent confrontés à la montée d'un mécontentement ouvert. Le gouvernement a été accusé notamment pour les mouvements dissidents pour les droits de l'homme, qui avaient appelé au boycottage d'avoir manipulé les élections municipales du printemps.

De multiples contradictions

Contre vents et marées, la propagande de l'Etat n'en continue pas moins à vouloir faire la preuve que le modèle de gestion socialiste de la RDA finira par s'imposer. Critiquant les réformes en cours en Hongrie et en Pologne, les dirigeants est-allemands espèrent aujourd'hui encore y parvenir. Toute la machine de propagande du parti est mobilisée pour louer les mérites d'un système qui se veut l'antithèse de l'exploitation capitaliste, et qui se présente comme le seul capable de lier l'économie et le social.

Toutefois, dans Einheit, le professeur Otto Reinhold, autre grand idéologue du régime, reconnaît qu'« il faut tenir compte du fait que, dans le monde du socialisme, des changements profonds ont lieu qui prennent de multiples formes se contrariant les uns les autres ». Pour que la RDA puisse défendre son modèle de développement, il faudra, selon lui, maintenir un niveau de croissance d'environ 4 % par an, ce qui suppose l'accélération de l'évolution technologique dans tous les secteurs de la société.

HENRI DE BESSON.

(Lire la suite page 10.)

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

La chronique de Paul Fabra

MONSIEUR le ministre, je prends la liberté de vous écrire cette « lettre ouverte » après avoir lu, dans le *Financial Times* du 4 août, le premier interview que vous avez donné, depuis votre nomination au poste de ministre des finances du gouvernement de l'URSS, à un journal occidental. On a beau désormais, être accoutumé, venant des dirigeants de votre pays, aux déclarations directes et courageuses, les vôtres, permettez-moi de vous le dire, m'ont paru particulièrement frappantes par l'éclairage sous lequel vous présentez vos projets de réforme.

« Si vous ne croyez pas que vous êtes malade, avez-vous dit d'ambée à notre confrère (le journaliste Quentin Peel), vous ne vous soignez pas. » Et vous ajoutez : « Dans ce cas, ce n'est pas vous qui agissez sur l'évolution de la maladie, mais c'est cette évolution qui agit sur vous. » En tant qu'homme instruit de la doctrine marxiste, vous êtes bien placé pour savoir que s'il est une discipline dans laquelle on a usé et abusé des métaphores, c'est bien l'économie politique. Votre maître, ou ancien maître, s'est tout particulièrement exposé à ce travers (toute sa théorie du profit ne découle-t-elle pas d'une image aux retours scolastiques, selon laquelle le travail serait la « substance » de la valeur, ce qu'il exprimerait en qualifiant cette dernière de travail « cristallisé » ou « coagulé » ?)

Votre comparaison avec la pathologie ne tombe cependant pas sous cette critique. Une économie qui marche mal, c'est effectivement une économie en mauvaise santé. On ne peut pas mieux la décrire que de cette façon-là. A l'inverse, il convient de se rappeler qu'on est en droit d'attendre d'une économie en bon état de fonctionner qu'elle permette à chacun de ses participants virtuels de donner, et de recevoir — à chaque moment du temps le meilleur de ce qu'il peut donner — et recevoir, compte tenu de ses capacités. Et, par une politique prudente de redistribution des revenus, ne mettant pas en péril la règle générale à prévoir que les plus faibles reçoivent un peu plus que ce qu'ils sont en mesure de donner.

Cette définition très large de la bonne santé économique exclut sur la longue période le chômage, car il n'est pas privation que d'empêcher un être humain, dans la pratique, de jouer ses chances, si petites fussent-elles, et cela quoi qu'il soit pu prétendre tel économiste praxique fondant sa théorie sur le concept antino-

Lettre ouverte à M. Valentin Pavlov

mique d'équilibre de sous-emploi ». La définition exclut aussi l'inflation qui frustre l'épargne honnête. Elle exclut encore et surtout le gaspillage et la pénurie, deux choses apparemment contradictoires, mais qui, vous le savez bien, vont en réalité de pair. Et c'est bien pour éviter ces deux plaies les plus flagrantes de l'économie soviétique que vous avez l'intention d'y introduire des mécanismes de marché.

A vous lire, il me semble que ce qui est en cause, ce n'est ni le contenu des réformes que vous envisagez de mettre en œuvre, ni la circonspection dont vous faites preuve et qui est sans doute la nécessaire contrepoids de la hardiesse de certaines de vos vues. Ce qui, me semble-t-il, serait de nature à compromettre le succès de l'action que vous entendez entreprendre, c'est votre ordre de priorité, tel qu'il ressort de vos propos.

Vous inscrivez, à juste titre, vos projets dans la longue durée : le danger, c'est de croire que le plus difficile, le plus audacieux des sauts à faire pour accéder à une forme plus performante d'économie doit nécessairement être réservé pour la fin. Tant la réflexion que l'expérience dont nous disposons au seul vu de l'histoire économique, monétaire, financière des quarante dernières années suggèrent le contraire, sous peine d'échec retentissant. Or celui auquel vous êtes confronté aujourd'hui, après un demi-siècle de planification, est tellement énorme (ou, si vous préférez, tellement grandiose) qu'il n'est aucun prix que vous ne puissiez vous en permettre un autre qui, lui, serait dû à l'oubli, si fréquent dans notre monde moderne — la désastreuse expérience des pays d'Amérique latine, entre autres, en fait foi — des strictes conditions à respecter pour donner à une économie de marché toutes ses chances de décoller, et de prendre de l'altitude, au lieu de s'écraser à son tour.

Selon le texte de l'interview publié, vous vous montrez prudemment pessimiste (la *cautious pessimist*) quant à la possibilité de rendre le rouble convertible. Et Quentin Peel de rappeler qu'à l'occasion du récent voyage de M. Mikhaïl Gorbatchev en France où vous l'aviez accompagné, vous aviez émis l'opinion que ce grand changement ne

pourrait guère avoir lieu avant, mettons, l'an 2005. C'est que les obstacles à surmonter vous paraissent redoutables et nombreux.

Qui pourrait nier, en effet, que ceux que vous citez — dans une liste non limitative — sont autant d'éléments incompatibles avec l'existence d'une monnaie librement échangeable sur un marché par tout détenteur étranger (autrement dit, en jargon cambial, la convertibilité externe suffisante pour permettre à un pays de participer pleinement au commerce international) ? Vous rappelez qu'avant de conférer au rouble le statut de monnaie internationale il conviendrait de venir à bout des déséquilibres dont sont affligés l'économie et les finances de l'URSS, d'unifier le taux de change, d'aligner les prix intérieurs sur les prix mondiaux, de simplifier les procédures d'importation et d'exportation, de corriger la très faible incitation à accumuler le capital, etc.

Tous ces maux se manifestent avec virulence dans tous les pays qui ont longtemps vécu dans l'isolement et essayé de diriger d'en haut l'ensemble de leurs activités économiques. Si l'URSS se distingue d'eux, c'est pour avoir — jusqu'à une époque récente — adhéré avec un dogmatisme inégalé à la curieuse croyance selon laquelle la poumon artificiel d'une économie dirigée est un instrument de progrès par rapport au poumon naturel d'une économie régie par l'échange. Comment pouvoir espérer dans ces conditions que l'Union soviétique serait capable d'opérer avec plus de succès que l'Argentine, le Brésil, le Mexique, le grand tournant vers une économie enfin libre de ses mouvements si elle se contentait, comme ces pays l'ont fait pour leur plus grande disgrâce, d'adopter les rites de l'économie de marché sans en assimiler la substance.

CE n'est pas que ces pratiques, contrairement à celles de la magie, soient dénuées de toute efficacité. Mais qu'elles s'inscrivent en faux contre les incantations du néolibéralisme en vogue (le libéralisme tout court vaut beaucoup mieux, mais il est plus exigeant), force est d'admettre que, sans la mise en circulation simultanée d'une monnaie crédible — ce qui implique qu'elle soit non seulement librement

convertible mais qu'elle le soit à l'intérieur d'une fourchette de taux connue d'avance, — les mesures de libéralisation risquent de désarmer la majorité de la population et de ne paraître profitables qu'à un petit nombre.

Sur ce désarroi, vos adversaires « conservateurs » comptent pour discréditer vos réformes. Ils ne se privent pas d'en jouer, avant même que ces dernières ne soient passées dans les faits. Or il n'existe qu'un seul moyen pour amener des millions de gens — soumis depuis longtemps à une existence médiocre mais sans grand risque — à accepter de ne plus compter que sur eux-mêmes : c'est de leur offrir tout de suite, en même temps qu'on les exhorte à l'effort et à l'aventure, une chose dont ils ne disposaient pas auparavant et qui est susceptible de changer du tout au tout leurs perspectives. Cette chose c'est une monnaie qui vaut par elle-même, pas seulement un bon d'achat, comme le rouble d'aujourd'hui et d'hier, ne permettant que d'acheter, s'ils sont disponibles (et vous savez qu'ils ne le sont pas souvent), des produits de fabrication locale dont la qualité laisse souvent à désirer.

Telle est la grande leçon qu'il faut retenir, à quarante et un ans de distance, de la réforme monétaire allemande orchestrée de main de maître par ce grand praticien de l'économie qu'était Ludwig Erhard. Les Allemands, trois ans après la fin de la guerre, étaient dans un dénuement total. Du jour au lendemain, on échangeait leurs vieux billets dépréciés, dans la proportion de dix contre un, contre une monnaie, le deutschemark, douée d'un pouvoir d'achat international. Les conséquences ne se firent pas attendre : les magasins se remplirent au milieu des ruines.

Les doctes augures du malheur prédisaient aussitôt que l'expérience ne tarderait pas à sombrer dans un abominable déficit commercial. C'était ne pas compter sur les mesures de libéralisation (prix, salaires, crédit) qui devenaient autant d'incitations au travail et à l'épargne à partir du moment où on avait mis en circulation l'instrument permettant aux uns et aux autres d'être assurés qu'ils recevraient le fruit de leurs efforts et de leur initiative. Cela montre pourquoi la

réforme la plus radicale ne doit pas être réservée pour le couronnement de l'édifice. Elle en est au contraire la pierre angulaire. La Russie de 1989 se sentait-elle plus sûre que les alliés occidentaux pour ne pas envisager d'appliquer une politique aussi hardie que celle menée par Boris Eltsine dans la dernière ? Le groupe parlementaire formé par Boris Eltsine demande la convertibilité du rouble pour 1991. Ne conviendrait-il pas d'examiner de près cette recommandation ?

A notre confrère britannique, vous confiez votre intention de créer les premiers rudiments d'un marché du capital. Vous commencerez par introduire des « actions d'entreprise » qui donneront la possibilité à une unité de production de détenir une participation dans une autre. Vous acceptez l'idée qu'un jour ces titres pourront faire l'objet de transactions sur un marché en précisant : « Nous ne sommes pas encore prêts pour une Bourse. Ce n'est pas une tâche simple que d'en créer une, mais cela fait partie de nos projets. »

D'un marché financier, on pourrait dire que c'est une chose indispensable mais pas importante. L'important, c'est le rétablissement des conditions propres à développer les échanges et à pousser les entreprises à produire pour le marché. Du fait même de l'ouverture que représente un marché, capable, en suscitant la création d'entreprises nouvelles, de mobiliser les ressources productives là où il y a une demande, les pénuries se résorbent.

Les marchés boursiers sont sans doute un adjuvant dont on ne peut se passer, mais le nombre des titres est à chaque instant limité. Dans un climat d'instabilité monétaire, les marchés de capitaux perdent toute mesure : au Mexique, les cours exprimés en dollars ont été cette année multipliés par sept ! D'une façon plus générale, dans une économie aux structures fragiles, la nécessaire retour à la liberté économique et financière, s'il ne s'appuie pas sur une réforme monétaire d'envergure capable d'influer immédiatement sur le comportement des agents, a toute chance de déboucher sur une spéculation généralisée. C'est cette dérive qu'il faut tuer dans l'œuf.

Je vous prie de croire, monsieur le Ministre, à l'expression de ma haute considération et à mes vœux sincères pour votre réussite et la prospérité des peuples de l'URSS.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

ASSIA BENSALAH-ALAOUI

La Sécurité alimentaire mondiale.

Il ne s'agit plus seulement de combler les insuffisances, mais d'assurer la sécurité. Allant plus loin qu'il n'est communément admis, le préfacier, René-Jean Dupuy, professeur au Collège de France, constate que « *Malheur à celui qui n'est inquiet que de son ventre* » (c'est le sujet qui est ici visé plus l'homme). Il faut considérer comme dépassées l'idée de combler les déficiences alimentaires : c'est la sécurité qui est maintenant en jeu. L'ordre III est un exemple, un essai, qui doit être fortement encouragé, tant notre monde est vulnérable.

Mme Assia Bensalah-Alaoui, docteur en droit, maître de conférences à l'université Mohamed V et directrice de recherches au Centre d'études stratégiques de Rabat, avait déjà attiré l'attention par son *Pouvoir vert et Péri rouge* sur la redoutable arme alimentaire. Une doctrine vigoureuse, résolument offensive : la faim étant désormais aussi insupportable que la guerre, la sécurité alimentaire mondiale est inséparable de la recherche de la paix.

La première partie est surtout juridique et, disons-le, morale. La seconde vise l'application dans le cadre du *nouvel ordre économique international*. Devenue insuffisante, l'égalité des Etats doit être corrigée par l'équité et l'idée de solidarité. Aucun ouvrage encore ne semble avoir été aussi loin, aussi droit, dans cette voie. Il reste à attendre les réactions des pays riches et notamment de la nouvelle Europe.

Importante bibliographie en ouvrages et en articles. La préface était elle-même précédée de l'énoncé de la « Bibliothèque de droit international », dont cet ouvrage constituera le tome 99, dernier en date.

★ Librairie générale de droit et de jurisprudence. Paris 1989. 24 cm. 429 pages. 190 F.

DENIS REQUIER-DESJARDINS

L'Alimentation en Afrique. Manger ce qu'on peut produire.

Il s'agit à l'origine d'une thèse soutenue, à Paris-X-Nanterre, en 1988, par l'auteur, actuellement maître de conférences à l'université Lumière-Lyon-II et membre de l'unité de recherche CNRS « Économie des changements technologiques » (techniques, en bon français). Des années de travail en Côte-d'Ivoire, de

1980 à 1986, en font un des meilleurs spécialistes de ce pays.

« Pas si mal... et cependant » a été longtemps et est encore la note générale donnée à ce pays, comparé à d'autres, d'Afrique noire. Nous retrouvons cette appréciation, accompagnée de perspectives. La corrélation classique, si naturelle en somme, entre bonnes statistiques et bonne alimentation est partiellement vérifiée. Se retrouve aussi la dégradation partielle, observée en tant de pays, depuis le second choc pétrolier, 1979-1980.

Paradoxe, par contre : le rythme élevé de la croissance agricole et de la dépendance alimentaire ; il peut être rapproché de la dégradation écologique, mais aussi de la progression rapide de la consommation alimentaire animale. Urbanisation très rapide, à la fois probante et inquiétante.

Il faut, une fois de plus, déplorer l'absence de considérations démographiques élémentaires, bien que le vieux Malthus figure, tout ahuri, dans la bibliographie.

★ Éditions Karthala et PUF. Paris et Abidjan. 24 cm. 169 pages. 90 F.

DANIEL LEMONNIER

ET YVES INGENBLEEK

Les Carences nutritionnelles dans les pays en voie de développement.

La sous-nutrition des peuples africains n'est pas un phénomène inédit ; ce qui est nouveau, c'est qu'elle est mesurée, étudiée, et que des efforts sont accomplis dans les pays riches pour la combattre. Il s'agit ici de travaux présentés aux journées d'études du GERM (Groupe d'études et de recherches sur la malnutrition) à Nanjing (Sénégal), du 4 au 9 octobre 1987.

La malnutrition se mesure d'après la taille et le poids, caractères dont les variations ne sont pas toujours en concordance avec la mortalité. Au Sénégal rural, 41 % des enfants de un à quatre ans sont atteints de maladies chroniques, la plupart dues à des carences alimentaires. L'état de la nutrition est lui-même mesuré par des « marqueurs biologiques et anthropologiques ».

Les constatations précises sont déjà d'une grande utilité. Quelques articles proposent moins des remèdes proprement économiques (productions agro-alimentaires) que des moyens directs d'utilisation de ce qui existe et est à portée de ces populations. Nous retrouvons, par exemple, le cotonnier comme source possible de produits pour l'alimentation humaine.

Un puissant travail, dont l'utilité se fera progressivement sentir.

★ Éditions Karthala et ACCT. Paris 1989, 24 cm, 160 F.

FRANÇOIS HINCKER

La Révolution française et l'économie.

Décollage ou catastrophe ?

Si regrettable que soit le sous-titre, le maître de conférences d'histoire moderne, à l'université Paris-I

nous donne des vues profondes, et souvent originales, sur un sujet assez peu exploré (voir cependant l'ouvrage de René Sédillot : *Le Coût de la Révolution française*).

Alors que la population est encore, si souvent, délaissée par les historiens, nous trouvons ici quelques indications utiles, notamment sur les débuts de la limitation des naissances (laquelle a dû commencer à l'époque de la publication de l'*Emile*) et sur la baisse de la mortalité infantile ; ces deux phénomènes sont, du reste, liés.

Est dénoncé, une fois de plus, mais avec des commentaires utiles, l'impérialisme de la rente (un exemple édifiant concerne le duc de Liancourt). La crise alimentaire de 1787 et 1788 est bien présentée, mais aurait mérité une explication par la « promotion sociale », au cours du XVIII^e siècle (plus de classes moyennes, plus de bourgeoisie, donc plus de personnes assez bien nourries).

Dans ce riche exposé, le choix est difficile ; signalons, cependant, après l'évaluation du « produit national », présentée par Dupont de Nemours, en septembre 1789, la lutte doctrinale. Condorcet est ici justement rappelé et curieusement rapproché de Saint-Just. Mais le relâchement de la « terreur économique » est bien antérieur à celui de la terreur politique.

En conclusion : « La France de cette époque est une France de propriétaires, mais pas une France de capitalistes », et un inattendu rappel de Chaplaine.

★ Nathan. Paris 1989. 19 cm. 223 pages. 57 F.

CHRISTIAN COMELIAU

ET IGNACY SACHS

Histoire, culture, styles de développement : Brésil et Inde. Esquisse de comparaison.

C'est une extrême audace que d'inspirer le professeur à l'EHESS et l'économiste de l'OCDE, actuellement au commissariat au Plan. Audace fructueuse, tant la comparaison de deux grands pays, si différents, apporte des leçons et ouvre d'horizons. Divers auteurs ont apporté leur collaboration.

Le Brésil est-il un pays neuf ? L'Inde est-elle restée dans ses traditions millénaires ? Réponses négatives, évidemment, mais nuancées. Le Brésil offre aux écologistes un immense domaine, pour éviter de nouveaux massacres. Sur le plan technique, les tentatives d'alcool-carburant et de culture du soja auraient mérité plus d'attention.

L'Inde se laisse difficilement enfermer en une centaine de pages. Sous-estimés sont les progrès accomplis dans la conservation des récoltes (un quart était jadis perdu) et les efforts, parfois pittoresques, pour obtenir une limitation des naissances plus accentuée. Si les bienfaits de la libéralisation économique paraissent aussi sous-estimés (deuxième choc pétrolier) par contre, subsistent des difficultés dans le secteur de l'énergie (production et transport).

Deux annexes : une comparaison chiffrée et un modèle à quatre secteurs.

★ UNESCO. CETRAL. L'Harmattan. Paris 1988. 23,5 cm. 197 pages. 96 F.

MUTATION MALAISEE A L'EST

III. - RDA : un refus du changement

(Suite de la page 9.)

« Une autre condition de la poursuite de la croissance, ajoute-t-il, est l'évolution du système de direction, de planification et d'analyse économique. » O. Reinhold souligne à ce propos l'extrême importance qu'il a attachée à l'introduction générale, dans le courant des années 70, du nouveau système d'autofinancement des entreprises.

Ce système, expérimenté depuis 1987 dans seize combinats, prévoit que les groupes industriels peuvent eux-mêmes décider comment utiliser, pour la recherche, les investissements et les salaires, une partie de leurs bénéfices. Dans le même numéro de *Einheit*, l'économiste Günter Ehlersperger, membre du comité central, affirme qu'en un an, la mise en application du système a permis d'augmenter la production des combinats de 10,4 %, leur productivité de 10,4 % et leur bénéfice net de 16,9 %.

Ces résultats sont cependant à prendre avec prudence. Les combinats choisis pour tester la formule sont en général en pointe dans leur secteur et la plupart ont une importante activité à l'exportation, où ils étaient déjà assujettis à la loi de la concurrence. Huit d'entre eux se sont d'ailleurs vus autorisés à disposer librement, pour leurs investissements, non seulement d'une partie de leurs bénéfices, mais également de leurs rentrées en devises.

L'application du système aux combinats spécialisés dans les biens de consommation ou les pièces détachées, en situation de monopole sur le marché intérieur, pose en revanche de multiples problèmes. Pour sa part, le professeur Brossmann, de l'université économique de Berlin-Est, indiquait récemment que d'importantes réflexions étaient en cours sur la manière de réformer le système de planification centrale et de fixation des prix.

Tout en affirmant qu'il n'était pas question pour la RDA de prendre des risques en augmentant les prix « par des mesures sauvages », comme en Pologne, il n'en reconnaissait pas moins que le système de subvention des prix à la consommation en vigueur dans les pays socialistes posait des problèmes « aux économistes ». Comme en pose l'utilisation de la main-d'œuvre dégelée par les mesures de rationalisation de la production.

HENRI DE BRESSON.

★ « Le Monde Économique » poursuit la publication d'articles sur les transformations des pays de l'Est. Après l'URSS (le Monde des 1^{er} août), la Hongrie et la Pologne (15 août), la RDA et la Tchécoslovaquie (15 août), le prochain numéro du 22 août sera consacré à la Bulgarie et à la Roumanie.

PHOTOS

Milan l'été

Après les années de plomb

On ne l'a que trop souvent dit, Milan est une ville secrète, à découvrir, que l'on aime ou déteste, selon que le cœur bat au centre ou au sud de l'Europe.

Partir un samedi matin, quand la ville bouge de son vrai corps. Partir, flâner, tomber sur des jardins, des cours intérieures, des statues à l'abandon. S'arrêter chez l'avogadro, prendre un chocolat chaud sous le regard digne du maître d'hôtel, dans un cadre art déco un peu chargé, désert.

Chercher ensuite aux quatre coins de la ville les immeubles projetés par Gio Ponti, ou d'autres, anonymes, une étonnante réinterprétation d'un mélange art déco/art nouveau. On a baptisé amyro-milanaise le style le plus chargé. Des fers forgés à l'empreinte viennoise font pendant à la pureté des lignes de l'école d'Amsterdam. Via Mozart, le Palazzo Fidia, bizarre forteresse fermée sur elle-même, une des œuvres les plus surprenantes d'Aldo Andreani, mélange de rigueur et de tradition, annonce le style musolinien, et en même temps fait appel à des symboles anciens : une oreille en bronze fait office d'interphone.

Ensuite, on va chez Adolfo

En suivant le cercle des anciens canaux, on peut aussi s'arrêter à Sengialla, foire à la brocante, où l'on peut racher son autoradio volée la veille, aussi bien que les pièces colorées de lustres de cristal. Puis, tout naturellement, on continuera jusqu'au Naviglio, quartier des deux seuls canaux non couverts de la ville. Le dernier dimanche du mois, on y trouve la grande foire à la brocante, mélange composite de vrais antiquaires, et de stands pleins d'objets à quatre sous, vendus beaucoup plus chers !

Ensuite, on va chez Adolfo. Peu nombreux sont les habitués qui savent que le café s'appelle « Ponte Rosso ».

On n'y vient pas par hasard. Si le droit de rester vous est accordé, vous ne discutez ni la place ni le choix des convives. De toute façon, on s'y fait toujours des amis. Vieux baroudeur, Adolfo vient de Trieste et, pendant des lustres, a inventé des cocktails en Amérique. Ce qui l'amuse, c'est d'ouvrir des bars, de les lancer, de s'en défaire. Les habitués le suivent partout.

C'est un ancien quartier populaire, et qui depuis dix ans « monte », envahi par des restaurants et des boîtes de nuit. Avec le vieux quartier de la Greba, célèbre dans les années 60, et le Corso Buenos Aires, plus « hard », Naviglio est l'une de ces « zones franches » des nuits milanaises, qui font tache d'huile. Car la ville se réveille, les rues se repeuplent, les cafés installent des tables dehors, les Milanais redevenant noctambules. Les « années de plomb », celles du terrorisme, semblent oubliées et aussi les héros fatigués du grand engagement politique. Cependant, on aime à citer le plus souvent possible le mot (peut-être apocryphe) d'Umberto Eco : « Chaque fois que je me regarde dans la glace pour faire mon nœud de cravate, j'ai l'impression de faire un choix idéologique ».

Du crépuscule à l'aube, la ville s'ouvre, elle a envie de respirer, et ses habitants de vivre dehors, de se rencontrer. Et les noctambules n'ont que l'embarras du choix devant le nombre impressionnant de discothèques.

Même si les mauvais coucheurs prétendent que Milan est en train de perdre la première place dans la vie nocturne, en faveur de l'Emilie-Romagne et de la côte



Adriatique, c'est dans les discothèques milanaises que naissent les modes, et la mode. Contrairement à ce qu'on se passe en Emilie ou à Rome, la discothèque milanaise n'est ni belle ni spectaculaire, elle n'est pas conçue par un architecte célèbre. Elle est banale. Mais elle sert de lieu de rencontre et de salle d'exposition. Ce qui compte, c'est le public, l'ambiance, le « projet » à allure culturelle, si possible.

C'est au Plastic que Jean-Paul Gauthier a fait la promotion de son disque et Gianni Michel, ministre des relations extérieures, celle de son livre : un véritable guide Michelin des discothèques. Sous peine de passer pour un plouc, il faut rester jusqu'à l'aube.

Enfin, au lever du soleil, il faut voir Saint Ambrogio, vieille basilique romano-lombarde, d'une beauté sévère, retenue. On se glisse à l'intérieur, la lumière reproduit celle du dehors, hésitante, brumeuse, dorée. Les vrais Milanais y viennent au moins une fois par semaine, le dimanche, en famille, recueillis devant le patron de leur ville. En sortant, ils s'arrêtent chez Marchesi, pour un apéritif, pour acheter le gâteau dominical. C'est là que l'on retrouve l'austère capitale lombarde, autrefois partie de l'empire austro-hongrois, appartenant corps et âme à l'Europe centrale.

LUMI RUSNAC.

FESTIVALS

Le festival Mimos de Périgueux

Toutes les couleurs du geste

Théâtre, danse, commedia dell'arte ou mime : le festival Mimos de Périgueux est éclectique, mais centre le regard sur le corps en scène.

On se souvient encore - peut-être - avec émotion du Baptiste du boulevard du Temple et de son père, dans les *Enfants du paradis*, de Marcel Cerdès. Baptiste, c'était Jean-Louis Barrault, et son père, Etienne Decroux, le grammairien du mime, qui affirmait : « Le comédien n'est rien d'autre qu'un mime » (1).

A Périgueux, depuis sept ans, on décline chaque été tous les possibles de ce mot, qui, en grec, signifie l'acteur produisant une imitation, et l'imitation elle-même. D'année en année, le festival Mimos, dirigé aujourd'hui par un spécialiste d'origine tchèque, Peter Bu, prend de l'ampleur. Il gagne même quelques petites communes voisines de cette cité paisible de trente-cinq mille habitants qui entend jouer à son tour la carte culturelle pour moderniser son image.

Muscle par muscle

Sur quelle infime lisière se situe ce qui sépare la danse, le théâtre, du mime ? On a débattu de la question, et de beaucoup d'autres, au cours d'un colloque qui a réuni des critiques dramatiques et chorégraphiques, un praticien - Ferruccio Soleri, l'Arlequin de Strehler - et un universitaire, Yves Lorelle, maître de conférences à Paris-VIII, auteur d'un ouvrage sur ce qu'on nomme alors, en 1969, par mode et commodité : l'expression corporelle. Du mime sacré au mime de théâtre (2). Le mimétisme, a-t-il rappelé, est à l'origine du rite, et l'un des premiers réflexes de l'enfant. Le mime est un art aussi ancien que le théâtre. On croit en déceler des traces dans la tragédie grecque. A Rome, conviés à parodier les héros du théâtre, les mimes étaient des esclaves, privés de parole : de tout temps la censure sera l'un des ferments de cette expression muette.

Grande est la famille du mime. Bon nombre : tout acteur se fait mime un jour. Car si le mime a ses écoles spécialisées - en France celles de Marcel, Jacques Lecoq, Etienne Decroux - la technique est enseignée dans la plupart des écoles d'art dramatique.

Comment occuper l'espace, dans quel temps : tout acteur se fait mime un jour. Car si le mime a ses écoles spécialisées - en France celles de Marcel, Jacques Lecoq, Etienne Decroux - la technique est enseignée dans la plupart des écoles d'art dramatique.

ter le dos, ou de se tenir droit, de placer le pied, la main.

« De la danse, j'ai essayé de prendre l'art du rythme, la musique du mouvement ; du mime, la connaissance du corps, le sens du mouvement statique dans l'espace », Ferruccio Soleri a animé un stage et proposé avec « Portraits de la commedia dell'arte » un parcours (entre la conférence et le spectacle, avec des diapositives, voix off et démonstrations d'acteur) parmi les archétypes : Pantalon, le Capitaine, le Docteur, et les zanni, dont, bien sûr, son Arlequin. Pour le trouver, bondissant, naïf, roublard comme un chat lutant pour sa survie, Ferruccio Soleri use de plusieurs techniques. Sa marche en zigzag, son port de tête sous le masque, avec ce cou qui semble se déhancher, d'un côté, de l'autre : chaque geste est pesé, mesuré, même si l'improvisation a sa part. Chaque geste, mais aussi chaque intonation de voix : « Arlequin exige une virtuosité de la langue, il faut penser l'expression et transposer les rythmes de la réplique à son corps ». Interrogé, Soleri a-t-il donné qu'un conseil aux apprentis : « Apprendre son corps : muscle par muscle ».

Dans la lignée historique du spectacle de Ferruccio Soleri, le Teatro Paravento (Suisse) a présenté *Perpetuum Teatrobile*, histoire illustrée de la pantomime, du jonglage, de la commedia dell'arte, de la clownerie, jusqu'à un cinéma muet, puis au dessin animé. La mise en scène est de Tabor Turba, un Tchèque qui actuellement prépare pour la télévision de son pays une série sur Debussy.

Nola Rae, mime et marionnettiste anglaise, a été formée à l'école de Marceau. Elle en porte la marque. *Upper cut* est une série de sketches qui donne raison à tous les destructeurs du mime : désaffection de la forme et du propos anecdotique, effets comiques faciles. Nola Rae est beaucoup plus convaincante en marionnettiste rejoignant, de ses seules mains gantées, derrière un castelet, la *Tragédie de Hamlet*.

Si l'on excepte un *Papeye* et *Oliver* honteusement bécotés (par la compagnie Spinash Ballet, Chili), la virtuosité a été sans cesse au rendez-vous de Mimos 1989. Accompagnée, le plus souvent, de ce que l'on peut nommer un univers, une poésie. On aime la *Danse des poules* d'Abel et Gordon, un Belge et une Canadienne qui se sont rencontrés à l'école de Jacques Lecoq, histoire d'amour entre deux personnages

autodidactes, dans le style fort habiles dès lors qu'il s'agit de danser, de s'empêcher dans une échelle ou de faire un geste de travers.

Les Squames (Compagnie Kummus France), hommes-anges conférés quatre heures durant dans une cage en plein air, sous la surveillance de gardiens au bagou convaincant, s'ils provoquent des réactions crédules de la part des badauds, n'ont qu'un intérêt artistique très limité.

En revanche, les deux compagnies de danse invitées cette année à Périgueux ont déjà acquis leur réputation. Roch à Lincoln, avec *Grenadier Weaver*, créé au Festival d'Avignon. Joseph Nadi, chorégraphe d'origine hongroise, qui est venu en France, à l'origine, pour étudier le mime.

Magie sicilienne

Seul en scène, Carmelo est tout à la fois son auteur et son interprète. Silhouette gracile, regard de velours, le charme d'un Buster Keaton mêlé d'un je ne sais quoi de sa terre d'origine, la Sicile. Comme bon nombre de mimes, il joue sur la distance, le clin d'œil au public. D'emblée il est attachant. Carmelo est mime et magicien. Dans son *Cercle magique* gravitent quelques objets : un tablier, et une carte postale de la Joconde, des ballons blancs, des cigarettes, une grosse radio - qu'il fait disparaître - et une petite boîte à musique, qu'il tient dans le creux de la main. Il allume du regard un lampadaire, lutte à bout de bras avec un ballon rebelle. Ce qui compte, ce n'est pas tant le flacon - la magie - mais le contenu, la poésie, la présence qui se dégage de ce petit homme. Il a reçu le premier prix de la Critique de Mimos 1989.

A dix-sept ans, en Sicile, il faisait du théâtre, un peu avant-garde, et des recherches sur les dialectes, les traditions, ainsi sur *Giuffà*, « une sorte d'Arlequin sicilien ». En France, il a suivi des cours de mime, chez Decroux, chez Le Breton. Il a étudié la magie dans des livres. Il gagne sa vie en jouant le plus souvent dans la rue, il évite les cabarets médiocres... Jean-Claude Braly l'a engagé pour jouer - trois minutes - en lever de rideau de *l'illusionniste*, de Sacha Guitry, à la rentrée. Carmelo créera, en février au théâtre d'Ivry, avec un ami, magicien comme lui, *Paris-Palerm*, une histoire un peu autobiographique.

ODILE QUIROT.

(1) *Paroles de mime*, Etienne Decroux, Librairie théâtrale, 1963.
(2) *L'expression corporelle*, Yves Lorelle, coll. « Dionysos », La Renaissance du livre, 1969.

Communication

En attaquant le groupe Springer

M. Leo Kirch veut obtenir le contrôle de la chaîne allemande SAT 1

Bonn - de notre correspondant

Le très puissant groupe de presse ouest-allemand Springer est en crise. L'enjeu de la lutte à couteaux tirés, que se livrent Leo Kirch d'une part et la famille propriétaire de Springer d'autre part porte sur le contrôle du groupe. Editeur d'une kyrielle de journaux, hebdomadaires et revues diverses, parmi lesquels figurent le *Bild Zeitung* (4,3 millions d'exemplaires) et *Die Welt*, le groupe Springer pèse 2,8 milliards de marks, emploie 11 594 personnes et se classe au 75^e rang des entreprises en RFA. Face à Springer Verlag AG, Leo Kirch a annoncé que 600 millions de marks de chiffre d'affaires et 600 salariés.

Objet de la bataille : l'avenir de la chaîne de télévision privée par câble SAT 1. Cette chaîne subit la concurrence de RTL. Plus du groupe Perlethmann, mais elle aussi promise à un bel avenir étant donné l'engouement croissant des Allemands de l'Ouest pour la TV par câble. SAT 1 et RTL Plus prennent toutes leurs décisions en fonction du taux d'écoute, référence suprême pour l'élaboration de la grille des programmes, et cultivent chacune un petit jardin érotique présenté à une heure, certes tardive, mais qui a malgré tout ému récemment le magazine *Der Spiegel*.

Leo Kirch détient en mains propres 40 % du capital de SAT 1, et Springer 15 %. Le groupe APF, très lié à Springer, en détient 15 %, si bien que quatre des huit membres du conseil d'administration de SAT 1 votent Springer et bloquent systématiquement les décisions de Kirch.

« Si nous faisons ce que veut Springer, SAT 1 sera encore dans le rouge dans dix ans », affirme le richissime négociant en films de Munich. Si SAT 1 s'est assuré son succès par sa programmation de films, c'est bien entendu Leo Kirch, par l'une des multiples filiales de son groupe aux ramifications tentaculaires, qui les lui fournit.

De fait, c'est Kirch qui a porté SAT 1 sur les fonts baptismaux en 1984 à l'heure où peu de gens osaient encore investir dans la télévision par câble en RFA. La première année, SAT 1 ne comptait que 400 abonnés payants, et Kirch a fourni gratuitement à la chaîne 200 000 minutes de programmes. Le câble s'est déroulé peu à peu, le choix des films de la station a plutôt augmenté d'un million de ménages recevant SAT 1.

De ce succès est née chez Springer l'idée que Kirch s'enrichit sans commune mesure avec ses 40 % du capital de la chaîne. Et Springer voudrait bien de son côté participer, par le biais d'une de ses filiales, à la fourniture de films à la station de Mayence. « Les rivalités se sont exprimées le jour où il est apparu sans ambiguïté que SAT 1 pouvait rapporter de l'argent », reconnaît M. Kirch.

L'affaire se complique par le fait que le groupe Kirch a pris, au nom du fils Thomas Kirch, une participation de 49 % dans une autre chaîne câblée, Eureka Television GmbH, devenue depuis Pro 7 (la SEPT) et que Leo Kirch est soupçonné d'avoir pris en personne une participation à Pro 7. La législation sur les médias en RFA interdit toute concentration de ce type. Pro 7 émet elle aussi sur tout le territoire et est reçue par près de 4 millions de foyers.

Leo Kirch a tenté de soustraire SAT 1 à l'influence de Springer en proposant d'en faire une société par actions, mais le projet a capoté, à la mi-juillet, à la réunion des gérants de la station. Le combat des chefs pour le contrôle de SAT 1 met en danger l'avenir de la station, et les derniers sondages assurent RTL d'une meilleure pénétration dans les foyers, d'un plus fort taux d'écoute, donc de meilleures recettes publicitaires.

Dans cette affaire, Springer se contente d'endiguier les offensives de Kirch. Le groupe fondé par Axel Casner Springer se porte bien, mais la disparition du chef a provoqué des déchirements entre ses héritiers, dont Leo Kirch n'a pas manqué de tirer profit.

Les descendants du fondateur se partagent 40,1 % du capital du groupe. Depuis peu, la société italienne amie Poligrafici Editoriale en détient 10 %, soit autant que Leo Kirch, qui avait acheté ses parts dans les années 60, à la demande de son ami Axel Springer. Autre pomme de discorde, le Munichois reproche au groupe Springer de mener une expansion européenne trop audacieuse en ayant pris le contrôle de l'italien Monti, de l'espagnol SARPE et en lançant en Autriche un quotidien, le *Standard*. Trois décisions dont la rentabilité n'est pas assurée, selon Leo Kirch.

En gage de sa bonne foi, le magnat de Munich a proposé de désengager de Springer (ans 10 %, plus 16 % d'autre part, qu'il affirme contrôler) si le groupe de Berlin-Ouest lui abandonne SAT 1.

(Interim.)

Une expérience d'art lyrique « éclatée » à Saint-Céré

Le plus grand opéra de France...

Rampe de lancement pour de jeunes chanteurs français, le Festival de Saint-Céré promène ensuite ses productions toute l'année. Garantie d'un rayonnement exceptionnellement étendu et varié.

« On ne peut pas tous être des stars, on ne peut pas tous avoir des monuments aux morts », Olivier Desbordes, qui préside aux destinées du Festival de musique de Saint-Céré depuis vingt ans, mériterait bien un monument, ne serait-ce que pour insuffler inlassablement une vie culturelle à cette petite ville languissamment et néanmoins charmante, située dans le Lot, entre Cantal et Périgord. Ainsi Olivier Desbordes remet les pendules à l'heure : « Nous ne sommes ni Aix, ni Montpellier, ni Orange dit-il et nous n'aspirons pas à le devenir. Saint-Céré est et se veut la rampe de lancement de nouveaux talents, une sorte de vitrine pour les jeunes artistes ». Car il conviendrait de le souligner, Saint-Céré est avant tout un lieu d'étude : chaque année, un millier de stagiaires (choristes, instrumentistes, chanteurs lyriques) viennent suivre l'enseignement des « grands », dont Marie-Claude Arbaretz, chef de chant au Festival.

Après avoir traduit en français le livret du *Barbier de Séville*, première création de cette année, qui a eu lieu fin juillet, Marie-Claude Arbaretz a fait travailler les interprètes de *Lucia di Lammermoor*, la deuxième création de cette année. On ne pourrait rêver meilleurs décors, pour cette œuvre dont l'intrigue se déroule en Ecosse, que le château de Castelnaud, austère forteresse médiévale qui domine la plaine où se rejoignent la Dordogne et la Cère. C'est dans la cour du château, au pied de la grande tour carrée, que Martine Masquelin a pu donner, le 8 août au soir, toute la mesure de son jeune talent dans le rôle de Lucia, qu'elle interprétait pour la première fois. Dans cette œuvre de

Domizetti, qui fait la part belle - et difficile - au rôle féminin, on attend toujours un peu au tournant la cantatrice dans la fameuse scène de la folie. Martine Masquelin n'a pas dérapé.

Metteur en scène, Olivier Desbordes n'avait omis aucun détail, fait preuve d'un remarquable sens pictural, notamment pour les chœurs - les habitants du château, les chasseurs, les gens de Lammermoor. Ce qui l'intéresse Olivier Desbordes c'est la globalité de l'histoire et pas seulement l'exercice de chant : « Dans le cas de Lucia, dit-il, l'histoire, ce sont tous ces hommes qui, pour des raisons politiques, d'arrangements sociaux et financiers, détruisent une femme sans s'en apercevoir ».

An risque de déranger les quatre mille âmes, dont la fierté est la gastronomie d'une région (truffes, foie gras, vin de Cahors), le directeur-metteur en scène fait tout pour que son festival s'intègre à la vie du pays. Actuellement, le public local (Saint-Céré, plus la région) représente 30 % des entrées : c'est beaucoup. Grâce à la gestion d'Amic Bertra, qui pratique depuis 1985 une stratégie du mécénat, le festival a fait un bond en avant inespéré.

Les mécènes, ce sont aussi bien les deux producteurs de confiture de la région (ils apportent une aide en nature) que la RATP qui a offert ses panneaux d'affichage pour la saison 89. Que Saint-Céré soit un lieu « anti-star » ne facilite pas la tâche. « Il faut faire comprendre que ce n'est pas un festival de plus, mais un festival différent ».

Pour rentabiliser les productions lyriques, les spectacles tournent le reste de l'année dans toute la France. Cette année, Opéra éclaté - c'est le nom de la structure qui s'occupe de la diffusion - a prévu cent-dix représentations de *Lucia di Lammermoor*, le *Barbier de Séville*, la *Vie parisienne* et l'*Opéra de quatuor*. Avec ses spectacles entièrement montés sur place (costumes, décors) et prêts à être mis en scène dans pratiquement n'importe quel théâtre, la petite ville du Lot possède le plus grand opéra de France.

MARIE-FRANCE CALLE.

لبنان من أجل

Spectacles

Lundi 14 août

METOPOLIS (AL.) (Fr.-It. v.a.): République
Cliché, 111 (48-05-31-33) 12 h 20.

MONTY PITYRON, LA VIE DE BRUAI
(Brit. v.a.): 14 Juillet Parnass, 67 (45-
26-58-00) 14 h 25, 16 h 25, 18 h 25, 19 h 25
54-46-85 15 h 15.

MONTY PITYRON, SACRE GRAND
(Brit. v.a.): Grand Parnass, 19 (45-54-
46-85 31) 14 h.

MONTY VENISE (IL. v.a.): Saint-
Lambert, 17 (45-32-91-68) 21 h.

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-AL.) (Fr.-
v.a.): Grand Parnass, 19 (45-54-46-85 31)
14 h.

NOËLALGÈRA (Fr.-It. v.a.): Desferres
19 (45-32-41-01) 17 h.

LES NUITS DE LA FLEINE LUNE
(Fr.): Saint-Lambert, 17 (45-32-91-68)
21 h.

PUT UP YOUR EARS (S.) (Brit. v.a.):
Acconates, 5 (46-33-86-66) 19 h 50.

LE PROCÈS PARADINE (A. v.a.)
Revue Luce, 19 (45-54-46-85) 19 h 50.

LES QUATRE CENT COUPS (Fr.)
Les Trois Luminées, 67 (46-33-97-17)
12 h.

QUERELLE (S.) (Fr.-AL. v.a.): Cliché
19 (45-32-41) 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50.

RACING BULL (A. v.a.): Acconates,
(46-33-86-66) 14 h.

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A. v.a.)
19 (45): Studio des *Uranides*, 5 (45-32-
19-09) 14 h 50.

LA VIE DE MAI (A. v.a.): Desferres
16 (45-32-41-01) 22 h.

SPLENDOR (IL. v.a.): Locomotive,
(45-44-57-34) 14 h, 16 h 30, 19 h 30
21 h 30.

LES TEMPS MODERNES (A. v.a.):
Desferres 16 (45-32-41-01) 12 h.

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL

Canal TV do 13 1988

MÉTÉOROLOGIE

36.15 Tapez **LEMONDE** puis **METEO**.

36.15 Tapez **LEMONDE** puis **METEO**.

هذه هي الأصل

Économie

La concurrence entre constructeurs automobiles

Les japonaises plus fortes que jamais

(Suite de la première page.)

Brusquement, la décision des ministres des finances des cinq grands pays industriels au Plaza de New-York, le 22 septembre 1985, d'organiser un « atténuant en douceur » du dollar — c'est-à-dire une revalorisation progressive du yen — marque une rupture du modèle. Car, en fait de douceur, l'évolution monétaire est très rapide. Dès la mi-1986 le dollar ne vaut plus que 150 yens. Comment les constructeurs japonais vont-ils supporter le choc ? Tout semble remis en cause. D'autant que les usages s'accroissent. Au problème du renchérissement en devises de leurs coûts il faut ajouter la nouvelle détermination des Américains et des Européens, qui commencent à sortir de leurs années noires, et celle des concurrents Coréens — les nouveaux Japonais — qui pointent leur capot avec des coûts de main-d'œuvre dérisoires.

L'avenir s'assombrit décidément beaucoup, et, alarmé, le MITI (ministère du commerce extérieur et de l'industrie) demande aux onze constructeurs nippons d'entamer une restructuration qu'il juge indispensable.

Elle n'aura pas lieu. Le coup monétaire est rude. En 1986, le chiffre d'affaires de Toyota, le numéro japonais, recule de 2 %. Nissan, le numéro deux, qui souffre en outre d'une gamme vieillie, subit une exploitation défective cette même année.

Le « modèle exportateur »

Mais l'« endaka » est surmontée avec une surprenante rapidité. L'automobile, exemple du « modèle exportateur » japonais, devient la meilleure illustration de son fantastique rétablissement. La hausse du yen ne provoque pas cette « désindustrialisation » qu'ont connue les États-Unis (le dollar à 10 francs en 1984) ou la Grande-Bretagne (la livre à 12 francs en 1982). Au contraire, les groupes ont su tirer avantage du nouveau contexte. Avec cette détermination et ce soin qui les caractérisent, ils ont mis en place une réponse en trois volets : serrage des coûts de production, basculement sur le marché intérieur et investissement à l'étranger. Le succès en est incontestable.

Entre 1986 et 1989, nos coûts ont chuté de 25 %, explique Norimasa Furuta, président de Mazda, le quatrième constructeur. Et nous avons programmé une nouvelle baisse équivalente dans les trois ans qui viennent. « Matières premières achetées moins cher (grâce au yen fort), réduction des dépenses de toute sorte et mobilisation des personnels sur le nouveau défi... Tous

les moyens sont utilisés. Y compris les baisses d'emploi chez Nissan (soixante mille quatre cents salariés au Japon en 1986 et cinquante et un mille deux cents aujourd'hui), sans licenciement toutefois, car il n'est pas question de déroger à la règle de « l'emploi à vie ». L'automatisation est poussée, mais « à la japonaise », c'est-à-dire de façon très économe. A l'usine Honda de Suzuka, par exemple, les trois lignes de soudage des carrosseries sont robotisées à 97 %, mais avec une telle flexibilité qu'elles acceptent en alternance des Integra (type Peugeot 405) et des Civic (type 205), sans changement d'outil, sans temps mort, l'ordinateur central pilotant les passages aléatoires d'une voiture à une autre.

Cette faculté permet à Honda d'abaisser considérablement son seuil de rentabilité qui dépend de la productivité du travail, certes, mais aussi de celle du capital. Face aux Européens et surtout aux Américains, les Japonais ont choisi une robotisation plus mesurée, mais sans doute plus intelligente car plus simple à comprendre par les ouvriers, moins « plaquée » par les ingénieurs et, surtout, moins coûteuse. Là réside l'une des clés principales du redressement. Nobuhiko Kawamoto, directeur de Honda, confirme : « Nous n'automatiserons guère plus à l'avenir, car c'est devenu trop coûteux en investissement. En plus, comme désormais les désirs des clients évoluent très vite, le mot d'ordre est la flexibilité. Pour l'obtenir, la main-d'œuvre humaine est ce qu'il y a de mieux. » Mais la machine japonaise a beau faire des prouesses, cela ne suffit pas, et il faut se résoudre à hausser les prix de vente à l'export aux États-Unis de quelque 20 % entre 1986 et 1988. Les groupes comprennent alors qu'ils ont perdu leur atout principal, le prix. Aussi réorientent-ils leur catalogue vers des voitures plus chères mais de qualité, bourrées d'électronique et dotées de motorisation dernier cri.

Un gigantesque effort de marketing s'amorce — qui force aujourd'hui les Américains et les Européens à les suivre en catastrophe avec les véhicules à quatre roues motrices ou même directrices, les moteurs multiscapapes, etc., jusqu'au lancement de nouvelles marques de luxe Accura chez Honda, Lexus chez Toyota et Infiniti chez Nissan, destinées à concurrencer BMW, Mercedes, Jaguar, Lincoln et Cadillac. Les Japonais étaient accusés d'être « suivistes » : ce sont désormais eux qui poussent les technologies et, surtout, les diffuseurs les plus rapidement dans toutes leurs gammes. En 1989, 45 % des voitures produites au Japon étaient dotées de système électronique

d'injection et 42 %, d'un double arbre à cames en tête. Le ratio recherche/chiffre d'affaires est de 4 % chez Toyota, de 5 % chez Nissan, de 5,3 % chez Honda pour 3,3 chez PSA.

Développement du marché intérieur

Second volet : le marché intérieur. « Pour équilibrer les échanges, exportez moins, consommez plus », exigent les Américains au Plaza de New-York. Pas comode dans l'automobile. Autoroutes en pleine ville, embouteillages permanents : quiconque est allé au Japon a pu déplorer la saturation évidente. A Tokyo, il faut posséder un parking pour avoir l'autorisation d'acheter une voiture. Le pays man-

que de place et ne compte que deux cent quarante-quatre automobiles pour mille habitants, contre quatre cents en France, quatre cent cinquante-cinq en RFA ou cent cent quatre-vingt-huit aux États-Unis. Pourtant, si le parc est réduit, il se renouvelle très vite, à cause des contrôles techniques obligatoires qui éliminent les vieilles voitures. A force de nouveaux modèles, de crédits attractifs, d'une compétition féroce entre les marques et d'une baisse des taxes, le marché intérieur des voitures va se mettre à croître : +1,4 % en 1986, +4,1 % en 1987, +13,5 % en 1988 et +9,6 % en 1989. Les prix de l'immobilier étant devenus prohibitifs, les ménages japonais détournent leur épargne vers des voitures de plus en

plus chères, véritables salons sur roues. « En trois ans, le prix moyen payé par le consommateur japonais est passé de 60 000 F à 75 000 F », a calculé M. Ben Moyer, de Merrill Lynch, à Tokyo. Le marché des modèles haut de gamme (plus de 2 millions) a crû de 50 % en 1988. En conséquence, le marché intérieur, qui ne représentait plus que 40 % de la production en 1985, remonte à 52 % l'an dernier.

Parallèlement, troisième volet de réponse à l'endaka, les groupes japonais multiplient les investissements à l'étranger. Implanter des usines aux États-Unis, comme Honda dès 1982, provenait en partie du désir d'y obtenir un label de bon citoyen. Avec la hausse du yen, délocaliser devient rentable, même si la remontée du dollar en 1989 à 140 yens a réduit un peu la marge. Nobuhiko Kawamoto, de Honda, confirme « faire de bonnes affaires » avec son usine de Marysville dans l'Ohio produisant 360 000 véhicules par an et avec celle du Canada (80 000).

Une troisième, d'une capacité de 150 000, verra le jour cette année, dans l'Ohio également. Honda, symboliquement, aura exporté en 1988 5 000 voitures dans l'autre sens, des États-Unis vers le Japon. Toyota, déjà installée depuis 1984 au travers d'une société à 50/50 avec General Motors produisant 300 000 voitures en Californie, a, depuis, presque doublé la mise dans le Kentucky (200 000 voitures) et au Canada (50 000 en 1990). Nissan portera, lui, la capacité de son usine du Tennessee à 440 000 par an.

Pour leur traversée du Pacifique, les autres groupes plus petits ont préféré s'allier. Mitsubishi à 50/50 avec Chrysler, Suzuki à 50/50 avec General Motors, Mazda avec Ford et Fuji à 51/49 avec l'autre japonais Isuzu. Au total, la capacité de production des japonais aux États-Unis atteindra à plein régime, en 1991, 1,7 million de véhicules.

Une nouvelle phase de conquête

Le même mouvement a abordé l'Europe au travers, essentiellement, de la Grande-Bretagne. Honda s'est allié avec le britannique Rover (dont il vient de prendre 20 % du capital) ; Nissan a bâti une usine dans le nord de l'Angleterre, suivi, avant l'été, par Toyota. Vers 1993, lorsque le grand marché européen entrera en vigueur, les Japonais disposeront d'une capacité de quelque sept cent mille voitures.

Pour Toyota, « 40 % de ce qui sera vendu à l'étranger devra être fabriqué à l'étranger et les 60 % restants constitueront d'être exportés du Japon », explique M. Shintomura Oshima, vice-président exécutif. Le rapport est aujourd'hui de 10/90.

Chez Nissan, l'objectif est 50/50, chez Honda également. Autrement dit, la production délocalisée ne se substitue pas aux exportations, mais s'y ajoute en partie. On l'observe depuis 1986, les exportations ayant été, malgré la hausse du yen, quasiment stabilisées à 4,4 millions de voitures particulières (-2,3 %). Les six premiers mois de 1989 confirment avec -1 %. La restructuration des constructeurs leur a permis d'exporter avec profit avec un dollar descendu à 130 yens. « A l'automne, nous serons prêts pour 120 yens », explique-t-on chez Honda, tandis que M. Oshima affirme que « le problème est la variation soudaine des taux de change. Si la hausse est graduelle, Toyota pourrait, d'ici à cinq ans, rester compétitif avec un dollar à 100 yens ».

La meilleure preuve en est sûrement les considérables investissements que les industriels continuent de réaliser sur leur sol d'origine pour y accroître leur capacité de production. « La demande intérieure est si forte que nous avons du mal à fournir », argumente le président de Mazda. Nissan, limité par un manque de main-d'œuvre, avoue aussi être « à fond » de ses capacités, et prévoit de les augmenter.

Le MITI s'inquiète ouvertement de cette politique. Il craint que, lorsque le marché intérieur se retournera, ces voitures ne soient dirigées vers les États-Unis ou l'Europe, attirant à nouveau les litiges commerciaux avec Washington et Bruxelles. Mais les constructeurs japonais semblent n'en avoir cure. Qu'ils aient des usines américaines au Japon, comme en Amérique ou en Europe, ils investissent avec l'objectif, aujourd'hui que l'endaka est digérée, d'entamer une nouvelle phase de conquête.

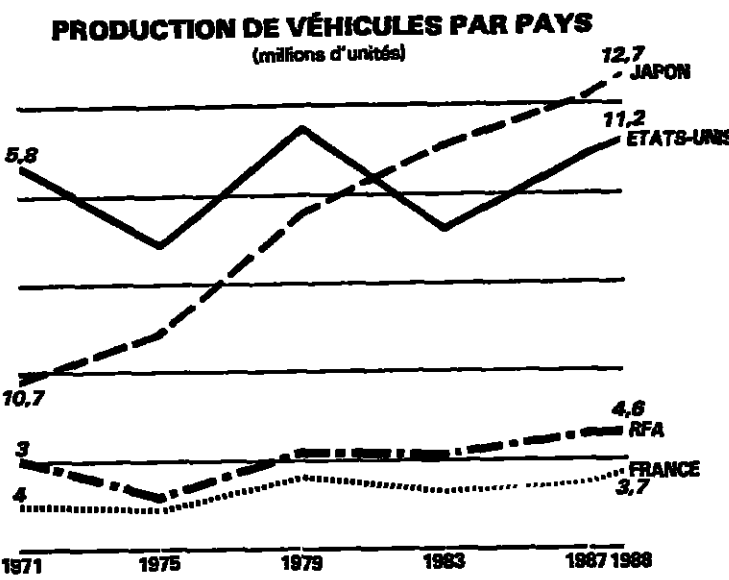
Aux États-Unis, sur les six premiers mois de 1989, les importations directes ajoutées à la production locale ont permis d'accroître de 4 % leurs ventes dans un marché en régression de 7 % selon Merrill Lynch. Leur part de marché a donc atteint 26,5 % contre 23,6 % pour la même période de 1988. Demain, prévoit l'Institut de recherche DRI, pour une production locale de trois voitures, l'export du Japon sera réduit d'une, mais les deux autres seront prises sur les parts de GM, de Ford ou de Chrysler (2).

L'Europe a droit à un répit. Sa part de marché annuelle de 11 % semble devoir, *prospecto modo*, se stabiliser jusqu'en 1993. Ensuite, la production locale ajoutera son effet à l'abandon plus ou moins complet des quotas d'importation pour lui donner entre 15 et 20 % du marché. En tout cas, les surcapacités mondiales qu'il créent — estimées à 3 millions de voitures aux États-Unis, soit 25 % du marché (3) — sont l'équivalent d'une déclaration de guerre. Les « petits » japonais risquent de souffrir, encore que, fait remarquer M. Oshima de Toyota : « Il y a quatre ans, le MITI disait déjà que onze constructeurs, c'était déjà trop. Aujourd'hui, tous sont encore là. Mais il est vrai qu'ils doivent s'internationaliser, et ce sera dur ». Le gros des dégâts devrait pourtant affecter les concurrents américains. GM devrait déjà fermer quatre usines... En Europe, chacun se prépare au déclenchement des hostilités dans trois ans.

Invincibles ? Personne ne l'est. Mais l'horizon des fabricants japonais s'est dégaissi. Les Coréens, affectés par des problèmes de qualité et de revalorisation du won, reculent aux États-Unis, et ils ont tous les atouts de leur côté : une ambition sur tous les marchés mondiaux, une excellente productivité, une maîtrise des technologies et des voitures désormais joliment dessinées. Leur résister forcera d'une façon ou d'une autre — ironie de l'histoire — à les copier. Faire mieux passera par une attaque de leur base arrière : le marché japonais. Les Allemands ont ouvert la voie : BMW et Mercedes, profitant de la course au luxe des Nippons, prendront, presque 4 % du marché à eux seuls en 1989. Espérer amorcer une reconquête en 1995 passe par la nouvelle capitale mondiale de l'automobile : Tokyo.

ERIC LE BOUCHER.

(2) « Réveiller Detroit », *Business Week* du 14 août.
(3) Idem.



Les onze constructeurs japonais (chiffres 1988)

	Chiffre d'affaires (milliards de yens)	Bénéfices nets (milliards de yens)	Ventes (millions d'unités)	Effectifs
Toyota	6 891	238	3 831	65 926
Nissan	3 418	38	3 418	51 237
Honda	2 650	24	1 352	29 648
Mazda	1 844	15	1 224	26 027
Mitsubishi	1 752	11	1 246	25 058
Isuzu	1 023	14,7	556	13 616
Suzuki	759	5,9	887	12 912
Fuji	686	10,4	625	14 132
Subaru	448	4	348	8 895
Daihatsu	445	4,1	574	11 226
Nissan Diesel	269	0,3	87	5 484

REPÈRES

Aéronautique

Quarante et un avions pour Garuda

La compagnie aérienne indonésienne Garuda achètera quarante et un avions dans les prochaines années, pour un montant qui devrait approcher les 3 milliards de dollars (19 milliards de francs). Le programme d'acquisition comporte huit Boeing 737, neuf Airbus A-330, six Boeing 747-400, six McDonnell Douglas MD-11 et douze Fokker 100. Les premières livraisons interviendront en 1994.

Agriculture

Importations céréalières soviétiques

L'Union soviétique prévoit d'importer environ 36 millions de tonnes de céréales cette année, soit presque le même montant qu'en 1988, a annoncé samedi 12 août l'agence Tass, citant M. Oleg Klimov, un haut responsable des importations de céréales. Le département de l'Agriculture américain avait estimé mercredi 9 août à 36 millions de tonnes les importations soviétiques de céréales pour la nouvelle année (commençant le 1^{er} juillet), sur la base d'une production céréalière soviétique de 200 millions de tonnes (revue à la baisse par rapport aux 210 millions de tonnes initialement prévues par les services américains).

Espagne

Diminution du chômage

Le nombre de chômeurs enregistrés en Espagne a diminué de 57 871 personnes en juillet (soit un repli de 2,28 % par rapport à juin), ce qui ramène à 2 474 896 l'effectif estimé de sans-emploi dans la péninsule ibérique, a annoncé samedi

12 août le ministère du travail et de la Sécurité sociale. Le chômage touche désormais 16,8 % de la population active contre 18,8 % au 31 décembre 1988, selon les statistiques officielles.

Dégradation du commerce extérieur

Sur les sept premiers mois de 1989, le déficit commercial cumulé enregistré par l'Espagne est en progression de 55,6 % par rapport à la même période de l'année précédente, a-t-on appris vendredi 11 août à Madrid de source officielle. Il s'élève à 18 152 milliards de pesetas (environ 108 milliards de francs), les importations ayant progressé de 24,5 % à 4 906,5 milliards de pesetas, tandis que les exportations n'augmentaient que de 10,4 % à 2 991,3 milliards de pesetas.

Pour le seul mois de juillet, le déficit a atteint 2 695 milliards de pesetas, en progression de 57,5 % par rapport à la même période de 1988.

Italie

Réduction du déficit commercial

Le déficit commercial italien s'est sensiblement réduit en juin, s'établissant à 711 milliards de lire (environ 1,48 milliard de francs), soit le chiffre le plus faible depuis le début de l'année.

Selon le communiqué officiel publié vendredi 11 août par l'Institut national de statistiques, les exportations se sont élevées en juin à 18,36 milliards de lire, en progression de 22,8 % par rapport à juin 1988. Les importations, quant à elles, ont atteint 19,7 milliards de lire, en hausse de 19,8 % par rapport au même mois de l'année précédente.

Taux d'intérêt

Le directeur du budget américain favorable à une baisse

Le directeur du budget de la Maison Blanche favorable à une baisse des taux d'intérêt. La Federal Reserve doit s'être plus attentive à la nécessité de ne pas faire basculer l'économie américaine dans la récession. Intervenant dimanche 13 août lors de l'émission « Meet the Press » sur la chaîne de télévision NBC, le directeur du budget du gouvernement américain, M. Richard Darman, n'a pas caché les préoccupations qu'inspire à la Maison Blanche le maintien de taux d'intérêt élevés, alors même que l'activité économique montre des signes de ralentissement. M. Richard Darman a invité le gouverneur de la FED M. Alan Greenspan, le directeur de la Banque centrale et la commission fédérale du marché libre (Federal Open Market Committee) à s'occuper de la politique monétaire.

« Si nous avons une récession, a-t-il déclaré, c'est parce que la Fed aura péché par excès de prudence. » C'est en tout cas la première fois qu'un membre de l'administration Bush exprime publiquement ses inquiétudes quant à la politique de lutte contre l'inflation.

Un « système » social ambigu

TOYOTA CITY de notre envoyé spécial

Dans son fief près de Nagoya, à Toyota City, où il emploie directement quarante-cinq mille personnes et fait vivre indirectement toute cette ville de trois cent mille âmes, le n°1 japonais distribue à chacun de ses visiteurs quatre petits fascicules destinés à expliquer « sa philosophie ». Les titres « Créativité, défi et courage » sont immédiatement interprétés par les Occidentaux comme une sorte de manuel d'embrigadement des groupes japonais. Or le vote des ouvriers américains le 26 juillet dernier à l'usine Nissan de Smyrna dans le Tennessee rejetant avec une majorité des deux tiers l'introduction dans les locaux du syndicat américain de tous les groupes automobiles (UAW (United Auto Workers) force à s'interroger et à considérer le système social japonais comme bien plus complexe.

Toyota a traversé très tôt après la guerre, en 1949, des graves qui durèrent quinze mois. Le groupe conclut alors un accord avec ses salariés dont le principe est qu'ils ne peuvent durablement obtenir des progrès sociaux au dépens de l'entreprise. Mais en échange Kichiro Toyota, le fondateur, met en place un « système », copié par les autres groupes ensuite, dont « la philosophie » commence ainsi : « Les employés sont les plus importants soutiens de l'entreprise et de chacun des cadres. » Sans doute n'est-ce pas du tout par philanthropie, — « les disputes et les frictions nuisent à la qualité du travail », — mais les Japonais n'en restent pas aux mots.

L'emploi est « à vie ». Les groupes ne licencient jamais, préférant, lorsque le marché baisse, produire quand même, accumuler des stocks et tout faire pour les vendre ensuite. Y compris dans les usines délocalisées aux États-Unis. Les « bonus » (littéralement « résultats ») atteignent parfois six mois de salaire. La formation est permanente et très sérieuse. Les décisions, enfin, sont décentralisées jusqu'aux ouvriers réunis « en équipe ».

Respect des hommes

Comparées à celle des entreprises américaines et européennes, ces méthodes n'ont rien d'extravagant. Elles les appliquent aussi en partie. A la différence près que le respect des hommes est réel, et le partage du pouvoir véritable et non pas comme très souvent ici concédé aux syndicats par un patronat, une bureaucratie ou des « petits chefs », qui, au fond, n'y croient guère.

En échange les équipes ouvrières doivent améliorer en permanence les coûts et les qualités. Cela fait partie de leur travail et le temps passé dans les cercles de qualité... n'est pas payé. Les cadences sont, elles, rapides. Aux États-Unis certains groupes japonais, par exemple Honda, ont été poursuivis pour n'employer qu'une très faible proportion de Noirs ou de femmes, rapporte *Business Week*. On imagine que les premiers sont considérés comme trop indépendants et les secondes comme souvent trop absentes...

E.L.B.

(Publicité)
Le gouvernement malgache informe que la remise des offres concernant l'entreprise socialiste Mamimosa est reportée au 25 août 1989 (au lieu du 1^{er} août 1989), toute autre disposition reste inchangée.

En référence aux publications du Monde en date du 7, 8, 9 et 11 juillet 1989.

TOURING CLUB
TOUR OP
DE LA 17
D'AFRIQUE D
MARS

Le Touring Club d'AF
de voyage. les
collectif à pre
pour les opérat
restauration

Économie

SOCIAL

Selon une étude de l'INSEE

L'emploi féminin a progressé de 4 % en cinq ans

Le rapport que vient de publier l'INSEE sur « l'activité féminine dans les régions » met en évidence la multitude et la complexité des facteurs qui influent sur les taux d'activité, d'emploi et de chômage des femmes en France. Néanmoins, de la fin 1981 à la fin 1986, l'emploi féminin en France a augmenté de 4 %.

Cette analyse révèle une opposition entre la moitié nord, où l'acti-

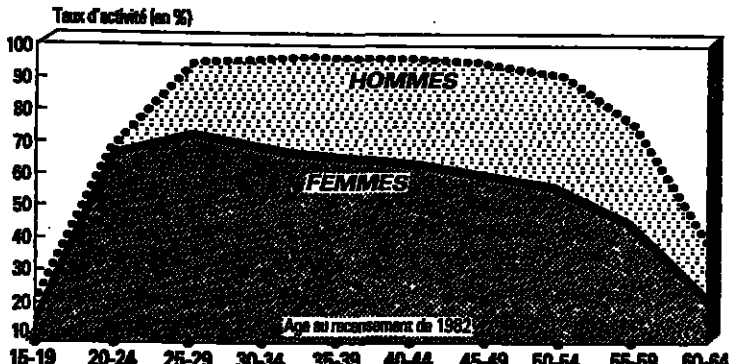
on régionale, qui ont « le plus faible taux de chômage féminin ».

Mais si, dans le nord du Bassin parisien, le Nord et l'Ouest, la situation des femmes n'est « guère plus préoccupante » que celle des hommes, en revanche dans l'Est (sauf en Alsace), elles sont très désavantagées et « connaissent les durées de chômage les plus élevées », estime l'INSEE. Dans le sud du Bassin parisien, le Centre-Est et

augmente. En Ile-de-France, le niveau élevé du taux d'activité après vingt-cinq ans est expliqué par l'importance du nombre de femmes vivant seules (célibataires ou divorcées).

Selon ce rapport, la hausse de l'emploi féminin de 4 % en cinq ans, est d'autant plus « remarquable » que l'emploi masculin a, entre-temps, « chuté d'environ 4 % ». Elle s'est principalement manifestée dans le tertiaire, l'emploi féminin ayant baissé dans l'agriculture et l'industrie. En 1986, le tertiaire emploie trois femmes sur quatre, soit 76,1 %, l'industrie 16,7 %, l'agriculture 5,8 %, le bâtiment et le génie civil agricole 1,4 %.

A l'exception des femmes de plus de cinquante ans, l'activité féminine est très dépendante du niveau du diplôme. Cependant, les femmes ont des « difficultés de réemploi supérieures à celles des hommes ». Elles restent en moyenne treize mois au chômage, soit environ deux fois de plus que les hommes, voire trois fois de plus en Haute-Normandie, en Lorraine et en Bourgogne.



Source : Recensement de la population de 1982

tivité féminine est assez élevée (exception faite de la bande frontalière nord-est), et la moitié sud, plutôt faible, notamment dans le Sud-Est. Cependant, l'INSEE considère la faiblesse de l'activité féminine dans le Nord et dans l'Est comme étant due à une situation économique qui favorise le retrait d'activité et l'émigration des actifs. Par ailleurs, la plupart des secteurs d'activité restent « plus féminisés dans l'Ouest que dans l'Est ».

Selon cette « typologie » de l'emploi féminin, les problèmes des femmes par rapport aux hommes sur le marché du travail sont beaucoup moins importants en Alsace et en

le Sud-Ouest, il y a un « surchômage féminin » souvent élevé.

Aux disparités régionales inhérentes aux deux sexes (durée et degré de scolarité différents selon les régions), s'y ajoutent pour l'activité féminine « des disparités dues à des facteurs démographiques, socio-économiques ou culturels » (tradition, fécondité, catégories socio-professionnelles). L'INSEE précise que pour les femmes qui ont le même nombre d'enfants (un ou deux enfants, trois enfants ou plus), « l'effet catégorie socio-professionnelle est déterminant, surtout quand le nombre d'enfants

EN BRIEF

• Un Français sur deux pour l'ouverture des magasins le dimanche. — Selon un sondage IFOP, pour le Journal du dimanche, 70,3 % des Parisiens et 53,1 % des provinciaux sont favorables à l'ouverture des magasins le dimanche. Les boulangeries (67 %), les petits commerces d'alimentation (55 %) et les points de vente de presse (52 %) arrivent en tête des demandes d'ouverture dominicales. Paradoxalement, moins d'un Français sur deux souhaite l'ouverture des grands magasins (48 %) et des hypermarchés (47 %) le dimanche.

La grève des électroniciens n'entraîne aucune perturbation du trafic aérien

Le trafic aérien s'est écoulé normalement au cours du week-end, malgré la grève des électroniciens de la navigation aérienne qui ont cessé le travail le jeudi 10 août, à 20 heures, jusqu'au mercredi 16, à 8 heures, pour obtenir l'égalité salariale et statutaire avec les « aiguilleurs du ciel ».

Cette absence de conséquences s'explique par le fait que les électroniciens sont chargés de la maintenance du matériel tel que les calculateurs, qui sont relativement fiables. Les syndicats USAC-CGT et SAPAC (autonome) qui appelaient à la grève font état de 100 % de grévistes dans les centres régionaux d'Aix-en-Provence, Athis-Mons, Reims et Brest, mais aucun gréviste n'est signalé à Bordeaux.

La situation pourrait se dégrader au fur et à mesure que les appareils tomberont en panne et ne seront plus réparés malgré le service minimum auquel sont astreints les électroniciens. La période délicate se situera dans la soirée de mardi où les retours de vacances seront nombreux. Les passagers sont invités à se renseigner sur les retards éventuels aux numéros suivants : Air France (départ) (1) 43-20-13-55 ; (arrivée) (1) 43-20-12-55 ; Air Inter (1) 45-39-25-25 ou 46-75-13-13.

FINANCES

TOKYO, 14 août ↓

La Bourse de Tokyo commence la semaine comme elle avait fini la précédente : le Nikkei a clôturé en baisse lundi, perdant 41,34 yens à 34 671,62 yens.

Des spécialistes font état d'une vague de découragement des investisseurs face à la dépréciation de la monnaie du pays du Soleil-Levant par rapport au billet vert (le dollar cotait à mi-séance, lundi, 141,55 yens, +1,45). D'autres mettaient en avant la faible fréquentation du marché, beaucoup d'opérateurs prenant leurs congés d'été ; en conséquence, le volume des transactions était peu étoffé.

A quelques exceptions près, les grands titres sont en baisse. Néanmoins, Bridgestone (pneumatique) gagnait du terrain après les mesures de réorganisation annoncées la semaine dernière aux États-Unis. Hausse également de Honda, Mitsubishi et NEC.

VALEURS	Cours du 11 août	Cours du 14 août
Akai	750	747
Bridgestone	1 710	1 770
Canon	1 870	1 880
Fujitsu	3 870	3 880
Honda Motor	2 030	2 080
Honda Motor	2 510	2 510
Mitsubishi Heavy	1 210	1 200
Sony Corp.	8 840	8 740
Toyota Motor	2 640	2 630

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	3 août 1989
Total actif	694 698
dont :	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	87 195
ECU	68 077
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 136
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	86 428
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat français et étrangers	28 611
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	310
Effets privés	155 140
Effets en cours de recouvrement	21 894
Total passif	694 698
dont :	
Billets en circulation	247 693
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	69 610
Comptes courants du Trésor public	19 715
Reprises de liquidités	21 320
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Contingents des allocations de droits de tirages spéciaux	8 931
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	88 077
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	250 678

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres	8,75 %
- Taux des primes à sept jours	9,50 %
- Taux d'escompte	9,50 %
- Taux des avances sur titres	10,50 %


Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330



TOURING CLUB D'ALGÉRIE TOUR OPERATOR DE LA 17^e COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS MARS 1990

Le Touring Club d'Algérie invite toutes les agences de voyage, les supporters à titre individuel ou collectif à prendre contact avec ses services pour les opérations : transfert, hébergement, restauration et entrée au stade.

Adresse : 30, rue Hassene-Benaamane BP 18, Les Vergers, Birkhadem, Alger.
Téléphone : 56-90-16. Téléc : 62160/62161.



RADIO FRANCE INTERNATIONALE

recrute


JEUNE JOURNALISTE DIPLOMÉ parfaitement bilingue

pour sa rédaction en langue serbo-croate

Outre une excellente connaissance de la vie politique et culturelle de la France et de l'Est, l'activité implique des horaires de travail de nuit et la pratique de la dactylographie une expérience radio serait appréciée.

Candidats français ou en règle vis-à-vis de la législation en vigueur.
Disponibilité immédiate.

Adresser CV manuscrit et prétentions au Service de Gestion du Personnel de RFI
B.P. 9516 Paris Cedex 16



RADIO FRANCE INTERNATIONALE

recrute

JEUNE JOURNALISTE DIPLOMÉ parfaitement bilingue

pour sa rédaction en langue chinoise (mandarin)

Outre une excellente connaissance de la vie politique et culturelle de la France et de l'Asie, l'activité implique la pratique de la dactylographie une expérience radio serait appréciée.

Candidats français ou en règle vis-à-vis de la législation en vigueur.

Adresser CV manuscrit et prétentions au Service de Gestion du Personnel de RFI
B.P. 9516 Paris Cedex 16

REPRODUCTION INTERDITE

VILLE DE MONTREUIL
(93) 100 000 hab.
recherche
pour la direction des études principales :
1 CHARGE D'ÉTUDES EN URBANISME (I.E.F.)

Ce cadre, de catégorie A statutaire ou contractuel, sera chargé (a) de réaliser des études préliminaires et de suivi des dossiers opérationnels (ZAC, projet de quartier, projet urbain).
Ce poste suppose une bonne connaissance de l'administration territoriale, une grande maîtrise professionnelle d'un métier à visée d'urbanisme.

Adresser cond. CV avec photo et réf. :
à M. le député maire
Mairie de Montreuil
95106 MONTREUIL Cedex

COLLÈGE CÉVENOL INTERNATIONAL
43400 LE CHAMBAON
S/LIGNON
Tél. 09-71-72-52.

recrute
pour rentrée sept. 89/90
RESPONSABLE INTERAT DE GAGNÉS

hac exipé.
Au cœur de la Plaine de la Vallée, à 1 h d'aut. de Lyon, la Ville d'Oyonnax (Ain) recrute
DIRECTEUR (DIRECTRICE)
de centre culturel 60 pers.
poste contractuel, expér. exigées.
Adresser cond. manuscrit, CV détaillé, photo d'identité, copie des diplômes et autres pièces justificatives à :
Monsieur le député maire
Hôtel de Ville
01108 OYONNAX Cedex

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
démarches et tous services
permanence téléphonique
43-55-17-50.

immobilières
Importante société
d'investissement achète opt
immeubles appts pavillons
Paris et banlieue
Pr. donné et justifié
Tél. : 43-39-48-42.

هذا من اصل

كنا من اجل

ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	SPORTS	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Liban : les bombardements à Beyrouth. 4 Afrique du Sud : le gouvernement soutient M. De Klerk dans son conflit avec M. Botha. 5 Irlande du Nord : défilés en masse sous l'étroite surveillance des forces de l'ordre.	6 Sauver l'étang de Berre. 7 Proche des États-Unis : un couple divorcé se dispute le sort de sept embryons congelés. 8 Woodstock, vingt ans après. 9 L'achèvement d'un automobiliste contre un piéton.	8 Grand Prix de Hongrie de formule 1 : Nigel Mansell et sa boîte magique. 9 Championnats de France d'athlétisme : la bonne blague de Laurence Bly.	11 Photos : Milan l'été. 12 Le festival Mimos de Périgueux. 13 Une expérience d'art lyrique « éclaté » à Saint-Céré. 14 Communication.	14 Les automobiles japonaises plus fortes que jamais. 15 L'emploi féminin a progressé de 4 % en cinq ans.	Abonnements 4 Annonces classées 15 Cartes 7 Loto, lotto sportif 13 Météorologie 13 Mots croisés 13 Radio-Télévision 13 Spectacles 12	Les résultats des grandes écoles : 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tazes LM

Après trois essais d'allumage infructueux

L'espoir de sauver le satellite Hipparcos s'amenuise

L'espoir s'amenuise pour Hipparcos, le satellite astronomique européen lancé dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 août. Après quarante-huit heures d'investigation et pour la troisième fois, les techniciens du centre allemand d'opérations spatiales (ESOC), à Darmstadt, ont tenté en vain, dimanche à 15 h 35, d'allumer son moteur d'apogée. Cette opération, sans laquelle le satellite ne peut gagner son « poste de travail » à 36 000 km d'altitude, au-dessus de l'équateur, devrait avoir lieu deux jours après-midi, environ trente-sept heures après son lancement par une fusée Ariane, depuis Kourou, en Guyane française.

Si l'on invoque à présent un défaut de décodage informatique des données reçues à bord du satellite, les responsables ne cachent pas leur perplexité. « Les études menées pour tenter de comprendre pourquoi le moteur ne s'allume pas sont pour l'instant infructueuses », soulignent-ils. Cette panne est d'autant plus incompréhensible que le Mago-II, développé par la Société européenne de propulsion (SEP) en près de dix années d'existence, n'a jamais connu d'échec. « Nous avons pleine confiance en sa fiabilité », affirme un porte-parole de l'Agence spatiale européenne (ESA). Développé en début des années 1980, le Mago-II, de la classe des moteurs de 400 kg à 500 kg de poussée, a été tiré dix-sept fois, neuf fois au banc d'essai, huit fois en vol sur quatre satellites ECS, trois satellites de télécommunications et un satellite Mares de navigation maritime. Jamais il n'a eu d'échec », précise Pierre Bégin, directeur général de la SEP.

Certes, le satellite lui-même n'est pas encore perdu. Injecté par Ariane

sur une orbite elliptique de 200 km de périhélie et de 53 984 km d'apogée, il y est pour l'instant en sécurité. Ce n'est qu'en dessous de 165 km d'altitude au périhélie qu'il commencerait à être menacé — ce qui laisse une marge de manœuvre de plusieurs jours. Mais d'ores et déjà, les responsables d'Hipparcos songent à utiliser les petits moteurs du système de contrôle d'altitude du satellite et leurs 40 kg d'hydrazine pour tenter de réduire le périhélie de son orbite de transfert. « Cela réduirait sa durée de vie en orbite mais, selon les premiers calculs, ce périhélie pourrait être porté de 200 à 600 km. Ce serait un moyen de sauver une partie de la mission d'Hipparcos », explique-t-on à l'ESA.

Que se passera-t-il enfin si, malgré ce délai supplémentaire, le moteur reste obstinément sourd aux commandes ? Interrogé sur un possible abandon de la mission, un spécialiste de ce centre de l'ESA n'a pas caché son pessimisme. « Il s'agit d'une des solutions envisageables », a déclaré cet expert qui a requis l'anonymat. Autant dire une catastrophe pour l'industrie spatiale européenne. Chargé de mesurer avec une précision inédite la position de cent vingt mille étoiles et, avec une exactitude un peu moindre, celle de quatre cent mille autres, le satellite Hipparcos a coûté à l'ESA près de 2,5 milliards de francs, dont 287 millions pour son seul lancement. Selon les experts du groupe français, il faudrait une quarantaine de mois au minimum pour en construire un second exemplaire, si toutefois l'ESA en décidait ainsi. Une telle éventualité ne figure pas, pour le moment, dans la liste des projets de la direction scientifique de l'Agence spatiale européenne.

En Nouvelle-Calédonie

Décès de Mulava Kalepo président de l'Union océanienne

Mulava Kalepo, cinquante et un ans, l'un des deux élus de l'Union océanienne aux élections de juin dans la province du sud de Nouvelle-Calédonie, est décédé, samedi 12 août, Mulava Kalepo présidait l'Union océanienne, qu'il avait fondée avant les élections de juin sur le territoire, dans le but de représenter les intérêts de la communauté wallisienne et futunienne sur le « caillou ».

Le mouvement de Mulava Kalepo avait créé la surprise en obtenant, dès sa première participation à des élections, 40 % des suffrages wallisiens et futuniens. La création de l'Union océanienne était, notamment, l'expression d'une prise de distance de la communauté wallisienne et futunienne (environ 10 % de la population du territoire) vis-à-vis du RPCR, à laquelle elle était traditionnellement liée.

● TDF 1 souffrirait du soleil. — Les causes de la panne du satellite TDF 1, dont les transmissions ont été interrompues pendant deux heures le mardi 14 août, sont d'alimentation électrique, n'ont toujours pas été élucidées. Parmi les accusés : le Soleil et les bouffées d'orages magnétiques dus à sa très forte activité cette année. Laisse-t-on entendre à Télédiffusion de France, responsable de la gestion du satellite. Depuis lors, le canal de TDF 1 est toujours inutilisable, alors que les canaux 9, 5, 13 et 17 ont été rétablis.

● Destruction d'un satellite espion soviétique. — Un satellite espion soviétique a été détruit, le 28 juillet, après être devenu incontrôlable, a révélé la revue spécialisée Aviation Week and Space Technology. Selon ce magazine, des responsables américains du renseignement pensent que les contrôleurs soviétiques ont délibérément fait exploser le satellite quand des problèmes ont surgi à bord, au moment où ils essayaient de le faire passer sur une orbite supérieure. Ce satellite, identifié sous le nom de Cosmos 2 030, avait été lancé le 12 juillet. Il était considéré comme « un satellite de reconnaissance avancée ». La revue note d'autre part que le 18 juillet, les Soviétiques ont lancé Cosmos 2 031, qui est également un satellite de reconnaissance, mais qui possède des caractéristiques différentes.

Mort de William Shockley

prix Nobel de physique

William Shockley, prix Nobel de physique en 1956 et co-inventeur du transistor avec deux ingénieurs des laboratoires Bell, est décédé samedi 12 août d'un cancer de la prostate. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

[Né à Londres le 13 février 1910, William Shockley, après avoir effectué ses études de physique aux États-Unis, est entré en 1936 aux laboratoires Bell en tant qu'ingénieur de recherches. C'est là qu'il découvre, le 23 décembre 1947, les propriétés du premier transistor jamais développé. Fondateur en 1955 de la compagnie Shockley Semiconductor Laboratories (l'un des premiers jalons de l'énorme industrie électronique à venir de la Silicon Valley), William Shockley avait pris ces dernières années des positions très tranchées, jugées méprisantes par certains, sur la nécessité de préserver génétiquement une certaine élite. Il avait contribué, à l'âge de soixante-huit ans, à la banque de sperme d'Escondido (Californie) créée, selon ses fondateurs, pour permettre la transmission des gènes représentant le patrimoine des « génies ».]

● Retour parfait pour la navette Columbia. — La navette spatiale américaine Columbia s'est posée, dimanche 13 août à 15 h 37 (heure française), sur la base aérienne d'Edwards, dans le désert de Californie, à l'issue d'une mission militaire secrète de cinq jours. La navette, qui effectuait sa première mission depuis la catastrophe de Challenger en 1986, a très probablement mis en orbite un satellite espion doté de caméras ultra-sensibles. (Reuters.)

● SRI-LANKA : Un journaliste assassiné. — Un journaliste de la télévision d'Etat a été assassiné, dimanche 13 août, près de Colombo, vraisemblablement par des extrémistes cinghalais du Front de libération populaire (JVP). Vingt-deux autres personnes ont également trouvé la mort, depuis samedi, à la suite de violences politiques dans l'île, a-t-on appris de sources officielles. Le JVP, qui reproche aux médias gouvernementaux de diffuser des informations partiales et de brouiller sa radio clandestine, est soupçonné d'avoir déjà tué, le 23 juillet, le directeur de la radio d'Etat et, une semaine plus tard, un représentant de la télévision. Plusieurs représentants de la radio et de la télévision ont récemment démissionné après avoir reçu des menaces de mort. — (AFP, Reuters.)

A C D E F G H

Compte tenu de la multiplication des accidents provoqués notamment par des « scooters des mers » sur les plages de la Côte d'Azur (le Monde du 10 août), la mairie de La Ciotat (Bouches-du-Rhône) a décidé de suspendre la location de ces engins, ainsi que celle des jets-

SAINT-TROPEZ de notre envoyé spécial

« La-bas », du côté des Marines de Cogolin, la gerbe a trahi le contrevenant. D'un mouvement de poignet, le chef de gendarmerie Rul lance à l'assaut les 40 chevaux de son Zodiac. Mais en plein cœur du mois d'août la traversée de la baie de Saint-Tropez par une petite embarcation gonflable tient du parcours en patins à roulettes sur le périphérique aux heures de pointe. Toutes les trente secondes, il faut stopper net le moteur pour ne pas sombrer dans les remous des puissants yachts, qui, sans respect aucun pour l'autorité, coupent la route du petit esquif de la gendarmerie. Et dire que l'autre Zodiac de la gendarmerie n'a que 20 chevaux !, soupire le chef Rul, le casaque dégingandé.

Enfin, le bateau est en vue. Du Zodiac les deux gendarmes lui font signe d'arrêter. Visiblement furieux, le pilote obtempère. Il est méfiant : le canot des gendarmes ne risque-t-il pas d'échouer la peinture bleue de la coque ? On intercale une botte. Le chef Rul monte à bord, non sans que les plaisanciers aient mangé en voyant les sandales des gendarmes fouler leurs coussins. Sur le bateau, Monsieur, Madame et la mère de Monsieur, pas moins furieuse que son fils : « On ne dépasse pas les 12 douze nœuds ! ».

« J'étais à 25 nœuds et je suis à peine arrivé à vous rattraper, réplique le chef Rul.

— Bon, disons 14 !

Le temps que le gendarme dresse procès-verbal passent cinq, dix, quinze minutes. Les deux Zodiacs, dix bateaux qui dépassent largement les 12 nœuds autorisés ! Et encore le chef Rul s'agit : la « journée coup de frein » organisée le 12 août par la préfecture maritime de Toulon ayant été annoncée dans l'après-midi, grâce à une fuite, les irrédoublables de la vitesse en ont opportunément profité pour aller visiter l'arrière-pays.

Il ne faut pas dramatiser. Le golfe de Saint-Tropez ne prend des allures de circuit de formule 1 qu'à deux moments précis de la journée. Le matin, quand les plaisanciers se ruent vers la plage de Pampelonne et autres lieux de plaisir où ils pourront festoyer sans trop perdre de vue leurs congénères. Et le soir, quand, appelés par l'impérieuse urgence

Reprise à Tunis du dialogue américano-palestinien

TUNIS de notre correspondant

Le dialogue américano-palestinien reprend ce lundi 14 août à Tunis. Cette quatrième rencontre, depuis le 16 décembre, a été demandée, au lendemain du cinquième congrès du mouvement Fath, par l'ambassadeur américain Robert Pelletreau, seul interlocuteur habilité par Washington à discuter officiellement avec l'O.L.P. Les États-Unis sont apparemment désireux d'obtenir des éclaircissements sur les prises de position arabe par le mouvement de M. Yasser Arafat qui, selon M^{me} Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat, ont suscité des inquiétudes sur « l'engagement du Fath au compromis, à la compréhension et à la paix » (le Monde du 12 août).

Pour M. Salah Khalaf (Abou Iyad), adjoint à la direction du Fath, la réaction de M^{me} Tutwiler est aussi « inopportune que maladroite ». En faisant siennes les résolutions du conseil palestinien de novembre dernier à Alger, « le Fath a approuvé sans équivoque le principe d'un règlement négocié et, bien plus, il a appuyé l'initiative de paix aussitôt engagée », nous a déclaré M. Salah Khalaf. L'affirmation par le congrès du Fath de la poursuite de l'action militaire a-t-elle tout particulièrement irrité Washington ? M. Salah Khalaf répond : « Il s'agit-là d'un principe intangible de l'O.L.P. Qu'il

« Gendarmes des mers » et plaisanciers

Bataille navale au large de Saint-Tropez

skis en retirant l'autorisation qu'elle avait accordée aux deux loueurs installés sur son territoire.

D'autre part, quarante plaisanciers ont été verbalisés, samedi 12 août lors d'une opération « coup de frein en mer » dans le golfe de Saint-Tropez, dont

d'un après-midi, ils disputent en direction des ports de Cogolin et Port-Grimaud la grande régate du retour au foyer. Entre-temps le baigneur lambda n'a à redouter que les planches à voile, les scooters des mers et la promiscuité des indéfinissables objets en caoutchouc qui flottent à ses côtés. Autant dire qu'il est en vacances.

Une flottille de 350 000 bateaux

Les accidents, deux fois mortels, qui se sont succédés ont été illustrés dramatiquement une évolution fulgurante : en quelques années, les eaux côtières de la Méditerranée sont devenues un royaume où règne le plus rapide, le plus puissant, le plus gros. Face à l'ingéniosité des constructeurs qui ne cessent d'inventer des bolides flottants et de plus en plus accessibles aux néophytes, la réglementation est inadéquate. « Il y a tellement de bateaux — et les moyens de prévention et de répression deviennent dérisoires en haute saison.

La réglementation ? Voici, par exemple, une luxueuse brochure éditée par le port de Saint-Tropez et destinée aux plaisanciers qui viennent y ancrer. Entre deux photos de nudes démodées et l'inévitable page consacrée à la pétanque d'Eddy Barclay, on trouve un texte soigneusement intitulé « Réglementation » et illustré d'une beigeuse poitrine au vent sur fond de drapeau tricolore. En petits caractères, sans commentaires, sans sous-titres, y est reproduit un arrêté du vice-amiral d'escadre préfet maritime de la région Méditerranée. Les lecteurs persévérants y apprendront que outre la limitation de la vitesse à 5 nœuds dans la bande des 300 mètres du littoral partant applicable, la vitesse est aussi limitée à 12 nœuds dans une bande-tampon de la baie de Saint-Tropez. Cette information étant apparemment considérée comme suffisante, les autorités portuaires n'ont pas cru bon de placer des panneaux à la sortie des ports. Aux non-francophones, à ceux qui ne sont pas tombés par hasard sur la brochure, aux distraits volontaires ou non, il ne restera qu'à se faire verbaliser par la gendarmerie si par malchance ils la rencontrent sur leur chemin.

Il y faudrait beaucoup de malchance, en effet. Toutes administra-

tions confondues — affaires maritimes, gendarmerie départementale, gendarmerie maritime, — la répression ne dispose sur tout le littoral méditerranéen que de... trente-cinq embarcations. Et la flottille de plaisance en haute saison est estimée à trois cent cinquante mille bateaux. Un gendarme pour dix mille délinquants potentiels !

Encore les représentants de l'autorité ne luttent-ils pas à armes égales. Avec ses malheureux 40 chevaux, que peut faire un Zodiac face à ces « cigarettes » effilées et surpuissantes qui dans un vombrissement d'enfer s'amusent à frôler la côte, insaisissable réservoir de spectateurs ébahis ? « Les regards portés », soutiennent les gendarmes. Pouvent-ils au moins tenter de relever l'immatriculation des engins délinquants pour dresser un PV « au vol » ? Pas même. A la différence de leurs collègues de la route, les gendarmes ne peuvent dresser procès-verbal qu'après audition du contrevenant. Ainsi, les pilotes des engins les plus rapides, donc les plus dangereux, sont les plus impunités !

Ce n'est pas tout. Supposons un bateau dont le pilote fort civiquement a obtenu le coup de sifflet. Même si le pilote ou son bateau représentent visiblement des dangers publics, les gendarmes — à la différence encore une fois de leurs collègues de la terre ferme — ne disposent pas du pouvoir d'ordonner la confiscation du navire.

Seule sanction à leur disposition : l'amende qui peut atteindre un maximum de 15 000 francs. Mais que représente cette somme pour le propriétaire d'un off-shore dont le prix peut monter jusqu'à 3 millions de francs et qui se loue environ 9 000 francs par jour ? L'abandonner au comble pour les étrangers. Le cautionnement maximum qui peut être demandé dans l'attente du jugement est de 1 500 francs. Pas un gendarme maritime qui ne garde l'amer souvenir d'un plaisancier américain déshanchant légèrement trois billets d'une épaisse liasse et les lui tend comme un pourboire.

Réglementation européenne

En fait, le législateur et les autorités ont été pris au dépourvu par le développement ultra-rapide des sports nautiques. Les scooters de mer — une collision entre deux de ces engins a fait un mort à Nice le 8 août — en sont le meilleur exemple. L'arrêt qui réglemente leurs conditions d'utilisation n'a été publié au Journal officiel que le

● Deux anciens députés du FN s'élèvent contre les propos de M. Le Pen. — Deux anciens députés du Front national, MM. Bruno Chauvères (Nord) et Guy Le Jacouen (Loire), ont jugé, samedi 12 août, que les récents propos de M. Jean-Marie Le Pen sur la « racoonie » et « l'international juive » s'inscrivent dans les lignes des thèses qui ont conduit au génocide et doivent donc être réprouvés comme tels. Les anciens parlementaires du parti de M. Le Pen ajoutent : « Tous ceux qui défendent l'identité nationale dans le respect des droits de l'homme condamnent ces propos. » Ils annoncent qu'ils prendront dans les semaines qui viennent les initiatives qu'ils jugent nécessaires pour défendre l'honneur des valeurs nationales ».

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines antiques, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy, réside le plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Rémy 80-92, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12, 43-43-65-58.

travaille pour excès de vitesse et dix pour défaut de sécurité.

Mais la lutte contre ces infractions reste très inégale à cause des faibles moyens dont disposent les « gendarmes des mers » face à une flottille de plaisanciers de plus en plus importante.

5 juillet dernier. Rien d'étonnant, donc, si le jour de la visite à Nice de M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, le lendemain de l'accident mortel, aucun des loueurs de la place n'avait encore reçu les formulaires destinés aux utilisateurs prévus par cet arrêté pour les informer de leurs obligations. Quant au permis bateau théorique, ment exigé pour les scooters dont les moteurs dépassent 9,9 chevaux, très rares semblent être les loueurs qui le réclament à leurs clients. De toute façon, « la sécurité n'est pas toujours leur préoccupation principale », comme dit dans un euphémisme M. Philippe Illionnet, directeur du Cross-Med (Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage de la Méditerranée), l'organisme qui coordonne les opérations de toutes les administrations concernées par la mer.

C'est l'ancien chef du Cross-Med, M. Jean-Charles Locat, qui a été chargé par M. Mellick de réfléchir à des propositions visant à améliorer la sécurité sur le littoral. Mais, en dehors de mesures ponctuelles comme le retrait de permis qui pourrait être rapidement mis à l'étude, toute réforme d'ensemble doit, désormais, être envisagée à l'échelle européenne. On voit donc mal comment elle pourrait aller dans le sens d'un durcissement de la législation. La France étant le pays dans lequel les règlements sont les plus sévères.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Les « records » de l'été 218 km/h sur une nationale

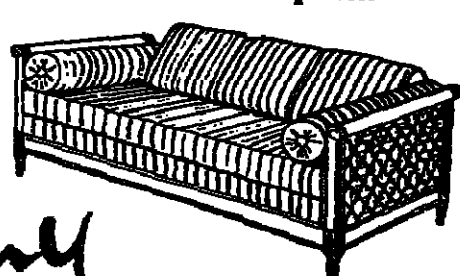
Les « records » de vitesse continuent de tomber sur les routes des vacances. Deux automobilistes ont été chronométrés par la gendarmerie de la Merne, en embuscade sur la nationale 77, respectivement à 189 km/h et à 200 km/h. Les permis de conduire des conducteurs des deux bolides ont été retirés sur-le-champ.

Mais c'est un ressortissant ouest-allemand qui s'est adjugé le record du week-end au volant d'une Porsche qu'il a un peu « poussée » dans une ligne droite de la plaine de la Crau, entre Marignac et Arles, où la vitesse est limitée à 110 km/h ; il a été interdit de circulation sur le territoire français pour avoir atteint le 218 km/h. Les gendarmes l'ont toutefois autorisé à regagner son lieu de villégiature au volant de son véhicule...

● Jean Kientz PD-G de la Société nationale des entreprises de presse. — M. Jean Kientz vient d'être nommé président directeur-général de la Société des entreprises de presse (SNEP) par décret du 11 août. Il y remplace M. Serge Hauchart. Etablissement public, la SNEP a été créée en 1946 pour gérer les ateliers d'impression saisis à la Libération. Agé de soixante-cinq ans, M. Kientz, inspecteur général des finances et diplomate, a été ambassadeur au Zaïre de 1982 à 1985.

Le numéro de « Monde » daté 13-14 août 1989 a été tiré à 473 311 exemplaires

Etonnante collection de lits de repos...



Rémy

Rémy 80-92, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12, 43-43-65-58.